



Dumais, Joseph Brien, Adam Burnwash, conseillers, et le D' Charles-Alphonse Dubé agit comme secrétaire-trésorier. De ces conseillers, deux demeurent sur le territoire de la future Lorrainville, Thomas Larouche et Jules Dumais.

Les mandats du Conseil municipal de Témiscamingue se définissent rapidement. Il s'occupe de l'évaluation foncière, de l'infrastructure routière (chemins et ponts), du système judiciaire, en plus de s'impliquer dans le développement social. À sa première année d'opération, son travail se résume à superviser la construction de routes dans les différentes localités de la région, dont Lorrainville.

À l'automne 1884, le capitaine Dupont construit la première route de la région, le chemin des-Quinze, pour le compte d'Allan Grant, un marchand de bois qui dirige des chantiers forestiers au lac des-Quinze. Ce chemin part de la Baie-des-Pères et traverse d'ouest en est le canton Duhamel, passe à Lorrainville, suit le rang 1 du canton Laverlochère et se rend jusqu'à la baie Gillies. À l'origine, ce chemin passe au sud de l'actuelle route de Ville-Marie à Lorrainville. Il débouche dans les rangs 6 et 7 Sud, près des lots de MM. Ménard et Fournier, au sud de l'actuel village de Lorrainville. En 1888, le gouvernement du Québec envoie un ingénieur dans la région, Joseph Bureau, afin de diriger les travaux d'amélioration du chemin des-Quinze et de la route de Guigues et de construire le chemin de Fabre. En 1894 et 1895, le gouvernement fait construire un chemin de la Baie-des-Pères au ruisseau Gordon, près de l'actuelle ville de Témiscaming, terminus de la voie ferrée. Les bases du réseau routier régional sont alors posées.

En 1891, le conseil de comté investit dans l'ouverture de chemins dans les cantons Duhamel, Guigues et Laverlochère. À Lorrainville, il construit un chemin dans le rang 5, mais il refuse d'accorder une subvention pour la construction d'un chemin dans le rang 6, décision qui suscite de vives discussions, des divisions et de l'animosité entre les membres du conseil.

En 1889, le Conseil municipal de Témiscamingue entreprend de faire un rôle d'évaluation des propriétés sur son territoire. Il embauche à cette fin Louis Dupuis, Norbert Ménard et Anthime Lavallée. Il estime que le rôle s'élèvera à environ 400 \$. Par ailleurs, les premiers procès se tiennent sur les rives du lac Témiscamingue. Sur le plan social, le conseil municipal se joint aux Oblats pour l'organisation des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.

L'augmentation de la population des localités de colonisation rend nécessaire la formation de conseils municipaux locaux, en complément à l'administration régionale. Le conseil municipal du canton Guigues apparaît le premier, en 1896. L'année suivante, Ville-Marie se dote à son tour d'un conseil local indépendant. Puis, en 1899, le canton Duhamel fonde le sien, incluant notamment la future Lorrainville. La mise sur pied de municipalités locales engendre la transition vers le conseil de comté.

De Duhamel-Est à Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, 1899-1930

Le 28 juin 1899, M. Walter Rimer, registrateur du comté de Pontiac, se rend à Ville-Marie pour organiser le conseil de comté et le bureau d'enregistrement de la seconde division du comté de Pontiac. Le nouveau conseil de comté comprend alors les maires des municipalités du Village de Ville-Marie, du canton Guigues et du canton Duhamel. Concentrons-nous maintenant sur les activités du conseil municipal de Duhamel-Est et son évolution vers celui de Lorrainville. L'action du conseil municipal s'oriente autour de différents thèmes, dont les affaires municipales et les infrastructures routières forment les principaux, suivis dans une moindre mesure de l'économie locale, la santé et les services publics.

Les affaires municipales

La première réunion du conseil municipal de Duhamel-Est se déroule le 5 juin 1899, à la résidence de Joseph Bellehumeur, du rang 6 du canton de Duhamel. Au fil des ans, le territoire de ce conseil change à plusieurs reprises, à la suite de la création de municipalités locales, auparavant comprises dans ses limites. Ainsi, au mois de décembre 1903, le conseil de comté détache le canton



Laverlochère de la municipalité du canton Duhamel et l'annexe au canton Baby pour fonder la Municipalité des Cantons Unis de Laverlochère et Baby. Également, un remaniement des lots du canton Duhamel se fait en octobre 1909 et on assiste à la fondation de deux nouvelles municipalités, Duhamel-Ouest et Duhamel-Est. En juin 1912, la municipalité du canton Duhamel-Est devient Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville. Toutefois, on oublie de faire reconnaître légalement, par voie de décret gouvernemental, la fondation de cette municipalité. Les autorités se rendent compte de la situation irrégulière de la municipalité en décembre 1920. Le conseil demande alors officiellement au gouvernement du Québec d'entériner un projet de loi visant l'établissement de la municipalité locale et de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, ce qui sera fait en janvier 1921. Ainsi, malgré la fondation réelle de la municipalité en 1912, sa reconnaissance officielle ne se fait que neuf ans plus tard.

Parmi les différents règlements municipaux, le règlement 52, adopté le 5 mars 1928, retient notre attention. Il stipule que, dorénavant, la municipalité retient le vote par bulletin secret pour les élections municipales, au lieu du vote à vive voix tel qu'il se pratiquait jusqu'à maintenant. Par ailleurs, la période se termine sur la question de la division de la municipalité en deux entités distinctes, l'une pour le village, l'autre pour la campagne. La liste des maires et des secrétaires-trésoriers de Lorrainville se trouve dans la section : Les Municipalités.

Les infrastructures routières

Puisque nous sommes en pays de colonisation et que tout est à construire, le dossier des infrastructures routières occupe une place fort importante dans les débats du conseil municipal de Lorrainville. Afin de bien comprendre les interventions de la municipalité dans ce dossier, il faut savoir qu'à cette époque, il existe trois types de chemins et routes : les routes régionales relèvent du gouvernement du Québec; les chemins de comté qui sont à la charge du conseil de comté; et les chemins municipaux qui sont entretenus et financés par les municipalités locales et des propriétaires des lots sur lesquels ils passent.

Le ministère de la Colonisation du Québec effectue des travaux majeurs sur le chemin des-Quinze, au début du 20^e siècle. En 1908, il améliore considérablement le chemin de Ville-Marie jusqu'à la rivière La Loutre. Les municipalités de Ville-Marie et de Lorrainville réparent la section qui passe sur leur territoire respectif. Ces travaux terminés, le frère Moffet construit un relais à la rivière La Loutre pour y entreposer du matériel et des marchandises qu'il vend aux compagnies forestières actives dans le secteur du lac des-Quinze. En 1909, le ministère finance la construction de la section de ce chemin qui va de La Loutre jusqu'à la baie Gillies. Ce chemin s'avère essentiel à l'écoulement des produits des agriculteurs dans les chantiers forestiers du secteur est du Témiscamingue.

Les travaux d'amélioration des chemins, en 1908

Fabre, Ville-Marie, Lorrainville (Duhamel-est et Ouest), Guigues, Nord-Témiscamingue étaient organisés en municipalités rurales ou de village. Toutefois, les budgets de ces Conseils municipaux étaient encore ceux d'une colonie. Aussi, l'amélioration des routes et chemins était-elle surbordonnée (sic), en grande partie, à l'esprit d'initiative des arrondissements et à quelques centaines de dollars que voulait bien octroyer le ministère de la Colonisation.

Les principaux chemins de communication entre municipalités étaient passables en été et en hiver. Mais l'automne, et le printemps surtout, ils étaient simplement des fondrières glaiseuses. Évidemment, le système du gravelage n'était pas encore introduit chez nous, et il n'y avait pas de ministère de la Voirie. Les chemins étaient ceux que le colon avait empruntés à l'industrie forestière. Leur amélioration consistait à faire un trait de charrue de chaque côté pour servir de canal d'égoût (sic) et, le printemps à crever en temps opportun les « ventres-de-bœuf ». Pour les chemins de pénétration, c'était encore ceux des chantiers où on enlevait simplement les souches trop rapprochées ou les grosses roches laissées là faute de dynamite. [...]



Le Témiscamingue avait tout d'abord été colonisé par des personnes venues de différentes parties du Québec et de l'Ontario. Il en était résulté que les voitures d'hiver n'étaient pas toutes de largeur uniforme. De plus, suivant le lieu de son origine, notre colon « atteiait » soit « en double », soit « en simple ». Le résultat était très ennuyeux et pour le charretier et pour ce pauvre cheval qui ne savait plus dans quelle piste poser ses sabots. En 1909, sur recommandation de la Chambre [de commerce de Ville-Marie], la (sic) Conseil de Comté passait un règlement établissant des routes « doubles » et, pour les voitures simples, des « travaux » de côté.

Source : Augustin Chénier. **Cinquante années de civisme, 1908-1958. La Chambre de commerce de Ville-Marie.** 1958, p. 22-23.

Sur le plan local, en 1908, le conseil accorde une subvention pour la confection de rues dans la partie nord du village de Lorrainville. L'année suivante, on construit des trottoirs dans le village. En 1912, la nouvelle municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville fait construire un pont sur le lot numéro 60 du rang 5. La municipalité érige un autre pont dans les limites de Lorrainville, sur le lot 26 du rang 1 de Laverlochère, en 1918. En 1925, le pont du rang 5 doit être reconstruit, à la suite d'un rapport d'inspection. Le nouveau pont, sur piliers de cèdre remplis de roche, s'élève du côté est du vieux pont. Il coûte environ 3000 \$.

La gestion du système routier ne va pas toujours de soi, comme l'indiquent les débats sur la volonté du conseil de municipaliser les routes de Lorrainville. Après de longs et houleux débats, la municipalité décide, en 1916, de prendre en charge ses routes afin de profiter des subventions gouvernementales. Toutefois, le sujet revient à l'ordre du jour, en 1927, lorsque des contribuables s'opposent à la municipalisation de trois chemins. Le conseil va quand même de l'avant dans ce dossier. Ainsi, en octobre 1927, il municipalise le chemin de front des rangs 1 de Laverlochère et 7 de Duhamel malgré l'opposition de cinq contribuables. En février 1929, il fait de même avec les chemins des rangs 6 et 7 de Duhamel. Cette année-là, le conseil fait construire une route de 11 mètres (36 pieds) de large sur le rang 7, entre les lots 48 et 49.

Par ailleurs, la gestion des routes comprend également la vente de l'entretien des chemins d'été à un entrepreneur qui se charge de herser et de gratter les routes après chaque pluie. Durant l'hiver de 1915, la municipalité décide de faire rouler les chemins et routes d'hiver en double, en demandant à l'entrepreneur de passer le rouleau sur un côté de la route et de revenir sur l'autre.



Chemin de terre allant chez Isidore Baril, en 1939-Emmanuel Chartier et Juliette Baril

Source : Ghislaine Chartier-Paquin

Les routes de terre, en hiver et en été...

L'hiver, le transport se faisait sur la glace avec chevaux pour la traversée du lac. Par terre, comme j'ai déjà mentionné, le « portage » (ou transport) se faisait par des chemins dont la mise en forme était faite avec la terre souvent glaiseuse relevée des fossés de chaque côté du chemin. Pas question de gravier encore, alors



Rue Geoffroy



Vers les rangs 6-7 Nord



Rue Principale-défilé lors d'un mariage.

les endroits bas ou les ravins étaient pontés de bois rond qu'on trouvait toujours à proximité et qu'on recouvrait d'un peu de glaise. Ceci donnait un chemin carrossable durant la période sèche de l'été, mais presque [sic] impossible durant la saison pluvieuse. Sachons qu'il fallait choisir son temps de l'année pour les visites aux parents et amis de la paroisse voisine. Aussi profitait-on des chemins d'hiver pour le plus gros du portage. Les chemins qui faisaient la frontière des lots s'appelaient chemin du Roi parce qu'ils avaient été réservés par la couronne. Un lot mesurait quatre acres de long. Des chemins de traverse ici et là permettaient de passer d'un rang à l'autre. Chaque cultivateur avait la responsabilité de l'entretien du chemin à la frontière de son lot, hiver et été. Cependant la municipalité construisait les ponts où ils étaient nécessaires.



Vue du village, en arrivant de Ville-Marie, vers 1940

Source : Rémi Jodouin. **En-d'ssour**. 1973, p. 14-15.

Au milieu des années 1920, la vitesse préoccupe les conseillers et le maire qui font ériger trois panneaux de signalisation avertissant les automobilistes de ralentir. L'un se situe au pont Daire, les deux autres à la croisée centrale du village.

L'économie locale

Le Conseil municipal de Lorrainville se préoccupe également du développement de l'économie locale. Durant la période concernée, son travail consiste notamment à accorder des permis aux commerçants locaux, comme nous l'avons vu dans une section précédente. Par ailleurs, le conseil légifère sur les heures d'ouverture des commerces en rendant obligatoire, en 1924, la fermeture des commerces le dimanche et les jours fériés. Il offre également son soutien aux agriculteurs, d'abord en protestant, en 1905, contre l'annulation de certains lots agricoles dans les limites de la municipalité, puis en achetant des grains de semences qu'il revend ensuite aux agriculteurs. En 1923, le conseil cède un terrain pour la construction de la gare du Canadien Pacifique, à Lorrainville.

La santé

Les problèmes de santé publique retiennent l'attention du conseil municipal de Lorrainville, selon



les pouvoirs qui lui sont dévolus par le gouvernement du Québec. Dans les faits, le budget du conseil s'avère trop faible pour lui permettre d'assumer pleinement ses obligations, à l'instar des autres municipalités locales québécoises. Le conseil assume une partie des frais d'hospitalisation de ses résidants dans le besoin en plus d'adopter des règlements favorisant la santé publique. Ainsi, en 1907 et 1908, lors de l'épidémie de diphtérie, on met sur pied un service de quarantaine qui placarde les résidences de familles atteintes, afin d'enrayer l'épidémie. Dans un autre ordre d'idées, en 1916, un nombre élevé de contribuables de Lorrainville demandent au conseil la prohibition de la vente de cigarettes, des papiers et des tabacs.

La fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, n'apporte pas que des réjouissances. L'année 1918 marque en effet la terrible épidémie de grippe espagnole qui frappe partout dans le monde. Avec ses 20 à 40 millions de morts, la grippe espagnole s'avère plus meurtrière que la Première Guerre mondiale qui en revendique 10 millions. Le Québec est le plus touché au Canada, avec 14 000 morts. La grippe espagnole n'épargne pas le Témiscamingue, ni Lorrainville.

La grippe espagnole

Enfin au cours de l'automne 1919 [sic] se signa l'armistice. Ce fut la joie de tous. Les quelques survivants des nôtres, partis outremer, nous arrivèrent ainsi que les conscrits qui s'étaient réfugiés en forêt. De nouveau nous avons la paix, mais quelle température abominable avons-nous cette [sic] automne-là! Comme pour pleurer ceux que la guerre nous avait ravis, la pluie tombait sans trêve [sic], et les chemins qui étaient de glaise sont devenus presque impassables [sic], et pour comble, une épidémie de grippe qu'on appelait la grippe espagnole, s'est déclarée. Cette épidémie a frappé durement. Lorsqu'elle entrait dans une maison, c'était tous les membres de la famille qui y passaient. Chez nous, pour une famille de treize enfants, ma mère était la seule à rester sur pieds [sic]. Un voisin est venu prendre soin des animaux pour près de deux semaines.

Les travaux d'une étable en construction durent être retardés, mais tous, nous sommes sortis de cette épreuve sains et saufs. Hélas, ce ne fut pas le cas pour plusieurs de nos voisins. Ce fut le deuil général chez notre petite population et pas un jour se passait sans que nous voyions passer un ou même deux cortèges funèbres. Deux ou trois hommes constituaient ce cortège, et comme corbillard, une grosse "wagon" tirée parfois par deux paires de chevaux maculés de boue jusqu'aux oreilles tellement les chemins étaient détrempés. On dit qu'il est décédé plus de monde par cette épidémie que par la guerre qui venait de se terminer.

L'arrivée de l'hiver 1920 effaçait les derniers cas de cette maladie, et avec beaucoup de sympathie mutuelle notre monde chancelant reprenait la vie coutumière. On se souviendra longtemps de la grippe espagnole. Pour moi, l'odeur du camphre ne manque pas de me la rappeler.

Source : Rémi Jodouin. *En-d'ssour*. 1973, p. 34-35.

En 1924, on établit un bureau local d'hygiène et nomme un officier de surveillance des maladies contagieuses, qui a comme tâche principale de placarder les maisons contenant des gens atteints de telles maladies, de surveiller la progression de la maladie et de procéder à la désinfection. Par ailleurs, quelques médecins se succèdent à Lorrainville, dont le plus célèbre, le Dr Philippe Chabot, qui arrive en 1925.

Les médecins de Lorrainville et le Dr Chabot

Mon mari [Philippe Chabot] est arrivé le 1^{er} août 1925 par le bateau Météor. Le premier docteur fut le Dr Routhier, Dr Labelle en 1919. Dr Labelle n'a pas été très longtemps. Le Dr Hébert, Dr Bélanger, [...] qui lui n'est pas resté longtemps. Le Dr Chabot est arrivé à l'âge de 26 ans et il a été gradué en 1924-25. Il a établi son bureau à Lorrainville chez



M. Joseph Bellemare à \$30 par mois, chambre et pension. Il couvrait toutes les paroisses environnantes. Je l'ai rencontré en 1925 et marié en 1928 et j'ai eu 9 enfants. Il n'a jamais changé de place. En 35 ans de métier, il a fait 7,200 accouchements dans la région. A l'hôpital, il a été 8,000 fois à la salle d'opération. La pénicilline a été un vrai miracle pour les médecins.

Source : Comité de l'histoire. **Histoire de Lorrainville, 1892-1979**. Entrevue avec Mme Solange Chabot, p. 154.

Le conseil facilite également le développement de services publics dans les limites de la municipalité.

Les services : le téléphone arrive chez nous!

Dès le début du 20^e siècle, les services publics font leur apparition à Lorrainville. Vers 1899, un premier système téléphonique, appelé le « tronçon Bellehumeur », relie Lorrainville et Ville-Marie. En 1906, la compagnie de téléphone Northern construit une ligne entre New Liskeard et Ville-Marie. L'année suivante, elle acquiert le tronçon Bellehumeur et inclut dorénavant Lorrainville dans son réseau. En 1908, le réseau s'étend vers l'est jusqu'à la baie Gillies, en passant par Laverlochère. Graduellement, les Lorrainvillois s'abonnent au téléphone.

Les coûts d'abonnement au téléphone, au début du 20^e siècle



Édifice de la Compagnie de téléphone du Nord, en 1958. La porte de gauche, centrale téléphonique; la porte de droite, centrale payante-Lucille Robineau

Source : Lucille Robineau.

[...] la location annuelle d'un téléphone était alors [en 1907] de quelque \$20.00. Un appel à Guigues coûtait 0.25; à Notre-Dame-du-Nord 0.35. En 1908, la Compagnie [de téléphone Northern] annonçait qu'elle augmentait son loyer annuel de \$5.00. La Chambre [de commerce de Ville-Marie] intervint pour représenter à la Compagnie qu'une telle augmentation serait plutôt à son désavantage. Elle fit même venir le gérant et, après discussion, obtenait le statu quo pour la cotisation annuelle et un tarif uniforme de 0.25 pour les appels extérieurs, sauf pour Lorrainville considéré comme faisant partie du circuit local.

Source : Augustin Chénier. **Cinquante années de civisme, 1908-1958. La Chambre de commerce de Ville-Marie**. 1958, p. 27.

En 1924, la Compagnie de téléphone du Nord demande un permis d'une durée de 20 ans afin de procéder à l'installation de poteaux et de fils téléphoniques dans les limites de la municipalité.

Par ailleurs, les habitants du Témiscamingue et ceux de Lorrainville mettent rapidement sur pied une autre institution, la commission scolaire, afin de compléter l'organisation des services de base sur leur nouveau territoire de colonisation.

[...] la location annuelle d'un téléphone était alors [en 1907] de quelque \$20.00. Un appel à Guigues coûtait 0.25; à Notre-Dame-du-Nord 0.35. En 1908, la Compagnie [de téléphone Northern] annonçait qu'elle augmentait son loyer annuel de \$5.00. La Chambre [de commerce de Ville-Marie] intervint pour représenter à la Compagnie qu'une telle augmentation serait plutôt à son désavantage. Elle fit même venir le gérant et, après discussion, obtenait le statu quo pour la cotisation annuelle et un tarif uniforme de 0.25 pour les appels extérieurs, sauf pour Lorrainville considéré comme faisant partie du circuit local.



Centrale téléphonique de la Compagnie de téléphone du Nord-Madeleine Dubois à son poste et Guylaine Boucher, en août 1962

Source : Roger Boucher



3. La Commission scolaire de Lorrainville

La première école du Témiscamingue ouvre ses portes à la mission Saint-Claude, en 1866, sous la direction des Sœurs de la Charité d'Ottawa. Quelque 20 ans plus tard, ces dernières déménagent leur école dans un petit local de l'hôpital de Ville-Marie. À cette époque, pratiquement seulement les enfants du village de Ville-Marie fréquentent cette école puisque les parents de Lorrainville, par exemple, ne peuvent y transporter quotidiennement leurs enfants. La progression du mouvement de colonisation entraîne ainsi de nouveaux besoins en matière d'éducation pour les familles de colons, dont celui de fonder une commission scolaire afin de mettre sur pied et d'administrer un système d'éducation pour l'ensemble de la colonie du Témiscamingue. Tandis que les habitants du Témiscamingue et de Lorrainville travaillent à structurer un système éducatif, les élites religieuses et civiles québécoises débattent de la question de l'instruction publique gratuite et obligatoire. Pendant ce temps, les commissions scolaires locales assument en majeure partie le financement de l'éducation de leurs enfants.

La Commission scolaire de Témiscamingue

Les habitants des cantons de Duhamel, Guigues et Laverlochère fondent, en 1889, la Commission scolaire de Témiscamingue. Ses premières tâches consistent à doter les trois petits villages de colonisation, Ville-Marie, Guigues et Lorrainville, d'un système scolaire, en particulier de construire des écoles et d'embaucher des institutrices.

L'augmentation de la population des localités engendre la formation de commissions scolaires locales, parallèlement à la mise sur pied de municipalités. Guigues fonde sa commission scolaire en 1897, suivie par Ville-Marie l'année suivante. La Commission scolaire de Témiscamingue poursuit ses activités en administrant l'éducation sur un territoire regroupant Lorrainville, Laverlochère, Béarn et Duhamel-Ouest. Ces trois dernières forment leur propre commission scolaire locale, entre 1906 et 1910. Puis, le 16 juin 1912, la Commission scolaire de Témiscamingue cesse légalement ses activités au profit de la nouvelle Commission scolaire de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville.

La gestion de l'éducation à Lorrainville

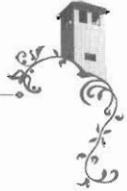
Revenons un peu dans le temps, le 16 août 1900, alors que se déroule à Lorrainville la première réunion de la nouvelle Commission scolaire de Témiscamingue. Une de ses premières actions consiste à préciser les limites des arrondissements scolaires sur son nouveau territoire. La commission scolaire locale divise son territoire en arrondissements, chacun étant représenté par un commissaire. Le village en constitue un et, dans les rangs, on regroupe les noyaux de cultivateurs pour former les autres. Chacun de ces arrondissements possède son école et les contribuables concernés voient au financement de sa construction et à son entretien. Le budget de la commission scolaire provient de la taxe scolaire imposée sur les propriétés de Lorrainville. Le financement de projets peut également se faire soit par le biais d'un emprunt, soit par une taxe spéciale imposée aux contribuables de l'arrondissement.

Comme le démontre l'encadré ci-dessous, les limites des arrondissements scolaires varient dans le temps en fonction de l'évolution de la population. Ainsi, le peuplement d'un rang entraîne l'ouverture d'un nouvel arrondissement ou encore sa subdivision. Également, la création d'une nouvelle commission scolaire locale commande le réajustement des arrondissements de la commission scolaire originale.

L'évolution des arrondissements scolaires de Lorrainville,

1902-1929

L'arrondissement no 1 comprendra les lots nos 35 à 63 des rangs 1, 2 et 3 et les lots nos 14 à 38 du rang 3 Duhamel ainsi que les propriétaires Brown et Wright sur les lles Bryson et Brûlée; **L'arrondissement no 2** comprendra les lots nos 39 à 63 du rang 4 et les lots nos 32 à 63 du rang 5 Duhamel; **L'arrondissement no 3** comprendra les lots nos



42 à 58 des rangs 6 et 7 de Duhamel; **L'arrondissement no 4** comprendra les lots nos 29 à 41 des rangs 6 et 7 de Duhamel; **L'arrondissement no 5** comprendra les lots nos 18 à 31 rang 5, les lots nos 14 à 28, rangs 6 et 7 Duhamel et les lots nos 13 à 20, rang 1 de Laverlochère; **L'arrondissement no 6** comprendra les lots nos 1 à 13 des rangs 6 et 8 de Duhamel et les lots nos 1 à 12, rang 1 de Laverlochère; **L'arrondissement no 7** comprendra les lots nos 7 à 12, rang 2, les lots nos 1 à 12 des rangs 3 et 4, et les lots nos 5 à 9 du rang 5 Duhamel; **L'arrondissement no 8** comprendra les lots no 24 à 54, rang 1 de Laverlochère; **L'arrondissement no 9** comprendra tous les autres lots se trouvant dans le canton de Laverlochère. Les arrondissements ou parties d'arrondissement, qui ont donné les lots actuellement [en 1979] compris dans Lorraineville, sont donc les arrondissements no 2 en partie, 3, 4 et 5, partie et 8.

[En 1903] Un nouvel arrondissement scolaire apparaît. Il comprendra les lots suivants, à savoir depuis le no 55 inclusivement jusqu'au 63 aussi inclusivement pour le rang 1 Laverlochère, depuis le lot no 52 inclus jusqu'au no 63 aussi inclusivement sur rang 2 Laverlochère et enfin les lots 62 et 63 du rang 3 Laverlochère sera **l'arrondissement no 9** et le reste du canton Laverlochère sera connu sous le nom de **l'arrondissement no 10**.

Le 3 septembre [1911], suite à des divisions faites dans la municipalité, les arrondissements seront connus sous les noms suivants: arrondissement du village **no 1**; arrondissement nord des rangs 6 et 7 **no 2**; arrondissement rang 5 **no 3**; arrondissement sud **no 4** des rangs 6 et 7; arrondissement premier rang **no 5** Laverlochère; arrondissement 2 et 3 rang, Laverlochère **no 6**. Et en conséquence [3 octobre 1915] avis public sera donné «que les changements suivants seront faits à **l'arrondissement 3**, à savoir depuis y compris le no 29 du rang 5 jusqu'au no 38 inclusivement no 3 pour faire partie de l'arrondissement no 1 du village». Le 4 juillet [1929], **l'arrondissement no 3** sera divisé en deux arrondissements distincts et indépendants. La ligne de division entre les deux arrondissements sera la ligne entre les nos 51 et 57 et une autre entre les nos 44 et 45. Les écoles seront situées à l'extrémité ouest du rang 6.

Source : Comité de l'histoire. **Histoire de Lorraineville, 1892-1979**, p.43, 49, 50, 52 et 56.

Par ailleurs, cinq commissaires gèrent le système d'éducation et appliquent les lois et règlements du département de l'Instruction publique, comme on appelait autrefois le ministère de l'Éducation. Ils sont élus pour un mandat de trois ans, chaque premier jour du mois de juillet. Ils embauchent un secrétaire-trésorier qui assume la gestion courante de la commission scolaire. À Lorraineville comme ailleurs, ce dernier remplit les mêmes fonctions pour le conseil municipal. En 1900, la Commission scolaire de Lorraineville est formée du président Jos Bellemare et des commissaires Anicet Saucier, Fréjus Desjardins, Adolphe Lavallée et Jos Champagne, remplacé plus tard par Félix Giroux. Le secrétaire-trésorier est Jules Maillard.

Rôle et mandat des commissaires d'écoles

Ils [les commissaires d'écoles] doivent savoir lire et écrire, être propriétaires de biens-fonds dans la municipalité et avoir acquitté toutes leurs contributions scolaires. [...] Les commissaires d'écoles ont un rôle administratif très important à jouer. Bien choisis, ces représentants du peuple exercent une influence considérable dans leur milieu. En effet, leurs devoirs sont nombreux; parmi les principaux signalons les suivants: 1) administrer les biens meubles et immeubles appartenant à la corporation scolaire; 2) acquérir et posséder pour le bien de la corporation; 3) bâtir et équiper les maisons d'écoles; 4) s'adjoindre le personnel nécessaire pour la bonne administration des écoles; 5) engager des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi et résilier l'engagement pour cause suffisante; 6) prendre les mesures nécessaires pour que les programmes et (p. 136) règlements officiels soient suivis dans chaque école; 7) faire des règlements concernant la régie de ces écoles, la date des examens



publics, l'hygiène et la visite de ces institutions par les commissaires. Ceux-ci doivent, en outre, tenir ou faire tenir comptes et registres, présenter régulièrement leurs rapports au département de l'instruction publique, régler les différends qui peuvent se présenter entre parents, enfants et instituteurs. Cette longue énumération de devoirs montre l'importance de cette charge et le soin que les contribuables doivent apporter à bien choisir leurs mandataires dans cette grave question de l'éducation des enfants.

Source : Louis-Philippe Audet. **Le système scolaire de la province de Québec**. 1950. p. 137.

Si la gestion financière et le financement de l'éducation locale reviennent principalement à la Commission scolaire de Lorrainville, le département de l'Instruction publique (DIP) définit le système général et fournit les programmes scolaires.

Le cours primaire

Au début du 20^e siècle, selon le programme du DIP, le cours élémentaire se divise en trois blocs. L'école élémentaire regroupe de la 1^{re} à la 4^e année, l'école modèle (ou intermédiaire) s'adresse aux élèves de 5^e et 6^e années et l'école académique (ou supérieure) ceux de 7^e et 8^e années. En 1923, le Département élargit le cours primaire qui comprend dorénavant le cours primaire élémentaire (de la 1^{re} à la 7^e année), le cours primaire complémentaire (8^e et 9^e années), auxquels s'ajoutera le cours primaire supérieur (10^e à la 12^e années), en 1929.

Jusqu'au milieu des années 1910, les écoles de Lorrainville offrent uniquement les programmes du cours élémentaire. L'ouverture de l'école du village permet d'offrir le cours primaire intermédiaire. Pour plusieurs enfants, l'école se termine après la « communion solennelle », cérémonie qui se déroule après la 4^e année, du moins jusqu'en 1929 alors qu'elle se déroule dorénavant en 7^e année. Les enfants de la campagne désirant poursuivre leurs études au-delà de la 4^e année doivent se rendre à l'école du village de Lorrainville.

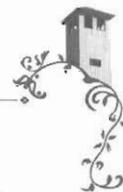


École des rangs 2-3 (rang St-Jean)

Le cours primaire élémentaire et supérieur

Les ECOLES PRIMAIRES ELEMENTAIRES sont des établissements dont le cours s'étend de la première à la septième année d'études. Les premières années établissent le point de départ des études en enseignant la lecture, l'écriture et les opérations fondamentales de l'arithmétique et en initiant les élèves à observer et à rendre compte, selon leur vocabulaire propre, des observations qu'ils ont faites et des histoires qu'on leur a racontées. Dès la 4^e et la 5^e années, l'élève utilise davantage le livre pour y retrouver condensé l'enseignement qu'il aura reçu en classe. Il apprendra alors à lire couramment et de façon expressive, il fera connaissance avec les principaux éléments de la grammaire, avec les opérations fondamentales appliquées aux fractions, avec la géographie de sa Province et l'histoire de son pays, le tout complété par une étude encore plus sérieuse de son catéchisme. Le passage en 6^e et 7^e années lui permettra d'élargir son petit bagage de connaissances, et surtout de les affermir par une récapitulation qui sera sanctionnée, en 7^e année, par un certificat officiel du département de l'Instruction publique.

Les ECOLES PRIMAIRES COMPLEMENTAIRES sont des établissements qui donnent le cours de la huitième et de la neuvième années. C'est pour l'élève l'occasion de perfectionner ce qui a été étudié au cours primaire élémentaire en religion, langue maternelle, arithmétique, histoire, etc. De nouvelles matières font leur apparition au programme :



École du rang 5 Sud.

L'éducation à la campagne

Lorrainville compte cinq écoles de rang et une sixième s'ajoutera au début des années 1930, à la suite de la subdivision de l'arrondissement n° 3. Les plans et devis servant à la construction des écoles de rang proviennent du département de l'Instruction publique. L'école se divise en deux parties, l'une pour le logement de l'institutrice et l'autre, représentant les deux tiers du bâtiment, sert de classe. Le petit logement de l'institutrice ne compte qu'une cuisinette et une petite chambre. L'institutrice chauffe elle-même l'école, dotée d'un poêle à deux ponts. Le poêle à bois est situé dans la classe, mais la porte du four donne du côté de son logement. Le confort ne règne pas dans les écoles de rang. Le plancher est en bois rude et, la plupart du temps, il n'est pas peint. De grandes tables pouvant accueillir jusqu'à huit élèves servent de pupitres. Dans les années 1920, des pupitres à deux places les remplacent.

La commission scolaire fournit le bois de chauffage qu'elle achète des cultivateurs environnants. Ce bois est cordé dans un hangar à proximité des toilettes extérieures. Aucun corridor ne relie l'école aux autres parties, mais plus tard, les commissaires en feront construire un. Les toilettes

histoire de l'Eglise, histoire littéraire, éléments de littérature, civisme, algèbre, comptabilité, agriculture, bienséances, connaissances usuelles. Un certificat officiel couronne les études de la neuvième année.

Source : Louis-Philippe Audet. **Le système scolaire de la province de Québec**. 1950. p. 143-144.

La différence entre l'école de rang et l'école du village ne se limite toutefois pas aux matières enseignées. Dans les faits, il existe deux types d'écoles fort différentes sur le territoire de la Commission scolaire de Lorrainville, les écoles de rang et l'école du village, sur laquelle nous reviendrons plus loin.



École du rang 5 Nord.

extérieures se divisent en deux, un côté pour les filles et un autre pour les garçons. Elles présentent de nombreux inconvénients. Au printemps, elles dégagent de mauvaises odeurs tandis qu'elles sont très malcommodes lors des froids d'hiver.

Enseigner dans une école de rang demande une certaine polyvalence de la part des institutrices. Elles enseignent à des classes à degrés multiples, regroupant des élèves de tous les âges scolaires. Au tournant du 20^e siècle, il arrive fréquemment que l'école de rang n'offre que les cours de la 1^{re} à la 4^e année, puisque l'institutrice ne peut en enseigner davantage aux élèves, n'ayant pas elle-même dépassé ce niveau. L'embauche d'institutrices diplômées, au début des années 1910, réglera ce problème. Ces institutrices proviennent



École des rangs 6-7 Sud-Gérard et Jean Rocheleau
Source : Jean Rocheleau



École des rangs 6-7 Nord-Au temps de Marguerite Boucher, institutrice

soit de l'extérieur de la région, soit qu'elles viennent d'arriver avec leur famille, puisque la région n'aura pas d'école normale avant 1931.

Les deux premières institutrices arrivent à Lorrainville en 1897. Il s'agit d'Angéline et Marie-Colombe Payette qui prennent en charge l'école du rang 6 Sud. En 1900, les commissaires embauchent Eugénie Giroux à l'école n° 2, Marie-A. Larouche à l'école n° 1 et Hector Lemaire à l'école n° 4. En 1924, les institutrices des écoles de rang sont Marie-Anne Latraverse, Laure Généreux, Lorenza Rocheleau, Valéda Labine et Blanche Bellehumeur. En 1928, on retrouve Sara Beaulieu à l'école n° 2, Blanche Latraverse à l'école n° 3, Bernadette Baril à l'école n° 5, Adrienne Gauthier à l'école n° 6.

La mission des institutrices

Mandataires des parents dont ils ont mission de compléter la tâche éducatrice, les instituteurs, dans la province de Québec, ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat. Ils sont engagés par la commission qui représente tous les propriétaires de biens-fonds de leur municipalité scolaire. Ils doivent être munis d'un diplôme officiel d'enseignement émis, soit par une école normale de la Province, soit par l'ancien bureau central des examinateurs catholiques (aboli en 1939); les protestants ont conservé cet organisme. Les ministres du culte et les membres d'une corporation religieuse d'enseignement ne sont pas tenus de posséder un tel diplôme; en pratique cependant, la majorité se fait un devoir d'état de se munir des brevets de capacité officiels décernés par le département de l'instruction publique. Lorsqu'il est impossible de trouver des personnes diplômées pour tenir école, la permission d'en engager d'autres non diplômées peut être accordée par le surintendant, sur la recommandation de l'inspecteur d'écoles et du curé de la localité.

Les instituteurs doivent avoir dix-huit ans et les institutrices dix-sept ans révolus. De plus, les titulaires des classes publiques, des écoles normales et privées doivent produire un certificat pulmonaire radiologique satisfaisant ainsi qu'un certificat de médecin attestant qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité ou maladie les rendant impropres à l'enseignement. Les devoirs des instituteurs sont consignés principalement dans les articles 72, 73 et 74 des règlements du comité catholique, de même que dans le code scolaire de la province de Québec. Les instituteurs et institutrices peuvent se former en association ou syndicat et demander la signature d'un contrat collectif avec les commissions scolaires pour régler leur salaire et leurs conditions de travail.

Source : Louis-Philippe Audet, **Le système scolaire de la province de Québec**, 1950, p. 137-138.

Au début du 20^e siècle, les institutrices de Lorrainville gagnent 150 \$ par année. En 1902, les commissaires ajoutent un montant de 6 \$ par année pour le balayage, le nettoyage de l'école et l'allumage



Diplôme d'enseignement remis à Marie-Anne Baril, en 1898

Source : Cyril Boulin



du poêle à bois, mais ils spécifient qu'ils ne fourniront pas le balai! Au début des années 1910, le salaire annuel des institutrices atteint 200 \$ et en 1918, il augmente à 250 \$. Deux ans plus tard, elles touchent 300 \$, incluant le ménage. En 1928, le salaire des institutrices rurales se chiffre à 325 \$ et celui des religieuses, à 300 \$.

Les élèves se rendent à pied à l'école, qui est située au milieu du rang, et certains doivent marcher de deux à cinq kilomètres, matin et soir. La plupart du temps, les enfants marchent pieds nus afin de ne pas user leurs souliers. En hiver, certains attellent un chien à un traîneau comme moyen de transport vers l'école. La fréquentation scolaire des élèves de la campagne dépasse rarement la 4^e année, du moins jusqu'aux années 1930. Les garçons travaillent avec leur père sur la ferme familiale et aux chantiers forestiers l'hiver venu. Les filles aident leur mère dans ses tâches domestiques ou encore vont travailler dans des maisons privées, au village, ou comme institutrice dans les écoles de rang.

L'inspecteur d'école effectue deux visites annuelles dans les écoles de la localité. Dans son rapport, remis à la commission scolaire et au surintendant de l'instruction publique, il examine les livres des commissaires et du secrétaire-trésorier, décrit l'état général des écoles et les améliorations à y apporter, le cas échéant, et il note le rendement des élèves et des institutrices. Pour ces dernières, la visite de l'inspecteur constitue une épreuve et une source de nervosité.

La visite de l'inspecteur d'écoles

Lors d'un récent congrès d'inspecteurs d'écoles, M. Gérard Filteau résumait admirablement le rôle dévolu à ces pédagogues: "Ils ne sont pas de simples surveillants. Les règlements leur tracent une besogne bien plus considérable et importante. Ils sont en fait les directeurs pédagogiques du personnel enseignant et des écoles de leur district, les aviseurs et les conseillers de leurs commissions scolaires et les agents de liaison entre le surintendant et celles-ci. Ils doivent renseigner le département sur les activités des commissions scolaires et du personnel enseignant, et, en même temps, ils doivent renseigner les commissions scolaires et le personnel enseignant sur les mesures adoptées par l'autorité supérieure et les amener à les observer.

"La situation des inspecteurs ne manque pas d'être fort délicate, pris qu'ils sont entre les commissions scolaires largement autonomes, le personnel enseignant qui n'entre pas dans les cadres du fonctionnarisme et l'autorité supérieure constituée en raison du bien commun. La loi d'ailleurs ne met entre leurs mains aucune mesure coercitive... Leur autorité est toute morale... Ils sont en réalité des aviseurs officiels dont le rôle consiste à faire comprendre aux intéressés par des voies persuasives, que la loi et les règlements ont été élaborés dans l'intérêt public... qu'ils ne sont pas des ordonnances capricieuses... mais de sages directions n'ayant d'autre but que le respect de la justice, le bon fonctionnement des écoles et le plus grand rendement des classes".

Source : Gérard Filteau, *Les constantes historiques de notre système scolaire*, pp. 71-72, cité dans Louis-Philippe Audet. **Le système scolaire de la province de Québec**. 1950. p. 141

La situation vécue par les institutrices et les élèves des écoles de rang s'avère différente de celle des enfants du village de Lorrainville.

L'éducation au village

Une des premières particularités de l'éducation au village est que les jeunes Lorrainvillois demeurent à proximité de l'école. Ils ne marchent donc pas de longues distances pour s'y rendre. Également, les classes ne contiennent qu'un niveau scolaire contrairement aux degrés multiples que l'on retrouve dans les écoles de rang. En 1902, les commissaires embauchent un homme pour enseigner à l'école du village, située sur le lot 35b du rang 6 du canton Duhamel. L'augmentation constante de la population du village fait en sorte que l'école devient rapidement trop petite



Céline Pilon (fille de Louis Pilon père) et ses élèves à l'école du village (Couvent)

troisième religieuse enseignante et qu'ils offriront les cours de 8^e et 9^e années.

En 1924, le nombre d'élèves fréquentant l'école du village s'avère plus élevé que sa capacité d'accueil. Les commissaires envisagent donc de construire une rallonge à l'école. Ils jonglent également avec l'idée de construire une résidence pour les religieuses, adjacente à l'école. Ils en discutent avec les contribuables et on vote sur ces deux propositions. La construction d'une résidence privée l'emporte par trois voies de majorité. Ainsi, en 1927, la Commission scolaire de Lorrainville reçoit l'autorisation d'emprunter 5 000 \$ pour réaliser ce projet.

pour le nombre d'élèves.

En 1913, les commissaires décident de construire une nouvelle école de deux étages, ce qui entraîne le mécontentement de plusieurs contribuables. Une fois ce différend réglé, la nouvelle école accueille ses élèves, en février 1914. Les commissaires confient alors la tâche à l'abbé Geoffroy, curé du village, de recruter une communauté religieuse d'enseignantes pour l'école du village. Ce dernier porte son choix sur les Sœurs de l'Assomption, et trois enseignantes prennent en charge cette école, à la rentrée scolaire de 1914. Parallèlement, les commissaires obtiennent le statut d'école modèle pour l'année scolaire 1915-1916, ce qui signifie qu'ils embauchent une



École du village (Couvent) Source : Raoul Gagné



Conclusion

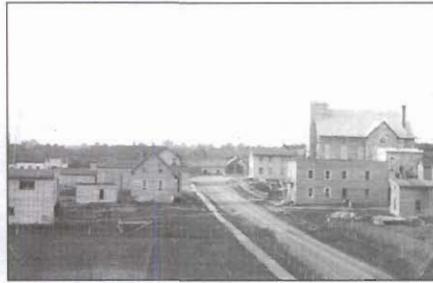
l'époque de la mise en place de la société lorrainvilloise...

À Lorrainville, l'époque pionnière se déroule entre 1884 et 1929, entre l'arrivée des premiers colons et le début de la crise économique. On assiste alors à la poussée colonisatrice qui se déroule grosso modo de 1884 à 1914, suivie d'une période de développement socioéconomique. Les familles de colons s'emparent de tous les lots de colonisation et entreprennent le démarrage de leur petite exploitation agricole. Progressivement, un petit village se forme au tournant du 20^e siècle dont la construction de l'église, en 1907, favorise la croissance. Tandis que les agriculteurs délaissent leur statut de colons, faiseurs de terre neuve, pour celui d'exploitants agricoles, le commerce et l'activité économique se développent au village. Parallèlement, les Lorrainvillois mettent sur pied des institutions pour encadrer le développement religieux, municipal et scolaire.

Ainsi, à la veille de la crise de 1929, Lorrainville présente le portrait d'un village bien organisé sur les plans social et économique et les Lorrainvillois sont de plus en plus enracinés dans leur milieu d'adoption. La prochaine partie nous permettra de suivre le développement et la consolidation du village et de la campagne, depuis 1930.



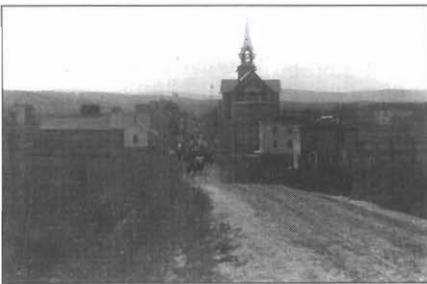
Lorrainville, en 1908, vue de la rue Principale



Lorrainville, en 1908, photo prise des rangs 6-7 Sud



L'école du village, le presbytère et l'église entre 1915-1920



Rue Principale, en arrivant du rang St-Jean



Rue Principale appelée également rue Commerciale, vers 1920.



Lorrainville, vers 1938



Deuxième partie

La consolidation et la maturité

1930-2007





Introduction à la 2^e partie

Lorsque débute notre période, en 1930, le mouvement de colonisation est terminé à Lorrainville, comme l'explique un chapitre précédent. Dans cette deuxième partie, nous assisterons au développement et à la consolidation de la jeune colonie, ce qui la conduira à sa maturité. Avant d'entrer dans les détails à ce sujet, présentons les grandes lignes de l'évolution de la population de Lorrainville. En 1931, la population de la campagne, également connue sous les noms de Notre-Dame-de-Lourdes et de Paroisse, s'élève alors à 780 personnes, tandis que celle du village se chiffre à 466 personnes, pour un grand total de 1246 Lorrainvillois. Le tableau suivant présente l'évolution de la population de Lorrainville de 1941 à 2001 ainsi que celle du Témiscamingue. Quelques éléments ressortent de ce tableau.

D'abord, quelques mots sur la population du Témiscamingue. Pour cette compilation, j'ai retenu uniquement les villes et villages faisant partie de l'actuelle Municipalité régionale de comté de Témiscamingue. Cela exclut donc les villes de Rouyn-Noranda et toutes les localités environnantes qui faisaient partie des limites du Conseil de comté de Témiscamingue, jusque dans les années 1970, et qui augmentaient considérablement la population de la région. J'ai également écarté de la compilation les territoires non organisés qui consiste principalement en la population des villages de colonisation des environs de Rouyn-Noranda. Ainsi, dans les années 1950, en incluant le secteur de Rouyn-Noranda, la population du Témiscamingue atteignait les 60 000 habitants.

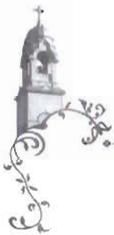
Ensuite, concernant Lorrainville, la population ne fluctue pas beaucoup entre 1931 et 2001, puisque l'on note une augmentation de 165 personnes. C'est toutefois le village qui bénéficie de cette augmentation avec un gain de 945 personnes. De son côté, la campagne perd 389 personnes entre 1931 et 1991, alors qu'elle fusionne avec le village. La population de Lorrainville atteint son sommet en 1961, avec 1 652 personnes, alors que s'amorce l'exode rural partout au Québec. À Lorrainville, ce mouvement se fait davantage sentir à compter de 1966 et il s'accompagne de la concentration des fermes, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur. Toutefois, la population du village augmente de façon continue à compter de 1966. Plusieurs agriculteurs à la retraite décident alors de s'installer au village.

La population de Lorrainville, 1941-2001

Année	Notre-Dame-de-Lourdes	Lorrainville	Total paroisse et village	Témiscamingue
1941	671	562	1 233	11 118
1951	654	731	1 385	17 511
1956	707	770	1 477	18 393
1961	707	945	1 652	18 324
1966	699	887	1 586	20 201
1971	528	906	1 434	17 261
1976	435	974	1 409	16 693
1981	381	1 114	1 495	17 615
1986	355	1 153	1 508	17 335
1991	391	1 061	1 452	17 381
1996	--	1 507	1 507	18 027
2001	--	1 411	1 411	17 504

Sources : Recensements du Canada, 1941-2001.

Le chapitre suivant décrit les principaux secteurs d'activités économiques fournissant de l'emploi et des revenus aux Lorrainvillois.



Chapitre 4

Les activités économiques

Essentiellement, les principales activités économiques demeurent l'agriculture et la forêt. Toutefois, un nouveau secteur se développe rapidement et s'impose à l'échelle régionale, celui du commerce de détail. Autre particularité de cette période, la coopération s'impose dans le domaine de l'épargne et du crédit, ainsi que dans le secteur agricole, durant quelques décennies à tout le moins.

1. L'industrie forestière

Rien ne va plus dans les forêts témiscamiennes, au début des années 1930. Lorrainvillois et autres Témiscamiens ressentent durement les effets de la crise économique.

La période creuse : 1930-1940

Tandis que la majorité des agriculteurs de Lorrainville demeurent sur leurs fermes, l'hiver, leurs fils se rendent dans les chantiers forestiers afin d'obtenir un salaire. En 1930-1931, plusieurs Lorrainvillois, dont Philius Coutu, travaillent dans les chantiers de bois d'œuvre de la Booth Lumber, dans le secteur du lac Kipawa. Aux dires des bûcherons de cette époque, le travail dans ces chantiers s'avère plus facile que dans ceux de pâte à papier. En effet, dans le bois d'œuvre, les hommes coupent de plus gros arbres, des pins habituellement, et travaillent en équipe de quatre personnes. Dans les chantiers de la CIP, les bûcherons travaillent seuls et coupent de l'épinette, qu'ils doivent tirer dans la neige jusqu'aux chemins forestiers.

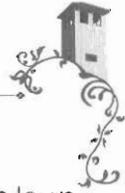
Toutefois, au début des années 1930, l'ouvrage se fait de plus en plus rare, les salaires et les conditions de travail diminuent d'autant, conséquemment à un surplus de main-d'œuvre dans les chantiers. En effet, dans la première moitié des années 1930, seule la CIP dirige des chantiers forestiers au Témiscamingue, mis à part la Booth Lumber, qui ouvre sporadiquement ses chantiers entre 1931 et 1933.

La crise et la fermeture des chantiers

À l'automne 1933, je suis allé travailler pour le jobber Paquin de Guigues. C'était l'année du strike du Clérion. Les hommes travaillaient pour presque rien cet hiver-là et les conditions étaient épouvantables. Certains travaillaient à 50 ¢ par jour, d'autres à 20 \$ ou encore à 26 \$ par mois. Il y avait beaucoup de bûcherons dans les chantiers cet hiver-là, les gens venaient du Nord de l'Ontario et même des gars de l'Ouest canadien, ils montaient dans les chantiers du nord du Québec lorsqu'ils avaient fini les récoltes. Il y avait un grand roulement de main-d'œuvre, une gang de bûcherons travaillaient en forêt et une gang couchait par terre dans le campement. Le lendemain, faute d'emploi, ils repartaient pour essayer de trouver un emploi dans les autres chantiers du secteur.

Source : Philius Coutu. **Les bûcherons et l'exploitation forestière au Témiscamingue. Entrevue réalisée par Marc Riopel, 29 février 1984.**

À l'automne 1933, 47 sous-traitants forestiers dirigent des chantiers pour la CIP dans le nord du Témiscamingue. On compte 17 camps et 700 bûcherons dans le secteur de la rivière Clérion, au nord du lac Simard, et 30 camps et 2 000 bûcherons près de Cléricy. Les conditions de travail en forêt se dégradent rapidement : les bûcherons voient leur salaire baisser, la qualité de la nourriture se dégrader et les conditions d'hygiène se détériorer. Les sous-traitants forestiers, responsables de



l'organisation des chantiers, essaient alors de couper là où ils peuvent afin de rentrer dans leurs frais d'opération. En réaction, les bûcherons déclenchent la grève dans le secteur du lac Clérion, le 27 novembre 1933, connue sous le nom du Strake du Clérion, nom déformé de l'anglais strike qui signifie grève.

Le Strake du Clérion

Dans le temps de la crise, il y avait du travail en forêt, mais les salaires étaient bas. À l'automne 1933, je travaillais pour le jobber Baribeau sur la rivière Clérion. En novembre, on entendait parler que des bûcherons voulaient faire la grève pour avoir de meilleures conditions de travail et de vie. Un bon matin, 150 hommes arrivent à notre camp, c'était la gang qui travaillait pour le jobber Turpin et celle du jobber Jetté. Ils venaient fermer notre camp parce que tous les bûcherons étaient en grève. On n'avait pas le choix, il fallait suivre. Plusieurs bûcherons ont pris la direction de Rouyn pour aller bloquer le chemin qui monte dans les chantiers. Les gars dormaient et mangeaient dans une église et des salles communautaires, ils n'avaient pas d'argent. Les polices sont montées là un après-midi et ils ont nettoyé le chemin à coup de bâtons et de matraques. Le lendemain, je suis retourné aux chantiers avec d'autres gars ramasser nos affaires et on est allé travailler dans des chantiers en Ontario.

Source : Sylvio McFadden. **Les bûcherons et l'exploitation forestière au Témiscamingue. Entrevue réalisée par Marc Riopel, 1^{er} mars 1984.**

En novembre 1933, tous les chantiers forestiers du nord de l'Ontario étaient en grève. Des gars du syndicat sont venus de ces chantiers pour nous parler de grève. Ils avaient beaucoup d'autorité : veut, veut pas, tout le monde embarquait dans la grève. Ces gars-là ont fait le tour des chantiers pour faire sortir les bûcherons, ils vidaient les camps de force si les bûcherons voulaient pas faire la grève. Je suis allé à Rouyn faire du piquetage sur le chemin de McWatters pour empêcher les jobbers de monter dans les chantiers. Un matin, il y a une émeute quand la police est arrivée. Moi, j'avais piqueté toute la nuit et c'était au tour des autres. Mais la police a cassé la ligne de piquetage avec des gaz lacrymogènes et à coup de bâton sur la tête des grévistes. Les policiers ont arrêté les grévistes et les ont emmenés à la prison de Ville-Marie pour subir un procès. Les bûcherons qui n'ont pas été condamnés ont dû remonter à pied à Rouyn, en plein hiver à moins 35 degrés.

Source : Philius Coutu. **Les bûcherons et l'exploitation forestière au Témiscamingue. Entrevue réalisée par Marc Riopel, 29 février 1984.**

Plusieurs chantiers forestiers de ce secteur rouvrent en janvier 1934, sans toutefois qu'il y ait d'amélioration dans les conditions de travail. La saison suivante, le gouvernement du Québec adopte une loi qui régleme la gestion des chantiers forestiers et répond aux principales demandes des bûcherons. Cette loi fixe un salaire minimum, établit des normes d'hygiène pour les logements et la nourriture et prescrit un système de mesure fixe pour les cordes de bois. À compter de 1936, les chantiers de bois d'œuvre reprennent leurs activités dans le sud de la région, tandis que les chantiers de pâte à papier poursuivent leur expansion vers le nord et l'est de l'Abitibi. Plusieurs bûcherons préfèrent alors aller dans les chantiers de bois d'œuvre parce qu'ils préfèrent ce genre de travail aux chantiers de pâtes et papiers.

Des sous-traitants forestiers, communément appelés les jobbers, dirigent les chantiers forestiers. Plusieurs hommes de Lorrainville se lancent dans cette aventure, somme toute peu payante, puisqu'elle compte trop de risques. Mentionnons notamment Léandre Barrette, Hormidas Latraverse, François et Maurice Bordeleau.

Parallèlement à l'expansion de ses zones de coupes forestières, la CIP structure un réseau de flottage du bois qui s'étend jusqu'aux sources de la rivières des Outaouais. Plusieurs camps de drave se succèdent afin d'assurer la livraison des billots, tirés par de gros remorqueurs de bois. La descente des billots sur les rivières se fait à l'aide de nombreux draveurs, dont plusieurs viennent de



Lorrainville, par exemple, Isidore Renaud père, Joseph Dubé et ses fils Mecléas et Welly et Edmond Duquet. Ces hommes passent leurs journées sur les billots et le soir venu, ils couchent dans des tentes de toile sur le bord des rivières. Par ailleurs, un tel réseau de drave existe sur le lac Kipawa, dirigé par Booth Lumber et les autres compagnies de bois d'œuvre actives dans ce secteur.

Le travail de draveur

Je suis monté aux chantiers avec mon père et mon frère Macléas. On travaillait pour un jobber, Odillon Gingras, de Latulipe. On transportait le bois près de la rivière Fraser à Latulipe. [...] Elle rejoint le lac Témiscamingue par le lac des-Quinze. Le printemps, j'ai travaillé comme draveur à descendre le bois sur cette rivière. On utilisait une grande pôle de 7 à 8 pieds [2 à 2.5 mètres] de long, avec un crochet pour faire tourner le bois sur l'eau. C'était le seul outil qu'on avait. [...] Sur la drave, on couchait dans des tentes de toile, qu'on montait le soir venu. J'ai travaillé huit printemps, à draver de la pitoune de 4 pieds.

Source : Welly Dubé. **Sur les traces des Robes noires au Témiscamingue. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** Lorrainville, À travers le temps enr. 5 décembre 1983. 45 minutes.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) va relancer l'industrie forestière, au Témiscamingue comme ailleurs. Le moulin de la CIP à Témiscaming augmente graduellement sa production et, en 1942, il fonctionne à pleine capacité. Cette situation entraîne une augmentation des coupes forestières et plus de travail pour les bûcherons. Également, plusieurs agriculteurs de Lorrainville profitent de ce contexte favorable. Ils coupent du bois de papier sur leurs terres et l'expédient par chemin de fer à Témiscaming. Cela leur évite, ainsi qu'à leurs fils, de se rendre aux chantiers forestiers.

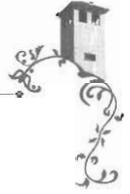
La spécialisation du travail forestier : 1940-1972

La demande en bois d'œuvre des pays alliés favorise la relance du secteur du bois d'œuvre au Témiscamingue. En 1941, deux scieries d'importance sont construites dans la région et elles s'inscrivent dans l'effort de guerre du Canada. Dans la partie nord, la Roger River Lumber érige une scierie à Angliers et s'approvisionne en bois d'œuvre dans le secteur au lac des-Quinze. Dans la partie sud, la Booth Lumber construit une scierie et un village, nommé Tee Lake. Ces deux entreprises fournissent du travail dans le moulin et en forêt. Quelques années plus tard, Henri Gagnon et Paul-O. Goulet, tous deux de Fabre, démarrent une scierie à Laniel. La Consolidated Paper Company l'acquiert en 1949.

Dans les années 1950, un entrepreneur de Lorrainville, Émile Jollette, se lance à son tour dans l'industrie forestière. Il possède des magasins de matériaux de construction, une scierie, un planeur à bois, des campements forestiers et des zones de coupes forestières. Il contrôle l'ensemble des opérations liées à son commerce forestier : ses chantiers forestiers fournissent du bois à ses industries qui, à leur tour, approvisionnent ses magasins de matériaux de construction. Au milieu des années 1970, M. Jollette se porte acquéreur du moulin de déroulage de trembles Temflex à Ville-Marie. Il possède également d'autres entreprises à Lorrainville et ailleurs.

Portrait d'un entrepreneur lorrainvillois

Mon père, Émile Jollette, originaire de Laverlochère, se marie en 1941 avec Jeanne Bellehumeur et s'installe à Lorrainville. Il travaille alors au moulin à scie de son père, à la rivière La Loure. Pas longtemps après, il achète ce local [Matériaux Jollette inc.], sur la rue de L'Église, qui appartenait à un M. Plante. C'était un petit magasin qui vendait des moulures et des choses de construction. Émile a développé le magasin et des opérations forestières dans le canton de Tabaret. Il a eu un planeur à bois à Témiscaming, puis a ouvert un magasin à Témiscaming et un autre à Azilda, près de Sudbury. Ses magasins servaient à écouler le bois tiré de ses opérations forestières.



[...] Des bûcherons travaillaient pour lui, à Tabaret, où ils passaient la semaine. Ma grand-mère Jollette a été cuisinière dans ce camp-là, un hiver, et il y aussi eu un couple Morin, plusieurs hivers, une quinzaine d'années. Émile a commencé au début des années 1950. Il vendait aussi son bois dans les mines, pour la construction. Également, il est allé suivre un cours d'embaumeur, il a construit un des premiers salons funéraires au Témiscamingue, adjacent à notre maison [à Lorrainville]. Il avait aussi un service ambulancier. Il a commencé ces services dans les années 1950. Émile faisait couper le bois au moulin à scie à Tabaret, puis le planait au planeur pour vendre du bois de bonne qualité.

Émile Jollette a acheté le moulin de contre-plaqué à Ville-Marie, Temflex à cette époque. Il l'a dirigé quelques années, puis il a passé au feu. Il l'a ensuite reconstruit, il trouvait ça fort important pour la soixantaine de travailleurs. Il l'a ensuite vendu à Tembec. Puis, il a investi dans l'hôtel Le Manoir, en association avec son fils Ghislain, qui avait parti ça avec Claude Gagnon et Guy Brodeur. Émile a acheté les actions de Brodeur et, graduellement, il était propriétaire unique. À 65 ans, il s'est départi de ses commerces : celui d'Azilda à son frère, mon cousin Claude et moi avons acheté ceux de Lorrainville et de Témiscaming, en 1977. Le motel a été vendu à Florent Rocheleau, Il vendit en premier son salon funéraire et son équipement à la Coopérative funéraire.

Émile a commencé une plantation près du cimetière en 1966. L'hiver, il allait en Floride et l'été, il entretenait sa plantation d'arbres. Il a déjà gagné un prix pour cette plantation. Il en était très fier.

Source : Andrée Jollette. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 12 septembre 2006.

Par ailleurs, les années 1950 et 1960 apportent des changements importants dans le secteur forestier, en particulier la mécanisation des opérations forestières. Les premières tronçonneuses apparaissent dans les chantiers de la Booth Lumber et de la CIP en 1953, mais peu de bûcherons les utilisent parce qu'elles sont trop lourdes. Cinq ans plus tard, les chevaux cèdent leur place aux camions et aux tracteurs pour le transport du bois en forêt. Dans les années 1960, la récolte des arbres se fait à l'aide de débusqueuses. Les campements forestiers se modernisent avec l'apparition de roulottes munies de génératrices. Le système de sous-traitance disparaît également durant cette période, puisque les sous-traitants forestiers ne peuvent assumer les charges financières de ce nouveau système de récolte des arbres.

Ces nombreux changements entraînent l'élargissement des activités forestières sur 12 mois, au lieu de six mois, et ont pour corollaire la professionnalisation du travail en forêt. Dorénavant, le métier de bûcheron devient un travail à temps complet, ce qui se répercute sur le métier d'agriculteur.



À l'époque du godendard et du « buck-saw », dans les chantiers

La professionnalisation du métier de bûcheron

Les deux industries, agriculture et forêt, étaient aussi complémentaires du point de vue des techniques et des outils employés. Les outils de base de la coupe étaient la hache et le « buck-saw », instruments qu'on retrouve sur toutes les fermes québécoises. Pour le charriage, le fermier pouvait se servir de ses chevaux de ferme. En fait, le seul investissement nécessaire au fermier qui voulait aller travailler en forêt était le plus souvent un traîneau plus grand et plus fort que celui dont il se servait sur sa ferme. Pour le reste il pouvait se servir de l'équipement usuel nécessaire sur sa ferme. [...]

Il nous paraît bon, toutefois, de considérer rapidement l'effet de la mécanisation des opérations forestières sur la



professionnalisation des travailleurs. Les techniques de production sont en évolution très rapide. Le cheval est pratiquement disparu comme moyen de transport : on l'a remplacé par le camion, le tracteur ou l'auto-neige (« snowmobile »); le « bucksaw » a fait place à la scie à chaîne; enfin, l'équipement lourd prend aussi une place de plus en plus grande. Les effets de la mécanisation peuvent être examinés sur trois plans. Au niveau de la coupe, la mécanisation se manifeste par l'introduction de la scie à chaîne. Cette scie est la propriété du bûcheron lui-même qui doit en assurer l'achat aussi bien que l'entretien. C'est là un investissement variant de 200 \$ à 400 \$ par année. Pour que cet investissement soit profitable, il faut que le bûcheron puisse travailler en forêt durant une assez longue période chaque année. La scie mécanique a ainsi contribué à faire du bûcheron un travailleur professionnel.

Au niveau du charriage, la mécanisation a pris la forme du camion, du tracteur, du « snowmobile ». Cet équipement appartient au charroyeur qui doit en assurer l'achat et l'entretien. Cet équipement, par ailleurs, ne peut pas servir aux travaux ordinaires de la ferme. Pour que l'achat d'un camion ou d'un tracteur devienne rentable pour un travailleur, il faut que ce camion ou ce tracteur puisse être utilisé au moins six mois par année à des travaux forestiers. De plus en plus, les travailleurs qui songent à faire de tels investissements s'assurent à l'avance d'une période de travail garantie. Les compagnies ont été ainsi amenées à considérer de plus en plus sérieusement de nouvelles techniques de charriage, en particulier le charriage d'été. On peut donc dire, ici encore, que la mécanisation a fait du charroyeur un travailleur professionnel.

Source : *Gérald Fortin, La fin d'un règne*. 1971. p. 19, 38-39.

Au milieu des années 1970, les entreprises forestières abandonnent le flottage du bois sur les rivières et les lacs du Témiscamingue, à la suite de pressions de groupes de citoyens. Le transport du bois se fait désormais par camion remorque, donnant naissance à un nouveau type d'emploi pour les gens de Lorrainville, celui de conducteur de camion-remorque. Toutefois, le début des années 1970 réserve une surprise de taille dans le secteur forestier aux Témiscamiens et aux Témiscaminois.

L'économie forestière en dents de scie, 1972-2007

En janvier 1972, la CIP annonce qu'elle fermera définitivement son moulin de pâte à papier à Témiscaming, le 31 mai suivant. Il s'agit d'un dur coup pour cette ville monoindustrielle ainsi que pour l'ensemble de la région. Toutefois, l'espoir revient rapidement à la suite de la mise sur pied d'un comité pour le rachat et la reprise du moulin, formé d'un groupe d'hommes d'affaires, de représentants syndicaux et de la population locale. La nouvelle entreprise, baptisée Tembec, acquiert finalement des installations industrielles le 1^{er} août 1973. En octobre, la production reprend lentement et, en janvier 1974, le moulin fonctionne à pleine capacité. Pour assurer l'approvisionnement en matière ligneuse, on fonde la société Tembois, longtemps dirigée par un Lorrainvillois, Philippe Barrette. Au fil des ans, Tembec fournit de l'emploi de façon directe à plusieurs Lorrainvillois, que ce soit dans le moulin, les opérations forestières, le transport de copeaux ou encore de façon indirecte par les dépenses engendrées dans les commerces de Lorrainville.

À la même époque, au printemps 1972, les directeurs de la Coopérative forestière du Témiscamingue entreprennent des démarches visant la construction d'une usine de sciage. Une grande question demeure toutefois ouverte : où sera-t-elle située, à Lorrainville ou à Béarn ? Des groupes de chacun des villages se lancent alors dans de longues tractations avec les responsables des ministères concernés. Finalement, on retient le site de Béarn pour l'érection de cette scierie qui entre en activités le 8 mai 1974. Cependant, dès son départ, l'usine fait face à d'importants problèmes financiers et elle passe sous contrôle de la société d'état Rexfor, l'année suivante. Elle adapte alors le nom de Scierie Béarn inc. et passe sous le contrôle de Tembec, en 1986.

La crise économique qui sévit au début des années 1980 touche durement le secteur forestier, au



Témiscamingue comme ailleurs. Les effets se font sentir chez les travailleurs forestiers de Lorraineville, qui perdent temporairement leur emploi, et chez les commerçants, qui subissent d'importantes baisses de leurs chiffres d'affaires. L'économie régionale roule alors au ralenti. La situation se rétablit toutefois au milieu de la décennie lorsque la production reprend à la Scierie Béarn et chez Tembec.

L'idée de construire une usine de sciage à Lorraineville réapparaît au milieu des années 1990. Toutefois, malgré les pelletées de terre officielle, le projet ne se concrétise pas.

Une usine à Lorraineville, lundi prochain?

En 1996, l'annonce a été faite pour la construction d'une usine de cèdre au Témiscamingue, le projet Ced-Or. Les municipalités ont alors été invitées à soumettre leur candidature pour accueillir cette usine-là. Guigues, Laverlochère, Lorraineville et Béarn avaient présenté un dossier. En mai 1996, le site de Lorraineville a été retenu, sur les terres d'Hercule Lessard. J'étais content que Lorraineville ait été choisi comme site, mais j'ai eu l'impression que le promoteur, Jean-Paul Cossette, s'est servi de nous. Il était le président de Ced-Or. Il était bien sérieux, mais il y a eu des magouilles pour que le projet soit retardé le plus possible.

Soutenu par la municipalité, le comité du fonds d'aide avait un budget de 53 000 \$ par année, de 1997 à aujourd'hui. Le but visait à assurer le maximum de retombées de Ced-Or à Lorraineville, l'usine devait se construire à l'automne 1996. Deux ans plus tard, beaucoup de logements se sont vidés, mais à compter de 1998, l'espoir a diminué. Le député faisait des annonces, disant que ce serait lundi. Même chose la semaine suivante, donc c'est devenu de lundi à lundi.

Jusqu'en 1999, le projet devait se situer à Lorraineville. Puis en 2000, le projet déménage à Béarn, mais le dossier n'a jamais démarré, ni à Béarn, ni ailleurs. En octobre 2005, le gouvernement informait le promoteur que le dossier n'était pas acceptable. Il devait soumettre un nouveau projet de moindre envergure. Le promoteur s'est alors tourné vers Maniwaki.

*Source : Philippe Boutin. **Le centenaire de Lorraineville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 14 septembre 2006.*

La fermeture pour une période indéterminée de Scierie Béarn, à l'automne 2006, porte un dur coup aux habitants de Lorraineville.

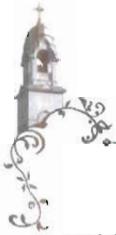
En somme, l'industrie forestière régionale fournit plusieurs emplois aux Lorrainevillois, tant au début des années 1930 qu'aujourd'hui. Ces personnes travaillent dans une gamme de métiers variés, allant du travail en usine à l'abattage des arbres, en passant par le transport par camion et le reboisement, sans oublier les retombées économiques dont bénéficient les commerçants de Lorraineville. Parallèlement, l'agriculture constitue un secteur clé, au plan économique et social pour les gens de Lorraineville.

2. L'agriculture : de la pluriactivité à l'agro-alimentaire

Au cours du 20^e siècle, le portrait général de l'agriculture à Lorraineville changera considérablement. En fait, les changements s'amorcent graduellement à compter des années 1950 pour s'accélérer dans les décennies suivantes. L'agriculture devient alors une occupation à temps plein et nécessite de plus en plus de terrains et d'argent pour atteindre sa maturité. Les années 1970 sonnent le glas pour toute une génération d'agriculteurs et entraînent l'agriculture vers une production de marché, une concentration, une spécialisation et une mécanisation sans précédent. Cependant, les agriculteurs de 1930 sont loin d'entrevoir ces transformations majeures.

Quand on écrémait sur la ferme, 1931-1964

La crise économique qui éclate en 1929 affecte durement les Lorrainevillois, mais les agriculteurs



sont touchés dans une proportion moindre que les gens du village. En effet, comme le racontent les aînés, au moins sur la ferme, il y a toujours quelque chose à manger. Le début des années 1930 signifie pour plusieurs agriculteurs une pause dans la modernisation de leur ferme, entreprise lors de la période de prospérité suivant la fin de la Première Guerre mondiale. Les agriculteurs de Lorrainville les plus prospères profitent de l'augmentation des prix des produits agricoles et des salaires forestiers pour acheter de la machinerie agricole. Cette époque ouvre une ère nouvelle dans le développement de l'agriculture locale et régionale.

Les années d'après-guerre et ses répercussions sur l'agriculture

Durant les années d'après-guerre, le comté connaissait un essor nouveau par le surplus d'argent en circulation et la hausse des salaires qui constituait un appât attrayant pour la jeunesse. Les gens d'âge mur considérés un peu comme des prophètes voyaient avec appréhension cet état de choses.

Quelques cultivateurs décidèrent de faire ce qu'on croyait être de l'extravagance dans la mécanisation de leur ferme et ceci ne tarda pas à se prouver financièrement et moralement néfaste comme résultats pour la grande majorité d'entre eux. Nos jeunes gens devenaient indifférents à l'agriculture. Les travaux en forêt devenus de plus en plus rémunérateurs, certaines « jeunesses » s'en firent une profession, et plusieurs d'entre eux ne revenaient plus à la ferme durant la saison d'été. [...]

Même chez le général de nos cultivateurs on perdra durant cette décade l'art de suffire aux besoins alimentaires de la famille avec les produits de sa ferme et on cherchera les profits, l'argent sonnante, pour acheter davantage du « tout-fait » au magasin. Cette période d'après-guerre fut un point tournant de l'avenir agricole au Témiscamingue. Qui vivra verra si ce sera pour le mieux.

Source : Rémi Jodouin. **En-d'ssour**. 1973, p. 45-48.

À cette époque, les agriculteurs cumulent plusieurs activités économiques afin de boucler leur budget. Ainsi, aux revenus de la ferme laitière, s'ajoutent ceux provenant du travail dans les chantiers forestiers, de la vente de bois de pâte à papier ou encore, du bois de chauffage.

La vente de bois de chauffage

Mon père, Welly Jollette, avait environ une quinzaine de vaches à lait, deux paires de chevaux et 100 acres de terre. Il a élevé neuf enfants là-dessus. L'hiver, il faisait du bois de chauffage et, un an après, quand il était sec, il le charriait à Haileybury avec une paire de chevaux. Nous autres, quand on avait le temps, on cordait le bois dans le « sleigh », quatre cordes de bois, et il traversait le lac Témiscamingue et il le livrait à Haileybury. Il revenait à la maison et disait : « Je suis riche aujourd'hui, j'ai fait 12 \$, à 3 \$ la corde. » Il faisait deux ou trois voyages par semaine à Haileybury, quand ce n'était pas du bois de chauffage, c'était du foin. Il pressait le foin et allait mener une tonne de foin, surtout aux pompiers, qui travaillaient avec des chevaux. Il vendait son foin aux gens d'Haileybury qui s'occupaient de ces chevaux.

Source : Roland Jollette. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel**. 12 septembre 2006.

La crise économique remet cette relative prospérité en question. Les prix payés pour les produits agricoles, tels que le beurre, chutent considérablement. Les autres revenus des agriculteurs en souffrent également, notamment ceux tirés du travail en forêt et nécessaires à l'expansion de la ferme. L'ouvrage se fait rare dans les années de la crise, plusieurs citoyens montent au Témiscamingue et travaillent sur les fermes, ne demandant en retour que leur nourriture et un espace pour dormir.



La crise de 1929 et les prix agricoles

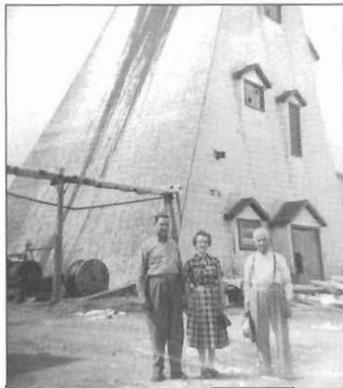
Dans les années qui ont suivi la crise de 1929, le prix de la livre de beurre a baissé à 0,16 \$, les œufs étaient environ le même prix, c'était pas cher dans ce temps-là. On avait 16 vaches à lait puis on retirait 15 \$ par 15 jours. On vendait le lait à la beurrierie ici, dans la rue en arrière, où est le Comptoir agricole [aujourd'hui l'entrepôt des Matériaux Jolette inc.].

Source : Gérard Baril. **La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 28 juillet 1986.

On avait même inventé le mot « colonisation », que nous, du Témiscamingue n'arrivions à comprendre, mais qui revenait souvent dans la propagande qu'on faisait dans les journaux en faveur du retour à la terre. Ce qui fut beaucoup plus facile à comprendre pour nous, cultivateurs, fut lors de l'assemblée du printemps 1930 quand le fabricant annonça que le prix du beurre était baissé de 50 % du prix payé l'an dernier et qu'il y avait possibilité qu'il refuse du lait avant que l'été se termine, faute de demande. Un surplus de beurre de l'année précédente n'avait pas trouvé d'acheteurs, et les entrepôts frigorifiques en étaient encore encombrés.

Le prix en gros de la viande était tombé à 2 ou 3 cents la livre. En effet nous avons vendu durant l'été deux beaux jeunes bœufs pesant environ 700 livres de viande chacun, pour \$17.50 livrés vivants à la boucherie du village. Heureusement, le coût de la vie était baissé également. Avec nos trente cinq [sic] dollars on pouvait se procurer joliment de marchandises.

Nos douze vaches laitières nous rapportèrent que [sic] \$2.00 par mois chacune, soit environ \$175.00 pour le troupeau pour toute [sic] une [sic] été. Il est vrai que le foin ne valait plus que \$4.50 la tonne, pressé et chargé sur les chars. La même chose pour le bois à papier, \$4.50 la corde de 128 pieds cubes. Les patates 50¢ le 75 livres et ainsi de suite.



Odilon Lucroix, à la mine de Belleterre, vers les années 1950

Source : Rémi Jodouin. **En-d'ssour.** 1973, p. 70-71.

Les effets de la crise économique se dissipent rapidement au fil des années 1930. À compter de 1935, le travail reprend en forêt et les prix des produits agricoles augmentent graduellement. De plus, le développement minier en Abitibi et à Belleterre favorise la reprise économique en fournissant des débouchés pour les produits agricoles et des emplois. Plusieurs Lorrainvillois y travaillent pendant les mois d'hiver ou encore à l'année.

À cette époque, les fermes des 130 agriculteurs de Lorrainville présentent sensiblement ce même portrait général. Leur ferme laitière s'étend sur un lot de 100 acres de terre (40 hectares) dont la production est axée sur l'élevage et les grandes cultures. Quelques agriculteurs cultivent des pommes de terre et d'autres élèvent sur une base commerciale des animaux pour la boucherie tels que bœufs, porcs et agneaux. Les agriculteurs produisent de la crème qu'ils vendent à la beurrierie du village, dirigée par Ludovic Bordeleau. La beurrierie du

CREMERIE LORRAINVILLE			
L. BORDELEAU, PROP.			
LORRAINVILLE, QUE.			
Mois	DEC 1 2 1938	au	JAN 1 1939
Monsieur	Ed Barrette Père		
Lbs de Crème	15.3	Gras	2.9
		Total Gras	44.08
Prix lb. Grs	24	Argent	10.58
Lbs. beurre reçu		à	22
		Total	
Transport		Lbs. Gras	à
		Total Inclus	
Veuillez ouvrir en présence d'un témoin.			
Imprimerie G.D. Adair-Vale			

Paye de beurrierie d'Édouard Barrette père, en 1938



rang 6 Nord est détruite par un incendie vers 1931. Elle appartenait à Adélarde Rocheleau depuis 1928 et ce dernier décide de ne pas la reconstruire. Dans les années 1930, la beurrerie de Lorrainville se classe au premier rang au Témiscamingue pour la production annuelle de livres de beurre, comme le montrent les données du tableau suivant.

La production annuelle des beurreries du Témiscamingue (en livres)

Beurreries	1938	1939	1940
Fabre	118 097	130 618	134 001
Fugèreville	93 716	101 187	109 208
Guérin	23 748	nd	nd
Guigues	182 307	173 135	185 922
Latulipe	34 000	36 857	44 257
Laverlochère	118 158	139 675	160 798
Lorrainville	190 006	205 992	206 709
Nédelec	34 634	58 742	81 385
Notre-Dame-du-Nord	126 131	127 619	128 854
Saint-Eugène	116 234	124 158	129 730
Saint-Placide-de-Béarn	115 423	120 763	132 289
Ville-Marie	94 586	105 850	118 157
Total	1 247 040	1 324 596	1 431 310
% régional de Lorrainville	15 %	16 %	14 %
Rang de Lorrainville	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}

Source : ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Correspondance, J.-Louis Pelletier, agronome



Moïse Desjardins labourant son champ dans les années 1920



Ferme Hormidas Gélinais, vers 1920



Isidore Baril, ses chevaux et son râteau à foin sur le pont menant vers sa ferme, lot 31, rang 2, Canton Laverlochère, en 1935
Source : Ghislaine Chartier-Paquin



Benjamin Richard et ses employés, en 1942-Encore la vieille méthode
Source : Simone Richard



Les labours à l'aide d'un rotoculteur-Le progrès s'installe!

de la moyenne régionale, qui est de six vaches laitières dans les années 1940 et 1950 et de neuf en 1961. Il ressort d'autres éléments majeurs de ce tableau. À compter de 1951, des changements importants surviennent en agriculture, dont les effets vont apparaître plus nettement dans les années 1970. Ainsi, le nombre de fermes diminue entre 1951 et 1956 et la composition du cheptel suit une tendance similaire. Les chevaux disparaissent progressivement à la suite de la mécanisation des fermes. En 1961, la moyenne de chevaux par ferme se situe à 0,7 comparativement à 2,5 trente ans plus tôt. L'élevage de moutons tire également à sa fin.

régional à L.Z. Moreau, curé, 19 janvier 1942.

Un coup d'œil sur le cheptel permet de constater que les agriculteurs de Lorrainville poursuivent le développement de leur ferme, au cours des années 1930. Comme le démontre le tableau suivant, le troupeau de vaches laitières augmente de façon générale pour atteindre le nombre moyen de 13 vaches laitières par ferme. Les agriculteurs de Lorrainville se situent au-dessus



*Les foins chez les Gauthier
Source : Jocelyne Bergeron-Gauthier*

Les animaux d'élevage sur les fermes de Lorrainville, 1931-1961

Animaux	1931	1941	1951	1956	1961
Nombre de fermes	129	130	130	114	113
Moyenne de vaches laitières par ferme	10	13	11	12	13
Vaches laitières	1 307	1 690	1 387	1 396	1 413
Chevaux	327	337	227	176	84
Autres bêtes à cornes	1 727	1 142	978	1 740	1 735
Moutons	1 877	1 658	683	876	277
Porcs	1 322	1 471	1 688	1 495	1 220
Poules et poulettes	6 072	6 689	3 161	2 632	2 014
Autres volailles	20	52	4 754	1 859	2 165

Source : Recensements canadiens, 1931-1961. Compilation : Marc Riopel.

Ce portrait du cheptel des fermes de Lorrainville mérite quelques nuances. Il s'agit de données générales qui ne tiennent pas compte des écarts entre les producteurs agricoles. Par exemple, la moyenne de 13 vaches laitières dans les années 1940 occulte le fait qu'il existe de très gros producteurs et de très petits, ceux communément désignés comme « cultivate-ailleurs ».



Ferme Gérard Baril

Source : Rémi Baril

semait aussi beaucoup de patates. On élevait des moutons, des poules, comme agriculteur, on avait diversifié notre production, on faisait pas mal de tout, on avait des animaux à bœuf qu'on vendait. L'hiver, on vendait des animaux à bœuf et du porc et l'été, on avait la production du lait de la ferme. Dans les années 1940, on avait 25 vaches à lait. En ayant plus grand de terre, on pouvait avoir plus de vaches à lait que les autres cultivateurs. Une vache à lait qui n'était plus bonne, à l'automne on l'engraissait et on la vendait durant l'hiver. On les vendait à Welly Dubé, qui avait une épicerie, ainsi que le porc, et lui les revendait aux gars de chantiers. C'est comme



Alfred Gagné, chez Isidore Baril, en compagnie des frères Baril

Source : Ghislaine Chartier-Paquin

ça qu'on vivait bien. Pour les porcs, on a eu de 400 à 500 porcs. On achetait le lait de beurre de la beurrerie, le petit lait comme on l'appelait. On soumissionnait et on l'a eu pour 7 ou 8 ans. On vendait la crème à la beurrerie, il y avait alors plus de 100 agriculteurs qui vendaient de la crème à la beurrerie du village. Mon père n'est jamais allé aux chantiers, il n'avait pas le temps : l'hiver, il faisait son bois de chauffage, les réparations sur la ferme.

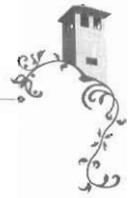
Source : Rémi Baril. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

À cette époque, la majorité des agriculteurs trouvent des sources de revenus complémentaires à la production laitière. Certains coupent du bois sur leur lot, l'hiver, ou encore envoient leurs fils aux chantiers forestiers. D'autres trouvent des solutions originales afin d'augmenter leurs revenus, dont la vente de blocs de glace.



Bois pour l'hiver sur la ferme de Ben Richard

Source : Simone Richard



À l'époque des glacières...



Glace à vendre chez Azarias Rocheleau
Source : Jean Rocheleau

Mon père vendait ça 4-5 ¢ du bloc et des fois, il en vendait beaucoup. Avant d'avoir l'électricité, on conservait la crème et les autres choses avec de la glace, dans une glacière. Mon père en vendait aux gens des paroisses avoisinantes, surtout quand il a eu une bonne scie pour couper la glace. Avec un godendard, ce n'était pas d'avance! Un bloc de glace avait 16 pouces carrés. On faisait des blocs sur un lac, puis on balayait la glace pour ne pas qu'il y ait de neige et pour que la glace épaisse plus vite. Dans les grands froids, en 15 jours, tu pouvais recommencer à scier dans la partie qui avait été faite. Il y avait un lac sur notre terre et il en faisait sur la rivière à Latulipe. Quand il coupait la glace, il faisait lever un rond assez grand, il faisait le tour avec la scie, il ne fallait pas que la scie touche à l'eau, il scie environ deux pouces d'épais, après il fait partir un bloc et il le « carotte » pour faire lever un bloc. Il fait le tour du rond avec une scie pour que la glace lève. Après, il ne restait qu'à couper des blocs. Il pouvait scier 100 blocs, 150 blocs dans une journée, il sciait dans un sens puis dans l'autre, et il les coupait tous en blocs de 16 pouces, ensuite il cassait un bloc et cassait les autres avec la tranche et ils sortaient tous au bord du lac. [...] Il charriait les blocs avec des chevaux et des bœufs. L'hiver, quand les chemins sont trop hauts, les chevaux cherchent à se coller, à se pousser et n'avancent plus, ils avaient peur de tomber en bas du chemin. Dans ces cas-là, mon père mettait un bœuf avec un cheval et ils ne se poussaient pas. Mon père n'allait pas au chantier, il faisait de la glace.



René Gauthier dans le champ de salades, en 1934
Source : Jocelyne Bergeron-Gauthier



Dernier voyage de salades, en septembre 1934-On peut reconnaître Patrick, Yvonne et Yvan Gauthier
Source : Jocelyne Bergeron-Gauthier

Source : Jean Rocheleau. **Le centenaire de Lorraineville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.



La conservation des denrées alimentaires

Avant l'arrivée des réfrigérateurs, on « cannaît » toute la nourriture pour la conserver. L'automne, on faisait geler la nourriture, on la mettait dans des sacs propres et on les plaçait dans de l'avoine et des blocs de glace. On salait la nourriture pour la conserver, du lard salé, on les entreposait dans la cave, au frais. Pour la « canner », on faisait bouillir la viande puis on la mettait dans des pots avec de l'eau et du sel. Les légumes étaient conservés dans la cave.

*Source : Solange Jolette Renaud. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 13 septembre 2006.*

Par ailleurs, le milieu des années 1930 marque l'essor du coopératisme agricole, au Témiscamingue. Ce mouvement vivra ses meilleures années entre cette époque et le milieu des années 1960. La progression du secteur coopératif repose en partie sur les initiatives conjuguées du clergé diocésain et de l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Le but poursuivi est la consolidation des paroisses témiscamiennes par la reprise en main des secteurs clés de l'économie locale et régionale par les agriculteurs et par le contrôle du crédit nécessaire à l'expansion des fermes.

La stratégie employée consiste, dans un premier temps, à fonder un cercle local de l'UCC dans une paroisse. La deuxième étape de ce projet vise la formation de coopérateurs qui se concrétise par des sessions d'étude concernant les principes du mouvement coopératif, organisées par l'UCC. Il s'agit de former des coopérateurs avant de fonder des coopératives dans le but d'assurer la survie à long terme des institutions. Une fois ces principes assimilés par les agriculteurs et les paroissiens intéressés, on passe à l'action avec la fondation de coopératives dans une localité. Le secteur financier constitue un des premiers secteurs visés, par la fondation d'une caisse populaire locale. Auparavant, les agriculteurs n'avaient pratiquement aucun accès aux emprunts bancaires pour financer l'expansion de leur entreprise. L'autre secteur visé par le programme corporatiste est l'agriculture.

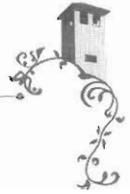
Depuis 1936, il existe une Caisse Populaire Desjardins à Lorrainville et ses promoteurs décident d'étendre la coopération à la beurrerie, comme cela se passe dans les autres localités de la région. À cette fin, les agronomes de l'École Moffet organisent des soirées d'information sur la coopération et la gestion d'une coopérative pour les agriculteurs de Lorrainville, regroupés au sein d'un cercle local de l'Union catholique des cultivateurs depuis la fin des années 1920. En mars 1943, après plusieurs discussions entre les producteurs et les encouragements de l'abbé Gauvin, 90 agriculteurs de Lorrainville signent une requête favorisant l'achat de la beurrerie et sa transformation en coopérative. Ce projet se réalise en juin 1943 alors que Ludovic Bordeleau vend sa beurrerie à la Coopérative agricole de Lorrainville. Cette année-là, 10 des 11 beurreries locales opèrent selon la formule coopérative, alors que seule la beurrerie de Laverlochère demeure propriété d'un particulier, Armand Lafrenière.

À Lorrainville, les dirigeants du mouvement coopératif font le pari que l'essor de la beurrerie coopérative sera lié à celui de la Caisse Populaire. En janvier 1947, ils embauchent conjointement un nouveau gérant en la personne de Lucien Barrette, jusque-là comptable à la Banque Canadienne Nationale de Lorrainville.

Lucien Barrette nouveau gérant de la Beurrerie et de la Caisse Populaire

Jeudi 24 février 1947. M. Félix Lemire, ancien gérant de la Caisse et démissionnaire pour cause de santé, devait être remplacé. Le problème était de trouver un nouveau gérant, coopérateur dans l'âme, capable de rallier à lui la confiance des paroissiens et de canaliser les efforts conjoints de toutes les bonnes volontés.

Après deux semaines de recherches et d'études intenses, de part et d'autre, une heureuse coïncidence devait apporter la solution du problème. En effet, la Crémèrie



Coopérative de Lorrainville, au même moment, manquait d'un secrétaire-gérant. Voici ce que les directeurs de la Crémierie ont offert à la Caisse Populaire: « Nous mettons à la disposition de la Caisse Populaire le bureau de la Coopérative, et nous permettons à notre gérant de gérer en même temps la Caisse Populaire ».



Beurrerie du village, vers 1950
Source : Denis Lafrenière

C'est alors qu'après une réunion conjointe des directeurs de la Coopérative et du conseil d'administration de la Caisse Populaire, le choix de secrétaire-gérant des deux organismes coopératifs se fixa unanimement sur la personne de M. Lucien Barrette, comptable de la succursale de la Banque Canadienne Nationale de Lorrainville, et avantageusement connu de la population du Témiscamingue comme trésorier de la Société St-Jean-Baptiste régionale du Témiscamingue. [...]

Le nouveau secrétaire-gérant, invité à adresser la parole, expliqua en termes émus mais non moins éloquents le geste qu'il pose en abandonnant son emploi à la banque pour s'occuper des activités coopératives de sa paroisse. Après avoir remercié [sic] la population de la confiance qu'elle lui témoignait, M. Barrette expliqua sa conduite à peu près en ces termes: « Il y a 20 ans que je me prépare à vous rendre le service que vous venez de me demander, et j'espère qu'avec votre collaboration à tous et votre esprit foncièrement coopératif, j'attendrai l'idéal que je caresse depuis longtemps, celui d'aider mes coparoyens à reconquérir ce que j'appellerais une saine indépendance économique

et à augmenter le chiffre d'affaires de leurs activités collectives par le truchement de la coopération ».

L'orateur termina en invitant la population do[sic] Lorrainville à continuer de cultiver la coopération dans le vrai sens du mot, et à ne pas se laisser berner par ces semblants de coopérateurs qui ne voient dans une coopérative qu'un mouvement exclusif et fermé. Il faut l'entente entre toutes les puissances de la paroisse sans exception.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**, 1981, p. 68-70.

Lucien Barrette tient parole et devient, à l'instar de son président Lucien Bellemare, un ardent promoteur de la coopération à Lorrainville, comme ailleurs au Témiscamingue. Ils assistent à de nombreuses réunions où ils enseignent les rudiments de la coopération aux agriculteurs comme aux autres citoyens intéressés par le mouvement coopératif. Le but poursuivi consiste à former des coopérateurs avant de former des coopératives. Ces mesures assurent la viabilité économique et le développement de la beurrerie coopérative de Lorrainville, qui compte également un magasin, et de la Caisse Populaire.

Un grand ralliement coopératif

Jeudi, 17 avril 1947, p. 7. Dimanche le 23 mars [1947], les officiers de la Caisse Populaire avaient organisé un grand ralliement coopératif. La salle paroissiale se remplit de citoyens de Lorrainville et de l'extérieur. Sous le distingué patronage de M. le curé Gauvin, la soirée était présidée conjointement par M. Lucien Bellemare, président de la Caisse Populaire, et M. Lucien Barrette, de la même Caisse. [...]

Figurèrent à tour de rôle MM. [sic] Eudore Mireault, de Lorrainville, M. le notaire Vézina, gérant de la Caisse de Guigues, M. l'abbé Desmarchais, M. le professeur Marcel Raymond, de Lorrainville, M. [l'agronome] Roland Barrette, le R. P. Richard, et M. l'abbé



Gauvin. Des explications furent données sur les bienfaits de la coopération, la circulation de la monnaie, de crédit agricole, crédits à court terme, etc., en rapport avec les Caisses Populaires.

MM. Eudore Mireault, Marcel Raymond et Roland Barrette agrémentèrent la soirée de quelques chansons bien choisies et interprétées avec soin. Au piano d'accompagnement, Mlle Clermont et Mme Roland Barrette. Les soirées du genre ont pour effet de renseigner le peuple sur les faits coopératifs que tous doivent connaître. On remarquait la présence des dames signe évident que ces dernières savent s'intéresser à la coopération.

Nous félicitons les gens de Lorrainville de leur bonne initiative, et puisse leur geste en inspirer d'autres semblables ailleurs.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**. 1981, p. 72-73.

Cependant, à la fin des années 1940, les beurrieres coopératives locales, dont celle de Lorrainville, font face à certaines difficultés financières et organisationnelles. Les dirigeants des coopératives de la région, de concert avec l'Union catholique des cultivateurs, organisent des soirées d'étude pour trouver des solutions à ces problèmes. En 1949, on retient comme solution la création de l'Association des producteurs laitiers du Témiscamingue afin de concerter les efforts et le travail des petites beurrieres locales. L'association permet aux coopératives locales de diminuer les coûts de production en regroupant les achats de fournitures et le service de mise en marché des produits finis.

Le transport de la crème à la beurrerie

À la beurrerie coopérative, chaque cultivateur avait un numéro. Mon père, Arsène Cormier, avait le numéro 1, Jos Barrette le no 2, Henri McFadden le no 3 et Napoléon Barrette, le no 4. Nous allions livrer la crème à la beurrerie chacun notre tour. Nous, les Cormier, c'était le mercredi. J'ai remplacé mon père pour la livraison de la crème et les commissions au village, à l'été 1947, j'avais seulement 11 ans. Mon père a passé l'été à l'hôpital. On avait une paire de chevaux pour le transport, mais il fallait que je charge les bidons de crème dans la charrette et je les trouvais assez lourds! Presque tous les cultivateurs étaient organisés de la même manière pour le transport de la crème. La beurrerie de Lorrainville a fonctionné jusqu'à la production de lait, en remplacement de la crème.

Source : Robert Cormier. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel**. 11 septembre 2006.

Après l'âge d'or des beurrieres coopératives, vient ensuite une période difficile qui débute dans les années 1950. La compétition entre les coopératives et la beurrerie Lafrenière s'avive lorsque celle-ci se dote de nouveaux équipements, lui permettant de diversifier sa production. En plus du beurre, la beurrerie Lafrenière produit du lait en poudre, de la caséine et de la crème glacée. Elle utilise tous les éléments nutritifs du lait et non seulement le gras comme le font les beurrieres coopératives pour la production de beurre. Lafrenière achète ainsi le lait entier, ce qui s'avère plus rentable pour les agriculteurs, tant sur le plan des revenus que du point de vue de la somme de travail, puisqu'ils n'ont plus besoin d'écrémer le lait. Ces nouvelles méthodes entraînent également des changements dans la composition du cheptel. Auparavant, les solides non gras du lait servaient pour l'alimentation des porcs et des veaux. Maintenant que les agriculteurs vendent ces solides, ils peuvent se départir de leurs porcs. Certains agriculteurs de Lorrainville commencent à vendre leur lait entier à la beurrerie Lafrenière au début des années 1960, au lieu d'écrémer et d'apporter leur crème à la beurrerie coopérative du village, dont le chiffre d'affaires diminue en conséquence, mettant en péril sa survie. La production de lait est aussi plus rentable financièrement



pour les agriculteurs. Les revenus supplémentaires générés sont réinvestis dans l'achat d'autres vaches laitières, et ainsi se poursuit le mouvement de spécialisation des agriculteurs dans la production laitière. Ils font maintenant un seul produit, le lait, et en plus grande quantité.

Les beurreries coopératives produisent uniquement du beurre, au moins jusqu'en 1963, alors que celle de Notre-Dame-du-Nord est la première coopérative de la région à extraire de la caséine, un sous-produit du lait utilisé pour la fabrication de produits industriels. Elle se place ainsi en meilleure position pour concurrencer la Beurrerie Lafrenière.

En 1962, les dirigeants de l'Association des producteurs laitiers et les différents acteurs de l'industrie laitière mettent sur pied un comité pour étudier la situation qui prévaut alors dans ce secteur économique. Devant les changements qui s'amorcent dans l'industrie laitière dans la province de Québec, ils concluent que la structure des beurreries locales ne convient plus aux besoins des agriculteurs. Le regroupement des opérations de transformation s'avère nécessaire pour répondre aux conditions du marché et aussi pour éviter des immobilisations excessives en modernisant toutes les beurreries coopératives locales. S'amorce alors la fusion des coopératives locales, dont celles de Latulipe et de Lorrainville, en 1962. Puis, en 1965, la Coopérative agricole du Témiscamingue voit le jour, incluant celle de Lorrainville-Latulipe. Le siège social est situé à Notre-Dame-du-Nord, qui est alors la plus grosse coopérative de la région. Le processus de centralisation ne se fait pas sans heurts et donne lieu à de solides et franches discussions entre les membres des coopératives locales. D'un côté, les dirigeants des coopératives locales appuient les conclusions du comité d'étude qu'ils ont mis sur pied, et recommandent à leurs membres la fusion des beurreries locales. Les membres sont divisés sur cette question. Certains critiquent le regroupement et préfèrent se tourner du côté de l'entreprise privée en laquelle ils voient plus d'avenir. D'autres croient encore à la formule coopérative et suivent les recommandations de leurs dirigeants.

L'importante diminution des livraisons de crème à la beurrerie de Lorrainville entraîne sa fermeture, en 1965. Certains producteurs de Lorrainville décident de demeurer avec la Coopérative régionale, tandis que d'autres vendent leur lait à la Beurrerie Lafrenière.

La centralisation à Notre-Dame-du-Nord

Je me suis impliqué dans l'administration de la coopérative, à titre de directeur, mais plusieurs années après sa fondation. Ce sont nos parents qui ont fondé la coopérative. À Lorrainville, c'était une des grosses de la région, il y a eu jusqu'à 108 patrons qui venaient à la beurrerie. On a fermé la coopérative ici puis on s'est affilié aux autres beurreries pour centraliser la production à Notre-Dame-du-Nord. Un camion ramassait les bidons des cultivateurs. Puis, quand le Nord a fermé, la beurrerie Lafrenière a tout repris ça.

Source : Isidore Renaud. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 13 septembre 2006.

La fermeture de la beurrerie de Lorrainville

J'ai acheté la ferme laitière de mon père, en 1949. Dans ce temps-là, je vendais de la crème à la beurrerie de Lorrainville. La beurrerie de Lorrainville était située dans le village, où est l'entrepôt de Matériaux Jollette aujourd'hui. J'ai été président pendant 14 ans de la Beurrerie. Quand la Coopérative a fermé, je suis allé à la beurrerie de Laverlochère. À cette époque-là, il n'y avait plus de beurrerie, seulement un magasin, Alcide Boucher a longtemps été notre gérant. On y vendait des moulées, des engrais, des choses comme ça.

Source : Jean Rocheleau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

Par ailleurs, au fil des ans, quelques agriculteurs de Lorrainville participent au Concours du Mérite agricole, organisé par le ministère de l'Agriculture du Québec. Le Québec est divisé en régions



et le concours se déroule au Témiscamingue, notamment, à tous les quatre ou cinq ans selon les époques. Une équipe de juges visite les fermes des participants et évalue les concurrents selon cinq thèmes généraux : l'ensemble de la ferme, les champs et le fonds de terre, le cheptel, les bâtiments de la ferme et divers aspects complémentaires. La description des fermes des lauréats de Lorraineville présente un bon aperçu des forces et des faiblesses des fermes, entre 1938 et 1964.

Xavier Laverdière, lauréat de la médaille de bronze, en 1938



Ferme Xavier Laverdière

M. Laverdière [...] a édifié la ferme qu'il exploite aujourd'hui [rang I Laverlochère, lot 35]. Il a pris son lot « en bois vert », il y a 28 ans, nous dit-il; il y a défriché et mis en valeur 55 acres de bonne terre. Le reste de la surface - soit 45 acres - partie en forêt, partie en pâturage, pourrait aussi être consacré à la culture.

Ses champs, proprement clos, ne nous semblent pas assez bien égouttés, surtout dans le haut de la terre, où il faudrait des fossés beaucoup plus profonds. Récemment, un cours d'eau assez considérable, qui traverse la ferme en biais, a été élargi et approfondi

à grands frais. Il s'agirait maintenant de faire des planches bombées et de faciliter, d'une façon ou d'une autre, l'accès à cet émissaire des eaux superflues.

À cause de l'humidité trop grande du sol, une bonne partie des champs ne donne que des demi-rendements. Les grains, cette année, ont été fort ravagés par une invasion de chenilles légionnaires. Le bas de la ferme, mieux assaini que le milieu et le haut, est très productif. En 1937, M. Laverdière récoltait près de 1000 minots de grains, de 23 acres de terre. La récolte de grain de 1938 est l'une des plus pauvres qu'il ait jamais eue, nous assure-t-il. Il n'use d'engrais chimiques que pour fertiliser une petite étendue en culture maraîchères (laitue, pommes de terre, etc.).

Éleveur de bovins Ayrshires, il ne pratique pas le contrôle laitier. Ses vaches (8) sont assez pesantes et bien racées. Il garde en outre quelques brebis croisées, une truie d'élevage dont il engraisse la progéniture, 30 à 40 poules grises, une jument de gros trait dont il élève de beaux poulains. Il a 3 belles génisses à l'étable, à qui il sert de l'avoine «ronde» comme aliment concentré.

Grange solide et haute. Étable pavée de bois et blanchie à la chaux, un peu étroite, tenue proprement, pourvue de l'aqueduc. La porcherie est aussi pavée de bois.

Jolie maison aux abords égayés de fleurs, d'arbres et de belles pelouses. M. et Mme Laverdière n'ont que deux filles, toutes deux institutrices, expertes comme leur mère aux beaux ouvrages d'art domestique. M. Laverdière,

habile menuisier, a fini lui-même sa maison, qu'il a en grande partie aménagée de meubles façonnés de ses mains. Avec un peu plus de main d'œuvre [sic], il tirerait bien meilleur parti de son exploitation, qui ne lui donne actuellement que 800 à \$1.000 de revenus.

Source : Concours du Mérite agricole, 1938, p. 147.



Xavier Laverdière, sur sa ferme



Maurice Jollette, lauréat de la médaille de bronze, en 1953, 1958 et 1964

1953

Ferme typique du Témiscamingue. au sol de texture fine, assez riche en humus et donnant d'assez bonnes récoltes sans qu'on ait à s'inquiéter beaucoup de fertilisation autre que celle du fumier. Un cours d'eau d'utilité générale, creusé ces dernières années, est malheureusement en train de se transformer par l'érosion en un profond ravin.

L'assolement suit un cycle de quatre ans pour la production des grains et du foin: 1 année en céréales; 2 en foin et 1 en pâturages. On ne cultive qu'une parcelle de plantes sarclées, pommes de terre et légumes maraîchers. Le rendement des prairies a été diminué par la sécheresse, mais la récolte de céréales mélangées s'annonce convenable. Trop négligé est le jardin de famille.

Assez bon cheptel laitier, composé de 1 taureau Ayrshire, 15 vaches et 16 jeunes de quelques mois à deux ans. La production moyenne des laitières est de 5,237 lbs de lait. M. Jollette s'intéresse aussi à l'industrie avicole et porcine, hibernant 75 pondeuses Hybrides et livrant à l'abattoir une quarantaine de porcs chaque année.

Ces animaux sont logés dans des bâtiments confortables qu'on a blanchis cette année. Un puits artésien fournit l'eau au robinet, à l'étable et à la maison.

Cette dernière est spacieuse, propre, assez commodément aménagée sauf qu'on n'y a pas encore installé de chambre de toilette. Encore au début de leur ménage, M. et Mme Jollette n'ont que quatre petits enfants. M. Jollette est diplômé de l'école Moffet de Ville-Marie. Il prend part au concours de fermes.

Source : Concours du Mérite agricole, 1953, p. 190.

1958 [Extraits]

Assez bon troupeau laitier, composé de 1 taureau Ayrshire, 16 vaches et 18 jeunes d'élevage croisés. La feuille d'inscription au concours indique une production moyenne par laitière de 7284 livres de lait. S'ajoutent aux bovins 2 chevaux de travail, 5 brebis, 6 agneaux, 3 truies, plusieurs porcelets, 95 poules, 300 poulets et 95 dindes.

Des bâtiments propres et confortables abritent ces animaux.

La maison est spacieuse et claire. Elle a été pourvue d'une chambre de toilette avec baignoire depuis le dernier concours. La famille se compose d'une fille et de trois garçons, tous d'âge scolaire. Madame Jollette voit à ce que tout soit bien ordonné dans son foyer. M. Jollette occupe présentement les fonctions de conseiller municipal et de secrétaire du cercle agricole.

Source : Concours du Mérite agricole, 1958, p. 222.

1964 [Extraits]

Le potager attire l'attention par la variété des légumes et son excellent entretien.

Une partie du troupeau laitier est de type Ayrshire et l'autre de type Holstein. Il comprend deux taureaux croisés, 21 vaches et 35 jeunes d'élevage. Quant aux autres espèces, elles sont représentées par 3 brebis, 5 agneaux, 1 verrat, 3 truies, 22 porcelets, 50 poules, 100 poulettes et 150 dindonneaux.

Source : Concours du Mérite agricole, 1964, p. 167-168.



Sylvio Doire, lauréat de la médaille de bronze, en 1953 et 1958

1953

Autre excellente terre du Témiscamingue, d'une superficie de 103 acres, dont la presque totalité est cultivée, sur laquelle on ne produit que des céréales et des herbages, aux rendements comparables à la moyenne de ceux que nous avons notés chez la plupart des concurrents de cette région. Les récoltes y suivent un cycle de quatre ans: 1 année en grains, 2 en foin et 1 en pâturages.

Cheptel: 2 chevaux, 1 taureau Ayrshire, 13 vaches et 10 jeunes d'élevage croisés; 8 brebis et 10 agneaux Hampshire; 2 truies et plusieurs porcelets Yorkshire; 60 poules Hybrides et 75 poulets Light Sussex.



Ferme Sylvio Doire

Les porcs et les bovins sont de qualité commune. C'est d'autant plus regrettable que ces animaux sont les plus grands acheteurs des récoltes de grande [sic] cultures sur cette ferme. Si, par exemple, le lauréat réussissait à faire monter la production moyenne de ses vaches de 4,261 lbs qu'elle est présentement à 7 ou 8,000 lbs de lait, il n'est besoin [sic] d'aucune démonstration, nous en sommes sûr, pour lui faire admettre que son entreprise serait beaucoup plus rémunératrice. Même raisonnement quant aux porcelets; si ceux-ci atteignaient facilement le poids idéal en 6 mois plutôt qu'en 8 ou 9 mois, il est clair que la livre de viande reviendrait à bien meilleur marché.

Bonnes dépendances qu'il serait recommandable de badigeonner de temps en temps au lait de chaux. En dépit de ses douze enfants - 9 filles et 3 fils - Mme Doire tient son foyer à la perfection, s'applique aux industries domestiques et entretien [sic] un grand potager familial que les juges n'ont pas manqué de remarquer. M. Doire a acheté son domaine, il y a 23 ans. Il prend part au concours de fermes depuis 5 ans.

Source : Concours du Mérite agricole, 1953. p. 266.

1958 [Extraits]

M. Doire, lauréat de la médaille de bronze au concours de 1953, est propriétaire d'un domaine de 250 acres, dont 135 sont en culture, moins une quinzaine d'acres en pâturages naturels. Il y pratique une agriculture très diversifiée qui, en dépit de revenus plutôt modeste [sic], lui procure une honnête aisance. Son cheptel compte 2 chevaux, 1 taureau Ayrshire, 12 vaches, 8 jeunes d'élevage, 7 brebis, 3 truies, plusieurs porcelets, 50 poules et 100 poulets. Les vaches, qui donnaient 4261 livres de lait par tête au dernier concours, en produisent maintenant 6000 livres. C'est une amélioration qui devra se continuer en vue de rendre plus rémunérateur le principal département de la ferme. En 1957, les recettes de la vacherie, de la basse-cour, de la porcherie et de la bergerie se sont élevées à \$3943. Solides et confortables, les dépendances pèchent sous le rapport de l'entretien. Un badigeonnage périodique au lait de chaux en relèverait l'apparence et préserverait le bois de la pourriture, sans compter que la chaux, appliquée à l'intérieur des logements des animaux, constitue un excellent désinfectant.

Les récoltes consistent surtout en céréales et en herbages. Elles donnent des rendements moyens pour la région, mais qui pourraient s'accroître de beaucoup par l'usage du calcaire et une fertilisation encore plus généreuse au fumier et à l'engrais



chimique. Toutes les conditions de bonne culture étant observées, la glèbe généreuse du Témiscamingue est apte à produire abondamment des céréales aux grains lourds et des herbages, riches en trèfles et en luzerne.

Les juges ont accordé une note excellente à l'item du potager. Il a une superficie de 1/4 d'acre et contient toutes les espèces usuelles de légumes (p. 265) de table en plus d'une fraisière et d'une framboisière. Madame Doire est fière de son jardin qu'elle cultive avec amour. Elle sait tout ce qu'il représente de valeur alimentaire pour une famille de douze personnes, le père, la mère, sept filles et trois fils. Très adroite, elle s'applique aussi avec ses charmantes jeunes filles, à de nombreux travaux d'arts domestiques. Les tabliers, les robes et les manteaux, le tissage des couvertures des tapis, des couvre-pieds et d'autres pièces de lingerie, tout cela se fait à la maison. Qu'on calcule, si on le peut, la somme des dépenses qu'évite une pareille activité de la gent féminine chez M. Doire. Une fille mariée récemment et une autre qui s'est fait religieuse (la famille compte neuf filles) ont quitté le foyer avec leur trousseau complet qu'elles avaient préparé elles-mêmes.

M. Doire tient sa comptabilité. Les surplus qui apparaissent dans ses bilans, il les doit sans doute à son travail, mais aussi, pour une bonne part, aux talents de sa femme et de ses filles.

Source : Concours du Mérite agricole, 1958. p. 266.

Octave Pinard, lauréat de la médaille de bronze, 1964

Monsieur Pinard se crée petit à petit un domaine agricole par le défrichement de ses deux lots, dont 125 acres sont boisées. Il produit des céréales et des herbages, plus deux acres de pommes de terre et une acre de choux de Siam, dans les 75 acres défrichées. Le jardin mérite une mention spéciale. Une quinzaine d'acres de terre neuve complètent les quinze acres de pâturages en terrain labouré. Les rendements varient passablement selon les conditions du sol. Ils sont plus élevés dans les parties fertilisées aux engrais chimiques et amendées au calcaire. Du foin de prairie neuve sert à faire le plein d'un silo de 12 X 24 pieds.

Croisés Holstein, les bovins comprennent 18 vaches, 23 jeunes d'élevage et un taureau de race Holstein. Les vaches sont douées de belles aptitudes laitières, si l'on en juge par les rapports du contrôle laitier. Le lait est écrémé à la ferme et la crème, refroidie et conservée dans une laiterie pourvue de l'eau courante, est transformée en beurre à la fabrique coopérative de Lorraineville. Le cheptel compte en plus 3 brebis, 4 agneaux, 150 poules et un cheval de travail.

Convenablement outillée, la ferme porte les instruments ordinaires, plus un tracteur, un semoir à disques, un épandeur à fumier, une lieuse à grains et une faucheuse-hacheuse, propriété conjointe de M. Pinard et de son beau-frère. Ce dernier instrument sert aussi bien à la récolte du foin vert que du foin sec, et permet une grande économie de main-d'œuvre.

Rien de remarquable à signaler sous le rapport des bâtiments, sauf que la modeste maison est dotée de plusieurs commodités, entre autres le chauffage central, une glacière, un congélateur et une cuisinière électriques. Très adroite ménagère, madame Pinard tresse des tapis, pique des couvre-pieds et fait sa couture avec une machine Singer dernier modèle. Elle est mère de deux filles, dont l'une est mariée et l'autre employée à l'extérieur, et de six fils dont un étudie à l'école normale d'Amos, deux fréquentent l'école primaire, deux font partie de l'aviation et un de l'armée. Monsieur Pinard remplit les fonctions de président du cercle agricole et du syndicat paroissial de l'U.C.C.

Source : Concours du Mérite agricole, 1964. p. 177-178.



Henri McFadden, lauréat de la médaille de bronze, 1964

Cette ferme de cent acres en culture ne porte pas de tracteur, ce qu'on rencontre rarement de nos jours. M. McFadden se contente de deux chevaux, quitte à faire exécuter à forfait certains travaux, comme le labour, le hersage et le pressage du foin. Cette façon de procéder est probablement plus avantageuse que l'achat du tracteur et de tous les instruments qui lui sont adaptables.



Ferme Henri McFadden

En tout cas, le rendement des céréales et des herbages ne semble pas affecté puisque ces deux récoltes comptent parmi les plus belles que nous ayons vues au Témiscamingue. C'est la conséquence des bons traitements d'un sol naturellement fertile. Tous les champs ont déjà reçu leur part de calcaire et le grain bénéficie ordinairement d'une application d'engrais chimiques, de même que les pâturages, dont une quinzaine d'acres ont été labourées, l'an passé, etensemencées d'avoine avec mélange de graines fourragères contenant du Ladino. Le gazon est superbe au début de juillet. À part la partie cultivable, la ferme comporte en plus 150 acres de boisé et 50 acres de terrain inculte.

Un troupeau de quarante-trois bovins croisés Holstein consomme les récoltes. Les vaches, au nombre de dix-sept [sic] produisent 7,500 livres de lait chacune. La fabrique de Lorrainville transforme la crème en beurre. Ecrémé à la ferme même, le lait fournit un précieux supplément à la ration des porcs. En juillet, la porcherie abritait une truie et vingt-deux porcelets. Sans avoir rien de luxueux, les bâtiments qui abritent ces animaux sont convenables. M. McFadden a doté la maison de toutes les commodités souhaitables, ce dont se félicite sa femme, mère d'une fillette et de trois fils, dont l'aîné est âgé de 17 ans. Ménagère industrieuse, madame McFadden s'intéresse aux arts domestiques et au jardinage.

Source : Concours du Mérite agricole, 1964. p. 128-129.

À la fin des années 1940, un couple d'entrepreneurs de Lorrainville met sur pied un nouveau service pour les agriculteurs et aussi pour les gens du village, le Centre de congélation Lafond. Cela se passe en 1948.

Sylvio et Marie-Alice Lafond et les services aux agriculteurs

Mon père décéda accidentellement un an avant notre mariage [le 18 août 1935, avec Sylvio Lafond de Guigues].

Il était devenu trop ardu pour ma mère [Marie-Colombe Payette-Baril] de s'occuper de la bonne marche de la ferme avec des employés, en plus du commerce qu'elle opérait depuis trente ans pour subvenir à l'instruction de la famille, nous offre de prendre la relève. Après mûres réflexions, [sic] nous acceptons la relève. C'est avec elle



Ferme et Centre de Congélation Lafond Source : Monique Lafond-Barrette



que mon mari s'est initié au commerce: vente des produits de la ferme à Ville-Marie d'abord et lorsque la navigation sur le lac Témiscamingue fut ouverte, elle alla jusqu'à Haileybury et Cobalt. Jeune et plein d'ambition, mon époux ne tarda pas à agrandir son champ d'action en se rendant jusqu'à Latchford et Tamgami [sic]. Il fallait en même temps tirer profit des sous-produits. Pour ces marchés, à chaque semaine, je faisais donc de la saucisse, du boudin, de la tête fromagée et préparais prêtes à cuire une quarantaine de volailles. Ah! C'était beaucoup de travail! [...]

Sept ans après, nous abandonnions le commerce du détail pour la vente de nos produits en gros dans les villes suivantes: Matachewan, South Porcupine, Ansonville et Timmins. C'est dans cette dernière ville qu'après avoir visité un entrepôt frigorifique, en livrant du beurre à Canada Packers, nous décidions d'ouvrir le nôtre à Lorrainville en septembre 1948 afin d'offrir un service unique à la population témiscamienne.

La construction terminée, nous y avons installé cinquante coffres-froids d'acier pour la conservation des viandes domestiques que nous dépecions sur place. Peu à peu, avec la demande toujours grandissante, nous nous sommes rendus au nombre de quatre cents. Ce n'est que sept à huit ans plus tard que le congélateur domestique fit son apparition. À ce moment là, à mesure qu'ils se libéraient, nous les revendions à des particuliers, lesquels servaient de place de rangement dans leur garage, remise ou sous-sol.

Nous les avons liquidés ainsi, pour faire place à la viande en quartiers et autres produits qui ne pouvaient être contenus dans les congélateurs familiaux. Comme ce nouveau commerce prenait de l'expansion (sic) en 1952, nous avons fait un agrandissement.

En 1951, secondée par de très bons employés, je pris la gérance de cet établissement pour y œuvrer pendant vingt-cinq ans.

[...] en 1960, il fallut nous mettre en œuvre pour des rénovations à l'Abattoir et de nouveaux agrandissements à l'entrepôt, parce que nous venions d'obtenir d'Ottawa l'inspection fédérale pour tous les animaux abattus à notre établissement, ce qui favorisa l'écoulement de nos produits non seulement au Québec mais aussi en Ontario. Cette même année, nous avons joint le service d'un fumoir pour la transformation de certaines coupes de lard en jambon et bacon, ce qui nous ouvrait un nouveau marché. Occasionnellement, nous fumions aussi du bœuf, du poisson et des viandes sauvages. [...]

Les travaux terminés à l'Abattoir, trois autres chambres frigorifiques se sont ajoutées à l'établissement existants [sic]; pour entreposer le beurre des fabriques en pains de 50 livres, vendu au Gouvernement pendant l'abondance, pour être transformé en pains d'une livre par la Beurrerie Lafrenière durant la rareté de cette denrée. À son tour M. Lafrenière rachetait ce beurre du Gouvernement chaque semaine pour le revendre après transformation aux compagnies avec lesquelles, il négociait ses ventes. Ceci permettait aux cultivateurs de conserver leur marché du beurre, principale source de leur économie. [...]

Source : Marie-Alice Lafond. «Enseignante et collaboratrice du mari en affaires», dans **Vie et histoire des femmes au Témiscamingue**. 1988. p. 255-256, 260.

À compter des années 1940, différents groupes de pression du Témiscamingue revendiquent la construction d'un abattoir régional afin de favoriser le développement de l'agriculture régionale. Au début des années 1960, ils obtiennent finalement ce service en collaboration avec le couple Lafond.



Abattoir Lafond

Source : Monique Lafond-Barrette

L'abattoir régional et le Centre de congélation Lafond

Jeudi, 11 janvier 1962. L'abattoir du Témiscamingue est maintenant une réalité. En effet, l'abattoir Lafond, qui durant les six semaines précédentes opérait sous la surveillance du service d'inspection provincial, a obtenu du Ministère de l'agriculture fédéral, la classification des porcs abattus à son établissement.

Cette nouvelle n'est pas sans faire plaisir à de nombreux cultivateurs. Depuis plusieurs années cette classification était souhaitée, et ce n'est qu'après de nombreuses démar-

ches qu'on a pu obtenir enfin ce service au Témiscamingue. Cela permettra dorénavant aux cultivateurs qui feront abattre leurs animaux à cet établissement, de recevoir tout comme aux autres abattoirs approuvés par le gouvernement leur prime de \$3. pour leurs porcs classés A.

Mentionnons que le classificateur officiel nommé par les autorités agricoles du gouvernement fédéral est le Dr Charles Beaudry, médecin-vétérinaire de Ville-Marie.

Le sujet de la construction d'un abattoir dans nos régions du Nord-Ouest québécois fait couler beaucoup d'encre depuis plusieurs années déjà. Cet abattoir régional, qui, doit être construit à Rouyn, est pour plusieurs considérations, loin d'être une réalité. Les cultivateurs du Témiscamingue n'ont pas trouvé bon attendre que ce projet se réalise. Ils sont déjà dotés d'un service d'abattoir, sous inspection gouvernementale, et en mesure de répondre à leurs besoins actuels. C'est déjà un pas important de fait. Qu'un établissement de plus grande envergure vienne un jour compléter dans un plan régional le service dont ils disposent actuellement, et ils n'auront qu'une raison de plus de se réjouir, avec les cultivateurs des autres comtés de la région.



Centre de Congélation Lafond

Source : Monique Lafond-Barrette

La première classification à l'abattoir de Lorrainville s'est déroulée récemment en présence de nombreux dignitaires. Parmi eux mentionnons tout d'abord la présence du représentant fédéral venu spécialement pour cette inauguration, M. Laval Lefebvre, inspecteur sénior (sic) de la classification pour les abattoirs approuvés de la province de Québec; M. Hervé Leblanc, préfet de comté; M. Emery Lepage, maire du village; M. Armand Baril, maire de la campagne; M. Jean-Paul Cormier, président du Cercle de l'U.C.C. de la paroisse; M. Paul-Emile Desjardins, agronome du comté, et bon nombre de cultivateurs accourus de différentes paroisses de la région.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**. 1981, p. 140-141.

Malgré ces nouvelles intéressantes pour les agriculteurs de Lorrainville et du Témiscamingue, il n'en reste pas moins qu'ils vivent une importante période de transition tant sur le plan de l'industrie



laitière que celui de l'agriculture en général. La fermeture de la beurrerie de Lorrainville ne forme que la pointe de l'iceberg des transformations que subira le milieu agricole, dans les années à venir.

Le passage au lait entier et la modernisation, 1965-1990

À compter de 1965, l'industrie laitière connaît une période de changements marquants, passant de la transformation de la crème à la transformation du lait. Les nouvelles politiques agricoles du ministère de l'Agriculture favorisent cette conversion en faveur du lait de transformation. Cela amène les dirigeants de la Coopérative à planifier la construction d'une usine pour la fabrication du beurre, du lait en poudre par un procédé de pulvérisation, du fromage et de la caséine. Les démarches en ce sens vont bon train et reçoivent l'appui des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Par contre, la Société coopérative agricole éprouve alors des sérieux problèmes de liquidité pour mettre en œuvre son projet de construction d'une usine puisque le regroupement des coopératives locales n'a apporté que très peu d'argent dans les coffres.

À l'automne 1966, le ministère de l'Agriculture met sur pied le Comité de modernisation des usines laitières afin d'étudier la situation dans chaque région et de formuler des recommandations qui serviront de base à la nouvelle politique de l'État dans ce secteur. En août 1967, le gouvernement annonce son programme d'aide à l'industrie laitière. Une seule usine par région sera subventionnée, en particulier les usines qui produisent efficacement et économiquement. Au Témiscamingue, les deux beurreries soumettent leur candidature à ce programme d'aide. Toutefois, pendant l'année 1967, un grand nombre de producteurs laitiers ont délaissé la coopérative au profit de la Beurrerie Lafrenière, doutant des capacités des administrateurs de la coopérative à gérer aussi efficacement que l'entreprise privée, compromettant ainsi la survie de la Société coopérative. Les membres du Comité de modernisation concluent alors qu'il vaut mieux investir dans la Beurrerie privée que dans la Coopérative. Les dirigeants de la Coopérative négocient alors la vente de leurs actifs à la Beurrerie Lafrenière. Le 28 mai 1975, la coopérative est dissoute.

Parallèlement à la transition de la crème au lait, les producteurs agricoles de Lorrainville vivent d'autres changements majeurs. L'agriculture se spécialise davantage dans la production de lait, délaissant du coup l'élevage de porcs, moutons et volailles. Dans les années 1960 et 1970, une génération d'agriculteurs prend sa retraite, certains vendent leur ferme à un de leurs fils, d'autres, faute de relève, la mettent en vente. Leurs fermes sont achetées par des voisins qui doivent s'agrandir afin d'augmenter leur production laitière. Cette concentration des fermes engendre la nécessité d'acheter de la machinerie aratoire pour pouvoir faire les semences et les récoltes sur de plus grandes surfaces. Ainsi débute l'ère de l'industrie agroalimentaire et des fermes entreprises : le nombre d'agriculteurs diminue tandis que la valeur de leur ferme augmente considérablement. Le tableau suivant illustre le mouvement de spécialisation des fermes vers la production laitière. Les fermes des agriculteurs de Lorrainville se situent au-dessus de la moyenne régionale pour le nombre moyen de vaches laitières, qui est de 12, 14 et 22 vaches.

Le cheptel et les producteurs de Lorrainville, 1966-1976

Animaux	1966	1971	1976
Nombre de fermes	94	74	46
Moyenne de vaches laitières par ferme	17	18	24
Vaches laitières	1 586	1 336	1 123
Chevaux	33	33	-
Autres bêtes à cornes	1 636	1 449	1 332
Moutons	141	58	1
Porcs	634	236	9
Poules et poulets	1 669	1 074	617
Autres volailles	1 172	695	234

Source : Recensements canadiens, 1966-1976. Compilation : Marc Riopel.



La vente de la ferme

On avait une ferme laitière de 100 acres, on n'a jamais eu plus de 12 vaches. Mon mari, Henri Marleau, travaillait aussi pour la Municipalité du village, c'est Welly Gagné qui l'embauchait. Il réparait l'aqueduc et autres choses. On n'a jamais agrandi notre ferme, quand ils ont parlé qu'il fallait des réservoirs et autre machinerie, notre garçon se faisait instruire et les autres enfants étaient des filles, on a dit à notre garçon de continuer son éducation s'il ne voulait pas reprendre la ferme. On a vendu notre ferme en 1975 et on est parti en 1976. Mon mari n'aimait pas beaucoup le travail sur la ferme. On n'avait pas de machinerie, on avait un monte-balles. Henri travaillait pour la municipalité et moi au Magasin Vogue pour ma sœur, nos trois filles allaient à l'école au village. On a acheté notre maison au village et ça fait 30 ans qu'on est ici.

Source : Marie-Anne Cormier-Marleau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

La relève et la transmission du patrimoine agricole

Après mon mariage avec Solange Jolette, en 1947, j'ai pris la ferme familiale. Quand ma famille a grossi, j'ai été obligé de grossir ma ferme. J'ai acheté les terres au bout de ma ferme, qui appartenaient à M. Arsenault, ensuite la terre de Jérôme McFadden, après l'incendie de sa grange. On cultivait le foin, le grain, je semais des patates, un peu de tout. On vendait le porc à Timmins Packers, où il avait un abattoir, on en expédiait aussi par train à Montréal. Une année, j'en ai vendu 75. J'avais aussi des vaches, un troupeau de 30-35, au tournant des années 1970. Dans ce temps-là, tous les cultivateurs avaient la même production. En dernier, je n'avais plus de porcs, seulement des animaux à lait. J'ai vendu ma ferme à un de mes garçons, puis, plus tard, il l'a revendu à quelqu'un d'autre.

Source : Isidore Renaud. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 13 septembre 2006.

L'agrandissement de la ferme



Ferme Azarias et Jean Rocheleau

Source : Jean Rocheleau

Quand j'ai acheté la ferme de mon père, en 1949, il n'y avait pas de tracteur. J'en ai acheté un pas longtemps après, j'ai labouré seulement une fois avec des chevaux, je trouvais que ça n'allait pas vite! J'ai labouré 10 acres et ensuite, j'ai acheté un petit tracteur, avec une charrue. En dernier, j'avais quatre charrues sur le tracteur et j'avais trois tracteurs. Pour acheter la machinerie, je ne m'occupais pas du crédit

agricole. Pour acheter la ferme, j'avais un prêt, mais pour la machinerie, je l'achetais quand j'avais de l'argent et quand j'en avais besoin. Quand j'ai agrandi ma ferme, j'avais besoin de plus de machinerie. J'avais une moulange mobile, trois tracteurs, une batteuse, une andaineuse motrice, une presse à foin avec un lance-balles. Je n'ai pas fait d'ensilage, ça commençait quand j'ai vendu, en 1976. Avec ma machinerie, j'allais faire du travail chez les autres, j'allais presser, j'allais faire de la moulée, même jusqu'à l'autre bout du rang 6. J'avais une ferme laitière et j'ai toujours grossi



mon entreprise. En dernier, j'avais 700 acres de terre et 55 vaches à lait, quand j'ai vendu, et des petits animaux. Au commencement, j'avais juste ma ferme et, ensuite, j'ai acheté celle de Fortunat Montreuil, celle d'Adrien Desnommée, celle d'Alphonse Bernard, qui a été vendue par le crédit agricole, je l'ai gardée deux ans et sa veuve l'a rachetée avec son beau-père, Jos Bernard. J'en ai acheté d'autres, celle de Jos Brault, celle de Mantha et un lot à bois. J'ai commencé à acheter en 1972. Je produisais du lait et je le vendais à Laverlochère. J'ai vendu ma ferme en 1976.

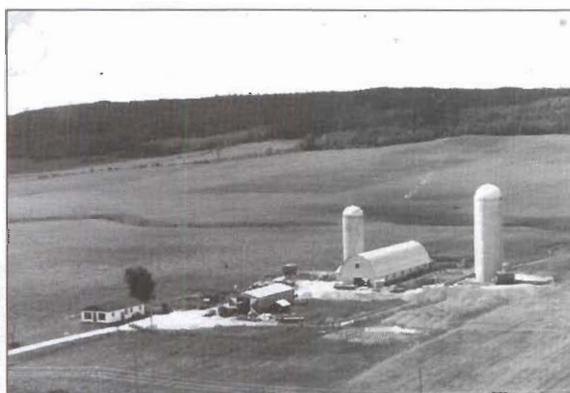
Source : Jean Rocheleau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

En 1976, Sylvio et Marie-Alice Lafond vendent leur abattoir au gouvernement du Québec. La Coopérative des agriculteurs l'acquiert ensuite et en fait également un centre d'encan de vente des animaux vivants. L'abattoir fonctionne bien quelques années, mais connaît par la suite des difficultés financières qui forcent ses dirigeants à fermer ses portes. De nouveaux projets sont actuellement à l'étude en vue de sa réouverture.

Dans les années 1970, une nouvelle génération d'agriculteurs s'implante à Lorrainville. Il s'agit, la plupart du temps, des fils qui reprennent la ferme familiale. Ces nouveaux agriculteurs se démarquent de la génération précédente en prenant la voie de la ferme entreprise, pratique encouragée par le ministère de l'Agriculture. Les productions agricoles restent essentiellement les mêmes que lors de la période précédente, mais l'accent se porte dorénavant sur la productivité et les rendements agricoles. L'agriculture devient alors une entreprise dont il faut gérer la croissance : l'achat des fermes voisines permet l'augmentation du troupeau et de la production, l'achat de machinerie de plus en plus sophistiquée et la diversification de la production agricole. Les fermes deviennent de plus en plus grosses et nécessitent plus de capital qui, en retour, doivent poursuivre leur expansion pour être rentables financièrement.

L'achat de terres et la diversification de la production agricole

Je me suis mariée en 1976, avec Gérald Champagne, et je reste sur une ferme depuis cette année-là. L'agriculture était alors assez mécanisée. Gérald et son frère René ont acheté la ferme de leur père, en 1973. Deux ans plus tard, nous étions quatre associés, avec René Champagne et Micheline, pour former la ferme Champagne et Frères. À cette époque, on avait un troupeau de 70 vaches et plus tard, on a grossi notre cheptel. À l'époque, on produisait uniquement du lait. La ferme comptait notamment des tracteurs, des presses à foin pour faire de la petite balle carrée qu'on montait manuellement dans le haut de la grange.



Ferme René et Gérald Champagne, 1974-1991

On engageait des jeunes pour ça et les journées de 2000 à 3000 balles engrangées étaient courantes. La traite était rendue mécanisée avec un système de pipeline et de trapeuses. Les vaches étaient dans l'étable chacune dans leur case, avec un carcan, et on se promenait avec des trapeuses et le lait s'en allait directement dans le réservoir de lait, sans aucune manipulation manuelle. Le camion de la fromagerie venait chercher le lait à la ferme. On a agrandi l'étable en 1980 et on a augmenté le troupeau à 100 vaches à lait, qu'on trayait, ce qui veut dire qu'on avait au-dessus de 150 têtes, incluant les génisses et les veaux. On a rajouté la production de bœuf, la finition de bouvillons autour de 1980. La plupart des agriculteurs avaient soit le bœuf, soit le lait. On a construit un parc d'engraissement pour 200 bouvillons. On



achetait les veaux à 500 ou 600 livres et on les rendait à la finition à 1200 livres et on les envoyait à l'abattoir de Lorrainville, formée en coopérative, dont René Champagne était le président. On expédiait aussi des bouillons à Saint-Hyacinthe et ailleurs, dans d'autres abattoirs. Ce qui a permis de rajouter du bœuf et de grossir le troupeau de lait, c'est l'achat de terres autour. Plus que tu as d'animaux, plus tu dois avoir de grandes superficies en foin et en céréales pour les nourrir. On a acheté les terres des gens qui n'avaient pas de relève et partaient vivre au village. [...] Quand on est parti en 1991, on avait 1000 acres de terre, donc on avait acheté 10 terres en majeure partie dans le Rang V.

Source : Andrée Loiseau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 13 septembre 2006.

Un coup d'œil au tableau suivant permet de constater la diminution du nombre de fermes à Lorrainville et au Témiscamingue, entre 1961 et 1996. Malgré la perte d'un nombre important de fermes, Lorrainville s'en tire mieux que l'ensemble de la région puisque la localité perd 66 % de ses fermes comparativement à 82 % pour le Témiscamingue. Fait à signaler, toutefois, le nombre de fermes augmente à Lorrainville, à compter de 1986.

Variation du nombre de fermes, 1961-1996

Année	Lorrainville	Variation	Témiscamingue	Variation
1961	113		1 790	
1966	94	-19	1 466	-324
1971	74	-20	1 016	-450
1976	46	-28	572	-444
1981	39	-7	518	-54
1986	33	-6	348	-170
1991	37	4	354	6
1996	38	1	322	-32
Variation totale		-75		-1 468

Source : Recensements canadiens, 1961-1996. Compilation : Marc Riopel.

Les divers changements énumérés précédemment dans l'agriculture se reflètent dans la description des fermes qui participent au concours du mérite agricole.

Henri McFadden, Lauréat de la décoration de chevalier, 1969

Dans le septième rang de Lorrainville monsieur Henri McFadden cultive depuis 1938 une centaine d'acres d'excellente terre argileuse que draine la rivière de la Loure. Ce domaine lui a valu la décoration de chevalier en 1964.

L'égouttement est généralement bon. On est à installer au fond d'une coulée un tuyau d'acier de trois pieds et demi de diamètre qui, une fois recouvert de terre, servira de ponceau et facilitera l'accès aux champs. Ce qui représente des frais de huit à neuf cents dollars.

Pour les grains et les prairies on pratique une courte rotation de trois ans. L'avoine Garry couvre 22 acres. Le 8 juillet, date de l'expertise, elle est propre, dense et uniforme. Dans les pâturages, fertilisés et cultivés selon un cycle de quatre ans, l'engazonnement est satisfaisant.

En 1968 le concurrent a abandonné l'élevage porcin sans augmenter la population bovine. Le troupeau compte aujourd'hui un taureau Holstein, 18 vaches et une quinzaine de jeunes. Le rendement des laitières s'établit aux environs de 7.500 lb. On vend la crème à une beurrerie. Le lait écrémé sert à l'alimentation des veaux.



Monsieur McFadden, qui jusqu'à ces toutes dernières années cultivait avec des chevaux, s'est défait de ces derniers pour acheter un tracteur équipé d'une charrue et d'une herse.

De l'extérieur les bâtiments ont belle apparence. L'installation de la vacherie est rudimentaire.

Avec son revêtement d'amiante, la maison ne manque pas de coquetterie. Ses abords sont soignés. Monsieur et madame McFadden ont une fille et quatre fils dont l'aîné est instituteur. N'entrevoiant pas qu'aucun de ses fils puisse prendre la relève, le concurrent, âgé de 63 ans, se prépare à vendre un bien qui l'a fait vivre confortablement avec sa famille depuis trente-et-un [sic] ans.

Source : Concours du Mérite agricole, 1969. p. 138.

Réal Roy, Lauréat de la décoration de Chevalier, 1974

Monsieur Réal Roy est un jeune homme de 29 ans; il n'avait que 22 ans quand il se porta acquéreur de la ferme de son père à Lorrainville. Des 352 acres qui forment son domaine, 220 sont labourables, 122 sont boisées et la[sic] incultes.

Le concurrent a déjà effectué d'importants travaux d'aplanissement afin de faciliter les travaux culturels. Les Juges ont aussi noté un excellent ponceau qui enjambe un cours d'eau derrière les bâtiments.

Les semis de 1974 comprennent 21 acres de grains mélangés (avoine-blé-orge), 12 de maïs, 4 d'un mélange avoine-pois, autant d'orge-pois et 3 de féverole. En général, les grains sont assez uniformes. La luzerne, que le concurrent utilise dans ses mélanges à prairies, commence à s'implanter. Les pâturages couvrent 65 acres; ils sont divisés en trois champs.

Toute la production des champs sert à l'alimentation d'un troupeau laitier de type Holstein qui compte 42 laitières et 22 jeunes. Pour les trois dernières années, le rendement moyen des vaches a été de 8,000 livres. Le lait est acheminé vers une usine de transformation à Laverlochère.

L'étable, bâtie l'an dernier, est une construction de 40' X 136' d'un seul étage où 44 bêtes adultes peuvent prendre place. Elle est flanquée à l'avant d'un silo de 20' X 60'. On y retrouve toutes les commodités courantes, y compris un pipe-line qui simplifie le travail au moment de la traite. On déplore cependant que l'entretien ne soit pas aussi suivi qu'on le souhaiterait.

L'investissement au chapitre de la machinerie représente une capitalisation assez lourde. Un bon atelier chauffé, où l'on retrouve les outils les plus courants, s'avère pratique et économique. La maison est méticuleusement entretenue. L'intérieur en a été rénové et pourvu des accessoires modernes. Madame Roy, mère de deux fillettes, en plus de prêter main-forte à son mari, assume l'entretien du potager et s'occupe de la comptabilité. Son époux est administrateur de l'UPA du nord-ouest québécois.

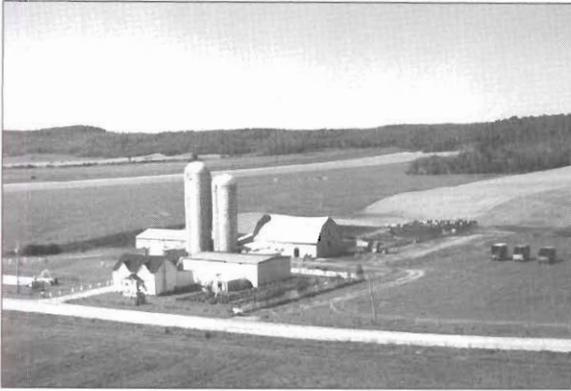
Source : Concours du Mérite agricole, 1974. p. 196-197.



Ferme Réal Roy, avant l'agrandissement
Source : Rollande Gagnon



Réal Roy et Liette Bélanger-Roy, Lauréats de la Médaille d'Or, 1984



Ferme Réal Roy, après l'agrandissement

Source : Rollande Gagnon

Statut: Ferme familiale, achetée en 1967

Cultures: - superficie cultivée, 128 ha; totale, 212 ha; - drainage souterrain: 94 % souterrain orge, 52 ha; blé, 16 ha; luzerne pure, 30 ha; prairies, 40 ha. TROUPEAU: Holstein, 15 % de race pure 52 vaches, 60 jeunes sujets. Moyenne de production: 6 390 kg, 131, 132. Insémination artificielle: 100% Quota: 110 L/j 10841 kg m.g./an. Contrôle laitier: P.A.T.L.Q. - Officiel

Commentaires du jury: Réal et Liette Roy sont de très bons administrateurs. Établis sur des terres fertiles, ils développent leur entreprise en conservant un juste équilibre entre

les différents secteurs d'exploitation. Ils privilégient la production totale du troupeau, sans toutefois négliger la productivité moyenne. Leurs derniers investissements ont visé à favoriser la mécanisation des opérations. L'an dernier, le troupeau a souffert du I.B.R. Les répercussions se font encore sentir et cela les oblige à envisager le changement de plusieurs vaches par des taures. Ces perturbations affectent indéniablement la production moyenne.

Le drainage souterrain remplit sa fonction de façon étonnante. Malgré la mauvaise saison, les plantes ne souffrent pas de surplus d'eau. Les bâtiments sont sobres et fonctionnels. L'efficacité de la main-d'œuvre est remarquable; cultiver 128 ha et traire 52 vaches n'est pas une mince tâche lorsque les responsables font face à la maladie sur une base quotidienne. Leur amour pour la profession leur permet toutefois de surmonter ces difficultés. Les propriétaires ont doté leur entreprise de méthodes appropriées de contrôle.

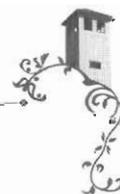
La ferme est autosuffisante en grain, lequel est transformé sur place grâce à un système de mouture fixe. L'installation de ce système respecte la nécessité de diminuer le travail physique. Réal a érigé 4 silos pour entreposer les céréales. Cet investissement s'est rentabilisé très rapidement. Le contrôle laitier indique que le coût des aliments représente 43% des ventes brutes en lait.

Une fosse à fumier récupère la principale source d'amendement. En effet, peu d'engrais servent aux productions végétales. Produire extensivement s'explique par la facilité d'acquérir de la terre à bon prix.

La culture des céréales exige un nettoyage systématique des mauvaises herbes. Le chiendent fait une lutte sérieuse aux céréales et à la luzerne. Les animaux révèlent un gabarit trop faible. Les ensilages de foin ont souffert des pluies et ont été ensilés à un degré trop élevé d'humidité.

L'enthousiasme dont les enfants font preuve face au bon fonctionnement de l'entreprise familiale se reflète dans les détails. On remarque près de la maison une petite serre, un grand jardin et une piscine favorisant la création d'un milieu de vie agréable. La raison sociale de l'entreprise est Belroy.

Mme Liette Bélanger-Roy résume très bien l'atmosphère familiale lorsqu'elle déclare qu'ils ne voient pas où ils pourraient vivre en dehors de leur entreprise. Les trois filles des Roy semblent partager entièrement ce point de vue.



Source : Concours du Mérite agricole, 1984. p. 34.

Le tournant du 21^e siècle réserve encore de nombreux changements en agriculture, à Lorrainville comme ailleurs au Québec.

La diversité des productions, 1996-2007

Selon le recensement canadien de 2001, Lorrainville compte 40 fermes. Elles ont suivi le chemin de la diversification entrepris à la période précédente. Conséquemment, on retrouve à Lorrainville la production laitière, bovine, porcine, ovine et céréalière, contrairement à certains villages témiscamiens où il n'y a que la production laitière. Les grandes cultures céréalières occupent désormais beaucoup de place sur les terres agricoles de Lorrainville. Par exemple, le plus gros producteur céréaliier de Lorrainville, la ferme Les Prés d'or, produit annuellement 1 200 acres de céréales, dont le blé à consommation humaine et l'avoine à gruau, en plus de 600 acres de foin. Cela s'explique notamment par l'augmentation du prix des quotas de lait et des investissements importants que nécessite la production laitière ainsi que par le désir de certains producteurs de se tourner vers de nouvelles productions moins exigeantes.

La production céréalière

Pour la production céréalière, ce qui s'est développé principalement sur notre ferme à Lorrainville, c'est le blé de consommation humaine et l'avoine à gruau. Mon père [Gérald] est un pionnier dans ce domaine. Il est allé chercher des variétés de blé que les minoteries recherchent pour faire de la farine, il les a prises dans l'Ouest canadien, il a fait de la recherche à ce sujet, et il les a implantées ici, au Témiscamingue, et après le reste du Québec a suivi. Donc les principales cultures céréalières à Lorrainville, le blé de consommation humaine, l'avoine à gruau, et ce qui a pris passablement de place dans les dernières années, le maïs à ensilage, le maïs-grain qu'on ne voyait pas du tout au Témiscamingue il y a une dizaine d'années. Il y a des variétés de maïs qui sont acclimatées à notre région, et ont été développées pour notre région. Le maïs à ensilage prend de la place, le maïs-grain beaucoup moins. On parle aussi de la culture d'orge qui est aussi dominante en région pour nourrir les troupeaux, c'est une bonne céréale pour atteindre l'auto-suffisance lorsque tu as un troupeau. Lorsqu'on parle de céréales commerciales, c'est plus le blé et l'avoine qui sont les principales céréales vendues au Québec. Les petits silos de tôle servent pour la production céréalière, tandis que les gros silos en béton servent pour le foin.

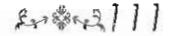
Source : Marc Champagne. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 15 septembre 2006.

La transformation sur la ferme de la production constitue une autre tendance qui se dessine et qui pourrait représenter un complément fort viable aux productions actuelles. L'ouverture d'une fromagerie par la Ferme au Village, en 1996, s'inscrit dans ce mouvement novateur de l'agriculture lorrainvilloise.

Le Fromage au Village

En 1990, Christian Barrette et Hélène Lessard ont fait l'acquisition d'une ferme laitière. Il s'agissait de la ferme familiale « Barrette ». Quatre générations de Barrette en ont été propriétaires. Après quelques idées de transformation à la ferme, le choix se porte sur une fromagerie artisanale. Le 26 septembre 1996, la fromagerie est ouverte. À ce moment, uniquement le lait produit à la ferme est transformé en fromage en grains. Le fromage en grains frais est distribué localement.

En 1998, après un peu plus d'un an d'essais, on est enfin prêt à commercialiser Le Cru du Clocher. La distribution commence à travers l'Abitibi-Témiscamingue. Quelques mois plus tard, débute notre association avec Plaisirs Gourmets. Grâce à cette



association Le Cru du Clocher est disponible aux boutiques spécialisées du Québec.

Mais le 18 décembre 1999, le malheur frappe: un incendie ravage l'étable et une partie du troupeau. Quoi faire pour obtenir du lait à court terme? On décide alors d'utiliser le lait de certains de nos voisins. La sélection se fait en fonction de l'alimentation offerte aux vaches et en fonction de la qualité microbienne du lait. Après un délai permettant la « validation » du lait, nous pouvons de nouveau produire Le Cru du Clocher.

Le Cru du Clocher est fabriqué avec du lait cru (non-pasteurisé et non thermisé) à partir de laits sélectionnés. Le lait est ensemencé avec une toute petite quantité de ferments lactiques. Ainsi une place plus importante est laissée à la flore naturelle du lait. Pour transformer le lait en fromage, nous ajoutons les cultures bactériennes, la présure et le sel. Uniquement ce qui est indispensable est ajouté. Après la fabrication, ce cheddar est affiné pendant 180 jours. Son goût est mi-fort et sa texture est onctueuse. Le Cru du Clocher offre une excellente sensation en bouche. Le Cru du Clocher rappelle les cheddars fabriqués voilà 90 ans lorsque qu'il y avait une fromagerie par village...

Source : Christian Barrette et Hélène Lessard. **Historique de la Ferme au Village.** [s.d.].

Dans le domaine des nouvelles productions, une porcherie entre en activités à Lorrainville, non sans avoir soulevé la controverse dans le village. Après des sessions d'information, les promoteurs peuvent aller de l'avant avec leur projet.

Une porcherie à Lorrainville

En 2000, on a ajouté la production porcine aux productions laitières et céréalières. Au début, on livrait nous-mêmes nos porcs à l'abattoir de Lorrainville. On achetait nous-mêmes les porcs, sans être intégrés à un groupe. On allait chercher les porcelets à Louiseville, mais, on a eu des problèmes d'approvisionnement. Le taux de change a fait que c'était plus payant pour les producteurs de vendre les porcelets aux Américains et il n'en restait plus pour les autres. J'ai été un bout de temps avec la bâtisse au tiers de sa capacité. Quand Palmarolle a démarré et Noragri s'est formée, ça nous a incités à signer un contrat avec cette coopérative. Noragri, c'est le regroupement des trois coopératives de la région, celles de Ville-Marie, La Sarre et Amos. Noragri achète les porcelets de la maternité à Palmarolle et nous les amène ici. Les porcelets arrivent ici entre 25 et 27 kilos. Nous, on les engraisse, s'en occupe, les pèse et, lorsqu'ils sont prêts, on les expédie à l'abattoir à Saint-Esprit. Notre porcherie a une capacité de 1000 porcs et, étant donné qu'il y a une rotation de trois porcs par année, nous avons une capacité de production de 3000 porcs annuellement. Présentement, j'en ai 850 dans la porcherie. C'est une belle production, le porc, parce que ce n'est pas aussi accaparant que les vaches à lait. Tu fais la tournée le matin, ça prend 1 h 30, tout le reste se fait mécaniquement, la distribution de la moulée, le nettoyage, etc. Il s'agit de vérifier s'il n'y a pas de porcs malades et, dans ce cas, de les isoler. Nous avons la plus petite porcherie en région, les autres ont 1200 porcs, 1500 porcs, celle de Fugèreville compte 2000 porcs. La période la plus intense c'est lors de la pesée, il ne faut pas attendre qu'ils soient rendus trop gros, puisqu'ils changent alors de catégorie. Dans le dernier mois, on les pèse à toutes les semaines. À l'intérieur d'un mois, on vide la porcherie. L'idée d'ouvrir une porcherie à Lorrainville a été difficile à faire passer, même si on reste à 6 km du village. Les gens avaient des craintes, notamment pour la



L'entreprise Fromage au village

Source : Christian Barrette



senteur, et tout ce qui se véhicule de négatif sur les porcheries. Mais on fait attention : par exemple, on va attendre qu'il y ait apparence de pluie avant d'épandre le lisier, pour que l'odeur parte plus vite. C'est notre matière première pour engraisser le sol.

Source : Andrée Loiselle. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 13 septembre 2006.

Terminons cette histoire de l'agriculture en soulignant les principaux défis qui se posent en ce début de 21^e siècle. La relève agricole constitue un des plus importants défis à relever, notamment dans le contexte des fermes entreprises. La reprise de la ferme familiale par un des enfants constitue la norme lors de la vente de l'entreprise. Il s'avère extrêmement difficile de partir à zéro une entreprise agricole tellement l'investissement de base est élevé.

La relève agricole

Maintenant, on retrouve une relève qui vient du milieu agricole, mais aussi une relève de type urbaine, non-apparentée au milieu agricole, et qui veut s'y établir. Le transfert de l'entreprise agricole, c'est relativement facile quand une entreprise n'est pas trop endettée, ou si la retraite a été planifiée à long terme par les parents. Lorsqu'on part de zéro, on part de très loin. Dans le milieu agricole, avant de générer 1 \$ de revenu, il faut y investir annuellement 6-7 \$. Reporté dans le temps, ça prend six ans avant d'avoir une année de revenu décent. Aujourd'hui, on revit l'époque où les agriculteurs devaient monter dans le bois, l'hiver, par nécessité, pour venir à bout de démarrer leur entreprise agricole ; il faut un revenu extérieur pour réussir à faire les paiements. Cela a beaucoup changé, si on remonte en 1973, la génération de mon père, la plupart des gens achetaient la ferme au complet avec 20 vaches, 20 kilos de quotas, un ou deux rouleaux de terre, ils la payaient 60 000 \$ [ce qui représente environ 300 000 \$ en 2007 MR] et démarraient immédiatement. Aujourd'hui, ce n'est plus ça, 200 acres de terre, ça vaut facilement 100 000 \$, tu rajoutes la machinerie, 20 kilos de quotas à 32 000 \$, donc on parle de 600 000 \$, on est rendu facilement à 1 million \$ pour environ la même infrastructure qu'il y a 35 ans. Ça prend beaucoup de volonté.

Ce qui a beaucoup changé en matière de relève, c'est l'éducation des jeunes en agriculture. On est passé d'une relève peu formée à une relève de plus en plus formée et spécialisée en agriculture. C'est une bonne chose pour le futur de l'agriculture.

En 2005, le gouvernement du Québec a adopté une politique d'établissement des jeunes. Les fédérations de producteurs mettent en place des programmes d'établissement de la relève. À Lorrainville, c'est principalement de père en fils ou fille que la ferme se transmet. Il y a aussi de plus en plus de relève féminine, ici et ailleurs au Québec.

Source : Marc Champagne. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 15 septembre 2006.

Par ailleurs, la protection de l'environnement constitue un défi important en agriculture. Il y a une préoccupation grandissante parmi les agriculteurs de poursuivre leur production et leur développement dans le respect des normes agroenvironnementales. La mondialisation pose de nombreux défis aux agriculteurs, comme décrit précédemment. Enfin, selon plusieurs agriculteurs, la transformation sur la ferme des produits récoltés constitue une voie à suivre pour assurer la survie de cette industrie essentielle à l'économie de Lorrainville.

3. Les commerces et les services

Le village de Lorrainville s'impose rapidement comme une place de commerces au Témiscamingue. Dès les années 1930, de nouveaux commerces voient le jour tandis que d'autres se dévelop-



pent considérablement. Lorrainville se démarque par l'importance de ses commerces régionaux, devançant même Ville-Marie sur ce plan, sa vieille rivale et centre de services du Témiscamingue. Dans les années 1960, un mouvement de spécialisation des commerces se met en place, dont l'élan et la vigueur seront durement affectés par la crise économique du début des années 1980. La situation se rétablit graduellement, malgré la perte de nombreux commerces. Encore aujourd'hui, Lorrainville occupe une place importante dans le secteur commercial au Témiscamingue.

L'époque du magasin général et l'évolution des commerces

Jusqu'aux années 1960, c'est la belle époque du magasin général à Lorrainville. Ces commerces offrent tous les produits d'utilité courante pour tous les types de consommateurs. Les agriculteurs y trouvent de la moulée pour leurs animaux, les sous-traitants forestiers des marchandises pour les chantiers, les gens du village nourriture, vêtements et accessoires de toutes sortes. Dans les années 1940, Lorrainville compte trois gros magasins généraux, tous sur la rue Notre-Dame : celui de Léonard Bellehumeur, situé sur le coin de la rue de l'Église, en face de l'église; celui de Ferdinand Baril, acheté de Pacifique Plante en 1940, qui s'élève au centre de la rue et en face de l'hôtel; et celui d'Alphonse Clermont, au coin de la rue Saint-Joseph.

Les magasins généraux de Lorrainville

Mercredi, 26 janvier 1966, p. 39. Le 70^e anniversaire de fondation du magasin Léonard Bellehumeur sera célébré bientôt. C'est un pionnier parmi les établissements commerciaux de cette partie du Témiscamingue.



1^{er} Magasin Bellehumeur, vers 1912, magasin repris par les deux fils de Joseph, dit Pit Bellehumeur, Joseph-Hervé et Sylvia.

Le commerce fut fondé en mars 1896 par M. Joseph Bellehumeur, grand-père du propriétaire actuel. Il était tenu dans la maison privée, à l'endroit où se trouve actuellement la lingerie de Mme Victor Farley. La population était alors de quelque 20 familles. Le magasin actuel fut construit par son fondateur en 1907. Les propriétaires successifs furent ses fils, Joseph junior, Sylvio puis Léonard. Au décès de ce dernier, le commerce était transféré à son épouse, puis à son fils, M. Paul-Émile Bellehumeur, propriétaire actuel. Ce commerce qui compte 5 employés, est l'un des plus importants magasins généraux de cette partie de la région.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**. 1981, p. 177.

Le gros commerce du temps c'était le magasin général de Léonard Bellehumeur, il vendait tout ce qu'on avait de besoin pour les cultivateurs. Il avait tous les produits à vendre : des moulées, du linge, de la grocerie. Il y avait aussi Alphonse Clermont, au coin, à la place de Roger Bellemare [aujourd'hui la garderie], qui avait un magasin-général où on trouvait de l'épicerie, de la viande, mais il n'avait pas de moulée. C'était une grosse épicerie.



2^e Magasin Bellehumeur, bâti en 1907 par Joseph, dit Pit Bellehumeur mais surtout exploité par Léonard Bellehumeur, son fils



Source : Gérard Baril. **La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 28 juillet 1986.

Comme commerces, c'étaient des marchands en général. Les plus gros marchands, c'étaient le magasin Bellehumeur au coin, ensuite M. Alphonse Clermont. Mon père faisait tous ses achats-là, surtout pour aller au chantier. C'était pas mal les deux seuls magasins qu'il y avait à Lorrainville dans les années 1930.



Magasin Pacifique Plante

Source : Lucien Barrette. **La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 8 août 1986.

Pacifique Plante avait un magasin général et il vendait des vêtements aussi. C'est lui qui a fait construire la grosse bâtisse [aujourd'hui Mercerie Quatre-Saisons et Créations Vogue]. Il a ensuite vendu à Ferdinand Baril. C'était une des plus grosses maisons de la Grande Rue, avec celle de Léonard Bellehumeur.

Source : Rémi Baril. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

Les commerces et services en 1937

Jeudi 28 octobre 1937, p. 6. On y trouve aussi une banque, un médecin, un dentiste, un opticien, neuf marchands, trois entrepreneurs charpentiers, deux garagistes, un entrepreneur de pompes funèbres, un restaurant, un salon de coiffure, un boulanger, un sellier, un cordonnier et deux forgerons.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville.** 1981, p. 11.

Parallèlement à ces gros commerces, il existe nombre de petits commerces offrant des services spécialisés, dont certains disparaissent et d'autres apparaissent, à la suite de l'évolution de la société et de la technologie. Les témoignages et coupures de presse suivantes fournissent des exemples éloquentes sur l'évolution des activités commerciales de Lorrainville.

Welly Dubé, épicier-boucher

À la fin du printemps 1932, Welly [Dubé] revient du chantier. Contrairement à plusieurs de ses compagnons de travail, [...] Welly s'est amassé un petit capital qu'il entend utiliser afin d'exercer un nouveau métier. Il voit son père usé et vieilli d'avoir toujours travaillé dans des conditions difficiles comme journalier, soit dans les chantiers ou sur des fermes et se promet de faire les choses autrement avec en poche ses économies, une quatrième année et beaucoup de détermination.

Le 13 juillet 1932, Welly épouse Claire McFadden à Lorrainville et le couple s'installe dans un logement au village. Welly ne retournera plus au chantier. Il rencontre un oncle de Claire, Hormisdas Dubois, qui possède un commerce de viande à Lorrainville et qui écoule ses produits au marché d'Haileybury. Welly s'associe avec cet oncle qui



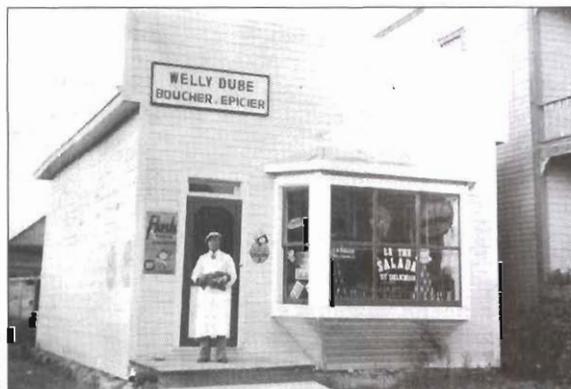
Garage Laforest, en 1932
Source : Réal Laforest



l'initie au métier de boucher. [...]

Ayant bien appris les rudiments de ce nouveau métier, Welly achète le commerce le 3 février 1934 pour la somme de 1500 \$ [l'équivalent de 23 000 \$ en 2007] et le transforme graduellement en marché d'alimentation. [...] Il l'agrandira à deux reprises, avant de le vendre à Cyril Boufin, en 1971.

[...] Welly réussi [sic] à convaincre Hormisdas Dubois de lui vendre la maison voisine du magasin. Donc le 21 octobre 1937, il achète cette maison au prix de 1325 \$ [l'équivalent de 19 300\$ en 2007] et y emménage sa famille.



Magasin Welly Dubé à la fin des années 30

Source : Gilles Dubé. **Le livre de la famille Dubé**. 2001, p. 31-33.

Métier : boulanger



Boulangerie Octave Beaubien, à l'arrière et Restaurant Alfred Paquin, à l'avant, en 1934. La boulangerie est achetée par Alfred Paquin à la fin des années 30.

Mes deux oncles, Viateur et Lucien Baril, ont parti une boulangerie, dans les années 1925-1930. Ils l'ont exploitée pendant 4-5 ans. Ils vendaient principalement leur pain au village en passant de porte en porte, avec un cheval et une petite brouette. Ils l'ont vendue à Octave Beaubien qui l'a dirigée quelques temps. Alfred Paquin achète la boulangerie et il l'a ensuite transmise à son fils Albert (communément appelé Tom). Albert Paquin opérait un restaurant parallèlement à la boulangerie. Il a laissé ce commerce, la compétition de la boulangerie Héroux de Ville-Marie était trop forte.

Source : Rémi Baril. **Le centenaire de Lorrainville**. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 11 septembre 2006.

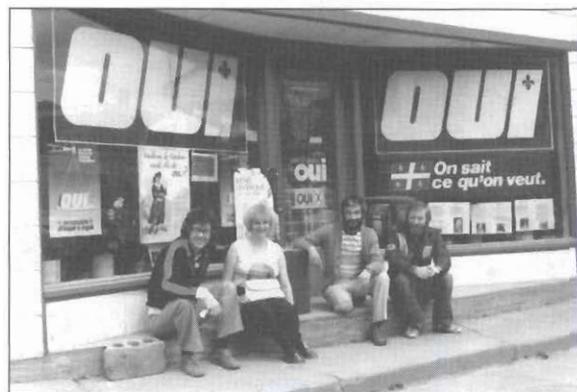
Le laitier du village

Quand j'étais jeune, Joséphat Baril était le laitier du village. Après lui, Gérard Bernèche a pris la relève en quelque sorte. Ils avaient leurs animaux. Joséphat Baril restait où demeurait Bruno Vachon, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, et il avait une grosse étable avec 10-12 vaches. Il allait faire pacager ses vaches chez les vieux Laverdière, où demeure Roland Jollette aujourd'hui, il y amenait ses vaches le matin et les ramenait le soir pour les fraire. L'hiver, les Laverdière lui vendaient du foin. M. Baril n'avait pas de terre, mais il vivait avec ça. D'autres au village gardaient des vaches et vendaient le lait aux voisins. C'était du lait nature, non-écrémé. Le lendemain matin, les gens enlevaient la crème et la gardaient pour la manger avec d'autres choses.

Source : Rémi Baril. **Le centenaire de Lorrainville**. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 11 septembre 2006.



Le magasin Farley



Magasin Victor Farley, en 1980, alors que le local est loué pour le référendum sur la souveraineté du Québec-Sylvio Fortin, Marcelle Farley, Jean-Yves Fortin et Claude Farley
Source : Lucille Farley

Au départ, Léonie Laverdière, ma mère, entreprend des études en commerce en 1925. Elle obtient deux diplômes, dont l'un en commerce et l'autre en sténographie bilingue. Ces certificats seront le début d'une longue aventure... qui durera 38 ans.

Peu avant son mariage, Léonie possède un petit commerce. Elle vend des bouts de tissu, ce qu'on appelle magasin de coupons. Sa mère, Annie Michaud, lui aide financièrement à partir en affaires. En 1937, lors de son mariage avec Victor Farley, le commerce est installé dans leur modeste loyer. En 1939, mes parents font l'acquisition de leur maison qu'ils occuperont jusqu'à leur décès. L'ancienne propriétaire, Madame Élisa Lévesque Leblanc, possède elle aussi un petit magasin

de tissus dans sa maison. C'est ainsi que mes parents deviennent propriétaires, fusionnant du même coup les deux commerces.

Mon père, habile menuisier, rénove la maison et agrandit le magasin. Peu à peu, les tissus font place à une diversité de produits. En effet, on acquiert de nouvelles marchandises : vêtements pour dames tels que robes, manteaux, chapeaux, chandails, bas, sous-vêtements, corsets, soutiens-gorge. Puis, on ajoute de nouveaux inventaires : des souliers et des bottes pour femmes et enfants ainsi que des vêtements de bébés et enfants. Au fil des ans, l'on additionne d'autres nouveautés : draps, serviettes, débarbouillettes, nappes en tissu ainsi qu'un assortiment de cadeaux et de jouets de toutes sortes. Quelqu'un a besoin de fils à coudre, fils à broder, de serviettes hygiéniques? On peut se procurer tous ces articles au magasin Farley. Mon père apporte aussi son style. En plus de construire des écoles, il vend du prélat, des « carpettes ». Qui n'a pas entendu parler du magasin Farley au Témiscamingue ? Tout le monde connaît le magasin Farley. [...]

Peu après la mort de mon père en 1975, ma mère, supportée par ses enfants, liquide la marchandise en juillet de la même année, afin de profiter d'une retraite heureuse. Le local est loué à la coopérative alimentaire durant deux ans. Après le décès de ma mère, en 1979, on loue le local au comité du OUI lors du référendum de 1980. Peu de temps après, les enfants vendent l'édifice à Messieurs Martial Beaudoin et Bruno Leblanc. [...]

Source : Lucille Farley. **Historique du magasin Farley situé sur la rue Notre-Dame-Est.** 2007.



Intérieur de la forge Charles-Hector Lacasse

De forgeron à rembourreur

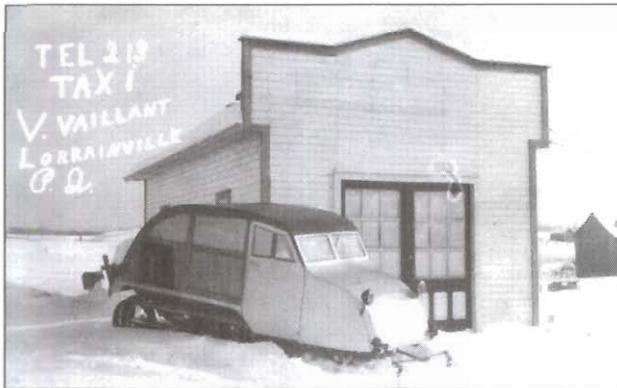
Charles-Hector Lacasse était forgeron, comme son père avant lui. Après la diminution du nombre de chevaux, Charles-Hector est allé apprendre le métier de rembourreur de son beau-frère, Roger Gauthier, marié à sa soeur Annette. Charles rembourrait les meubles, faisait des fauteuils, il faisait de tout, des matelas, réparait les matelas. Ils sont partis de Lorrainville en 1966.

Source : Marie-Anne Cormier-Marleau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.



Boutique de forge Edmond et Charles-Hector Lacasse
Source : Isabelle Massicotte

Le taxi à l'époque des chevaux et des snowmobiles



Garage Victorin Vaillant et service de taxi (snowmobile)

Victorin Vaillant avait une station service et était un bon mécanicien. Il avait aussi un snowmobile. Arthur Guimond en avait un lui aussi, c'était en fait un taxi qui pouvait embarquer 12 personnes. L'hiver, on voyageait aussi en cutter, un véhicule d'hiver tiré par des chevaux, et on s'habillait avec des buffalos et on faisait chauffer des briques aux pieds pour ne pas avoir froid. On se rendait à Fugèreville et à d'autres places.

Source : Marie-Anne Cormier-Marleau. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 11 septembre 2006.

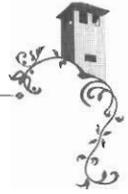
De nouveaux types de commerces

Jeudi, 29 sept. 1949, p. 6. M. Marcel Dupuis vient d'ouvrir un commerce au sous-sol du magasin général de M. Albert Baril. M. Dupuis se spécialise dans la vente d'accessoires électriques de marque renommée et des plus modernes. [Rappelons que l'électrification rurale se fait en 1947].

Mardi, 22 février 1955, p. 6. Léonard Denis et Fils, de Judge, Ont., s'est porté acquéreur de la propriété de feu M. Louis Farly, qui ouvrira dans la paroisse une succursale de machines agricoles.

M. Raoul Dubé est de retour de Québec où il fut l'invité de la Compagnie L'Islet dont il est représentant au Témiscamingue, pour l'installation des systèmes de chauffage.

Jeudi 14 déc. 1961, p. 1. Le deuxième commerce de pharmacie de la région vient



d'ouvrir ses portes. Il s'agit de la Pharmacie Lorrainville Enrg. L'établissement est tenu par M. et Mme Georges Scrive, anciens résidents [sic] de Ville-Marie qui ont maintenant élu domicile sur le lieu de leur commerce. M. Scrive cependant continue son emploi d'imprimeur à l'Imprimerie du Témiscamingue à Ville-Marie. Le nouveau commerce est situé près du théâtre. Nul doute qu'il sera le bienvenu parmi la population, surtout celle des localités dont il se rapproche. Il sera le seul concurrent dans son domaine à l'établissement en opération à Ville-Marie. Bienvenue et bon succès.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. Lorrainville. 1981, p. 85, 116, 139-140.

La Compagnie d'assurance Mutuelle

La Frontière, jeudi 25 octobre 1962, section spéciale. La population de Lorrainville est la suivante: 950 âmes dans le village et 740 âmes dans la campagne. Le bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du Témiscamingue a établi ses bureaux-chefs à Lorrainville. Cette société a été fondée en 1901. Le président actuel est M. Lionel McFadden; M. Marcel Raymond est vérificateur et M. Victor Boutin est secrétaire.

La Compagnie détient actuellement 1,759 polices en forces [sic] pour un total de polices en vigueur de \$7,522,157.

Lorrainville peut jouir des services d'une buanderie Coopérative, d'une Caisse Populaire, d'une succursale de la Banque Canadienne Nationale, d'un cinéma, d'un entrepôt frigorifique, d'un hôtel, de trois bons restaurants, de deux garages et de sept stations de service.

Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**. 1981, p. 6.

La plupart de ces commerces ont pignon sur rue sur une artère commerciale bien délimitée, sur la rue Notre-Dame, également appelée la rue Principale, entre la rue de l'Église et la rue Saint-Joseph.

La rue Notre-Dame, l'artère commerciale



Restaurant et barbier Louis Rocheleau

Dans les années 1940 et 1950, Lorrainville était un village assez actif, il y avait beaucoup de commerces. La majeure partie était des commerces régionaux, beaucoup de clients venaient des paroisses environnantes. Sur la rue Notre-Dame, la rue principale, les commerces se suivaient presque d'un bout à l'autre de la rue et il y avait également une belle variété de commerces. Le commerce était bon à Lorrainville, très actif. Sur le côté nord de la rue principale, il y avait le gros magasin

général de Léonard Bellehumeur, il avait des produits en alimentation, de la moulée pour les animaux qu'il recevait par train, des vêtements, etc.; voisin, il y avait le restaurant Paquin qui comprenait aussi une grosse boulangerie, c'était son travail principal, et sa femme s'occupait du restaurant; il y avait ensuite le magasin Farley, puis le restaurant-barbier Rocheleau avec une table de pool, c'était le lieu de rassemblement des jeunes; après, il y avait le garage Guimond qui était dépositaire des autos Dodge. Si on continue, il y avait l'Hôtel Moderne, malgré la prohibition, beaucoup de



gens couchaient là, dont des représentants de commerces, certains arrivaient par train avec leurs échantillons. M. Auguste Jodouin allait à la gare et amenait les gens qui voulaient venir au village. Plus loin, il y avait le magasin Gauthier, un magasin de vêtements pour dames. De l'autre côté, il y avait moins de commerces, c'était des résidences. Sur le côté sud, il y avait la quincaillerie d'Albert Baril, des articles de quincaillerie et de cadeaux; il y avait la Banque nationale qui était dans la même bâtisse, c'était la Banque où la majeure partie des commerces de l'extérieur de Lorrainville faisaient affaire; à cette époque, la caisse populaire n'était pas organisée pour offrir des services aux commerces, telle la marge de crédit. Le crédit était très difficile à obtenir à cette époque, les banques préféraient avoir des dépôts que des emprunts! Après ça, il y avait le magasin Raoul Dubé, qu'il avait acheté de Mme Baribeau qui, elle, tenait une maison de chambres. Raoul l'a transformée en magasin de meubles; il a construit son magasin en deux parties, en 1955, la partie avant et en 1958, il a défait la grosse bâtisse pour agrandir son magasin de meubles. Le magasin suivant, c'était celui de mon père, Welly Dubé, il y avait une résidence à côté, puis l'épicerie-boucherie. Après, il y avait le magasin général de Ferdinand Baril qui vendait de la moulée pour les animaux dans le hangar à l'arrière, de l'épicerie, des vêtements, de la quincaillerie. Il l'a eu plusieurs années et l'a vendu à Patrick Riopel qui l'a transformé en mercerie pour hommes, c'était une autre spécialisation qui se faisait à l'époque. Au coin, il y avait le magasin de M. Clermont, c'était un magasin général, mais plus orienté sur l'épicerie. Albert, le fils de M. Clermont, a tenu ce commerce quelques années, et il l'a fermé vers le début des années 1960.



Hôtel Moderne

Source : Alcide Dubé, **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.**
12 septembre 2006.

À cette époque, le village s'étend sur un espace plus restreint que celui d'aujourd'hui. Des terres agricoles l'entourent, paysage qui change considérablement après le développement domiciliaire des années 1970.

Le village dans les années 1950

À cette époque, le village était beaucoup plus petit qu'aujourd'hui. Du côté nord, sur la rue Saint-Joseph, la dernière maison était celle de Ben Richard, ensuite c'était le champ. Il y avait l'abattoir de M. Lafond, mais le reste n'était pas développé. Même chose du côté sud, la ferme de Lucien Bellemare marquait la fin du village. La rue Laval-lée n'existait pas non plus, c'était la ferme de Philippe Lavallée. Tout le long de la rue Principale, il y avait des commerces. Il y avait deux magasins de meubles, le magasin Legaré et celui de Raoul Dubé, il y avait deux épiceries, il y avait aussi deux garages, Bellehumeur vendait des Pontiac, Guimond des Chrysler. Aujourd'hui, il n'en reste plus beaucoup. Le commerce n'est pas facile au Témiscamingue, aujourd'hui, la population du Témiscamingue a diminué



Magasin Raoul Dubé



Intérieur du magasin Raoul Dubé, vers 1950

depuis ce temps, donc c'est plus difficile pour les commerces.

Source : Andrée Jollette. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.** 12 septembre 2006.

Il existe également d'autres commerces d'envergure à Lorrainville à cette époque, que ne mentionnent pas ces extraits d'entrevues et documents d'époque. Donnons comme exemple l'agent Esso Anicet Dupuis, situé sur la rue de l'Église, qui possède, en 1949, trois camions de transport d'essence et de mazout. Ces camions servent aux livraisons aux clients et aussi pour le transport des produits qui arrivent alors par train. Également,

Eddy et Florian Guimond possèdent un atelier de carrosserie situé sur la rue Gauvin, à proximité de l'agent Esso. Dans le domaine de la construction, la compagnie Jollette et Mercier s'avère une entreprise importante sur la scène locale et régionale. Un incendie détruit l'édifice en 1961 et les pertes se chiffrent alors à 48 000 \$, ce qui représente environ 350 000 \$ en 2007. Ce commerce s'élève sur l'emplacement actuel des Matériaux Syrica. De l'autre côté de la rue, Arcade Plante possède un garage qu'il exploite sous la bannière de Plante Sécurité au début des années 1960. Lorrainville compte également plusieurs salons de coiffure, appelés à l'époque, salon de beauté. Une succursale de la Banque Canadienne Nationale ouvre ses portes à Lorrainville en 1925. Elle dessert les commerces et la population de Lorrainville et de l'est du Témiscamingue pendant environ 70 ans. Le bureau de poste se situe sur la rue Notre-Dame, dans la résidence d'Adalbert Lepage, où demeure aujourd'hui sa fille Marie-Anne. En 1959, le gouvernement du Canada retient la soumission d'un entrepreneur de Lorrainville, Émile Jollette Ltée, pour la construction d'un nouveau bureau de poste. Ce bâtiment de la rue Saint-Joseph, le même qu'aujourd'hui, est ouvert au public à l'été 1959. En somme, ces descriptions des commerces, quoique incomplètes, démontrent que Lorrainville s'avère un carrefour commercial important au Témiscamingue.

Dans les années 1960, des changements se produisent sur le plan commercial, reflétant l'évolution de la société québécoise. À Lorrainville, on assiste à la spécialisation de certains commerces aux mains de nouveaux propriétaires, ce qui assurera leur essor dans les décennies suivantes. Retenons trois exemples. Raoul Dubé prend ce tournant avec l'ouverture d'un magasin de meubles et d'électroménagers, à l'époque où les foyers lorrainvillois voient leur situation financière s'améliorer. Les habitants du village s'achètent de plus en plus de biens de consommation tels que des téléviseurs, des électroménagers et des meubles. En 1968, Patrick Riopel se porte acquéreur du magasin général de Ferdinand Baril et le transforme en mercerie pour hommes et garçons. Rémi Baril achète, à la même époque, la petite épicerie de Léonard Barrette. L'ajout d'une boucherie en fait un marché d'alimentation complet.

Toutefois, la crise économique du début des années 1980 porte un dur coup aux commerces de Lorrainville. L'importante baisse de l'achalandage qui s'ensuit entraîne la fermeture de certains commerces ou encore le regroupement de commerçants dans le but d'offrir une gamme plus complète de services.

Les commerces régionaux

Le commerce était très fort à Lorrainville dans les années 1960 et 1970, mais cela s'est modifié par la suite. Aujourd'hui, il reste moins de commerce à Lorrainville et ceux qui restent, ce sont des commerces régionaux : Clément Chrysler, Matériaux Jollette, Ameublement Roy, Création Vogue-Quatre Saisons. Une petite paroisse comme Lorrainville ne peut faire vivre seule de gros commerces comme ceux-là. Le pôle commercial se divise entre Lorrainville et Ville-Marie, pour la région du Témiscamingue.



Source : Alcide Dubé. **Le centenaire de Lorrainville. Entrevue réalisée par Marc Riopel.**
12 septembre 2006.

Également, dans les années 1980, on assiste au départ à la retraite d'une génération de commerçants qui vendent soit à de nouveaux venus, soit à leurs fils. Ces nouveaux commerçants poursuivent dans la lignée de leurs prédécesseurs et font de Lorrainville un carrefour commercial important au Témiscamingue, encore aujourd'hui.

Le transport ferroviaire et routier

Comme l'explique la première partie du texte, le réseau de transport se met lentement en place à Lorrainville et au Témiscamingue. Ainsi, depuis 1923, le chemin de fer relie Lorrainville à Mattawa, par le réseau North Bay-Montréal du Canadien Pacifique. En 1930, le Canadien Pacifique offre le service quotidien de passagers et un service de transport de marchandises trois fois par semaine, sur le tronçon Angliers-Kipawa. À la suite du mouvement de colonisation dirigée des années 1930, le clergé formule le projet de poursuivre la voie ferrée d'Angliers à Rouyn-Noranda, en passant par le secteur du pont du Grassy Narrow, à Moffet. Cela permettrait, selon ses promoteurs, de fonder de nouvelles paroisses de colonisation le long de la voie ferrée. Malgré les nombreuses demandes formulées à ce sujet par le clergé, ce projet ne se concrétisera jamais.

La gare de Lorrainville devient un lieu de rencontre et d'activités lors de l'arrivée des trains. Des voyageurs y transitent, arrivant ou partant de Lorrainville, tandis que des commerçants y reçoivent et expédient de la marchandise. Les étudiants fréquentant les institutions scolaires à l'extérieur de la région voyagent également par train. Encore aujourd'hui, plusieurs d'entre eux se rappellent de bons souvenirs à ce sujet, notamment les décorations artisanales qu'ils installaient dans les wagons dans le temps des fêtes!



La gare de Lorrainville, dans les années 30

Dans les années 1950, le service ferroviaire de passagers et de marchandises souffre de la compétition offerte par le transport terrestre. À cette époque, les automobiles circulent sur les routes témiscamiennes trois saisons sur quatre, l'hiver demeurant problématique, tandis que le transport par camion prend de l'essor dans la région. Par ailleurs, le T. & N. O., du côté ontarien, offre un horaire et un service de nuit plus attrayant que celui du Canadien Pacifique. En conséquence, à la fin des années 1950, ce dernier réduit considérablement le service de passagers tout en conservant le transport des marchandises.



La gare de Lorrainville



L'entrepôt Esso-Dupuis à la gare de Lorrainville, en 1950



Vivre dans une gare... Quelle expérience inoubliable pour une famille

Placide Lessard a été chef de gare pour le Pacifique Canadien, à Lorrainville, de 1962 à 1969.

Donc, en plein mois de février, nous avons quitté notre maison de Sultan, en Ontario, pour emménager dans cet impressionnant immeuble, à un mille du village de Lorrainville. C'était un retour aux sources puisque mon mari et moi étions natifs de Béarn.

Nous avons vite fait la reconnaissance des lieux et les quatre enfants : 2-3-6 et 8 ans, ont immédiatement délimité leur aire de jeu, soit la grande salle d'attente qui n'accueillait pratiquement plus de passagers à cette époque.

Vivre dans une gare en 1962, c'était presque une aventure, ne serait-ce que la tâche d'entretenir les six grosses fournaies à charbon qui n'arrivaient pas à faire grimper le mercure ! Nous avons survécu...

Par contre, le défilement des longs trains de marchandise à proximité de notre logis ne passait pas inaperçu car les vibrations déclenchaient un joyeux tintamarre dans le vaisselier alors que les « hoo-hoo » retentissants interrompaient toute conversation.

Le bruit régulier et rythmé du télégraphe camouflait la plupart des craquements du vent qui s'engouffrait dans les murs. Le résultat n'avait rien d'épouvantable ou d'alarmant.

Notre vie familiale, très active à l'époque, a revêtu un caractère de vacances tout au long des sept années qui ont marqué notre séjour dans la « station ».

Près de quarante années se sont écoulées depuis notre départ de Lorrainville, mais, nous conservons tous de cette expérience de vie dans une gare, des souvenirs heureux qui sortent quelque peu du quotidien des gens du village ou de la campagne.

Nous ne restons jamais indifférents quand nous entendons passer un train, que ce soit dans un film ou sur la route. Vivre dans une gare... ça nous a donné le goût du voyage, ça c'est sûr!

*Source : Hélène Gaudet Lessard. **Historique de la gare de Lorrainville de février 1962 à août 1969.** 2006, p. 1.*

Le transport des marchandises par train diminue considérablement dans les années 1960 et 1970, devant la compétition de plus en plus féroce des entreprises de camionnage. Le CP perd de l'argent sur le tronçon Angliers-Kipawa et, en conséquence, néglige l'entretien de la voie ferrée, des ponts et des gares, dont la majorité sont fermées au tournant des années 1970. En 1980, le service Laverlochère-Angliers est aboli tandis que le train ne passe pratiquement plus sur le reste du réseau, dont à Lorrainville. Un dernier train circule sur la voie ferrée témiscamiennne et passe à Lorrainville le 5 octobre 1984. L'Office national des transports du Canada acquiesce à la demande du CP d'abolir son service ferroviaire au Témiscamingue, en mars 1989. La voie ferrée est par la suite démantelée.

Entre 1974 et 1984, le CP Express retient les services de Monique Lafond-Barrette à titre d'agent local pour le secteur est du Témiscamingue. La marchandise est expédiée par train jusqu'à la gare de Lorrainville et, de là, Lafond Transport Ltée l'apporte chez M^{me} Barrette, sur la rue Saint-Jean-Baptiste est. Cette dernière téléphone ensuite aux commerçants de Lorrainville et des autres localités qui viennent chercher leur marchandise à son entrepôt, situé derrière sa maison.

Dans les années 1940, l'amélioration du réseau routier régional et extra-régional favorise la formation et l'essor d'entreprises de camionnage. Entre 1947 et 1949, le ministère de la Voirie du Québec effectue d'importants travaux de réfection et de pavage de la route 46, l'actuelle route 101 et, en 1947, la route Lorrainville-Ville-Marie est asphaltée. Le ministère fait également un nouveau tracé de la



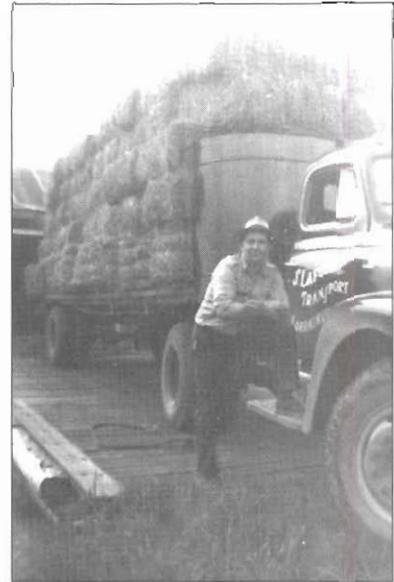
route 46 entre Témiscaming et Fabre, en 1958. L'ouverture des routes l'hiver et ces travaux d'aménagement rendent possible les communications routières avec l'extérieur de la région. À compter des années 1940, deux principaux projets de routes reliant le Témiscamingue à d'autres régions québécoises sont élaborés et défendus par des délégations régionales, incluant notamment le D^r Philippe Chabot et le maire Séraphin Barrette, sans toutefois obtenir de réponse positive. Le premier projet consiste à relier le Témiscamingue au Pontiac par une route reliant Témiscaming à Sheenboro. Rapidement abandonné, on lui préfère celui de Belleterre-Le Domaine dans le parc de la Vérendrye. Aucun de ces projets ne se concrétisera, malgré tous les efforts investis de la part de ces promoteurs au fil des décennies.

À Lorrainville, une entreprise de transport de marchandises par camion se développe dès 1950, propriété de Sylvio et Marie-Alice Lafond. Lafond Transport démarre tout d'abord avec le transport d'animaux vivants vers le marché de Montréal et, au retour, ramène de la marchandise pour les commerçants de Lorrainville et d'ailleurs. Monsieur Lafond se rend ensuite à Toronto accompagné d'agriculteurs de la région afin d'obtenir un permis de transport d'animaux en Ontario. Ses démarches s'avèrent fructueuses. Pendant plusieurs années, il embauche des chauffeurs, dont son gendre Roland Barrette, qui mènent de la marchandise à bord de camions du Témiscamingue à Toronto.

Lafond Transport

Entre-temps, c'est-à-dire en 1950, mon mari obtenait la charte du premier transport Témiscamingue-Montréal, avec permis de rapporter au retour de la marchandise pour nos commerces locaux. Il l'opéra avec succès pendant quatre ans. Après quoi, il vendit ce nouveau commerce à M. Bernard Groleau, ancien résidant des environs de Montréal, pour inaugurer un nouveau transport: celui du Témiscamingue-Toronto, beaucoup plus avantageux en raison de la distance et des routes davantage plus belles du côté de l'Ontario. Durant ce temps, les enfants grandissaient et il fallait songer à leur instruction.

Pour suppléer à ces nouvelles dépenses, vu les gros paiements à rencontrer au sujet de nos deux commerces, il fallait trouver un revenu supplémentaire. Je décidai donc, d'ouvrir à la maison privée, un petit commerce de robes et de chapeaux. Chaque semaine, je profitais de notre transport pour aller me procurer cette marchandise. [...]



Sylvio Lafond et son camion



Camion de Transport Sylvio Lafond

Après avoir conduit de front ces deux commerces pendant douze ans, il nous fallut faire un choix.

Alors d'un commun accord, nous avons décidé de vendre notre charte de transport à la Compagnie Walter Little de New Liskeard qui la convoitait depuis quelques temps. Le marché fut conclu, mais à la condition de continuer à donner aux Témiscamiens les mêmes services établis depuis dix ans et de les améliorer à mesure que de nouveaux besoins surgiraient!



Source : Marie-Alice Lafond. «Enseignante et collaboratrice du mari en affaires», dans *Vie et histoire des femmes au Témiscamingue*. 1988. p. 257.

Malgré la compétition entre le train et l'industrie du camionnage, le problème du transport des marchandises reste entier pour les commerçants de la région, particulièrement en ce qui concerne la distance, le temps et les tarifs au début des années 1960.

Les problèmes du transport des marchandises

Jeudi, 2 novembre 1961, p. 10. Le 19 octobre dernier (jeudi) les directeurs de l'Association des Commerces du Témiscamingue tenaient leur réunion mensuelle à Lorrainville sous la présidence de M. Gaston Boileau, afin de discuter des principaux problèmes des marchands du comté de Témiscamingue. Les présences étaient au nombre de 15 directeurs représentant chacun une paroisse du comté plus une grande quantité de marchands venus assister aux délibérations.

M. Emile Brazeau, président de la firme Brazeau Transport Ltée, accompagné de son gérant, M. Charles Gélinas, étaient les invités du bureau de direction. Chaque directeur a émis son opinion sur le service actuel du transport des marchandises venant de Montréal et destinées au Témiscamingue: ces marchandises étaient transportées par Brazeau Transport Ltée. Plusieurs paroisses se sont dites satisfaites du service actuel de ces derniers, tandis que plusieurs autres ont exigé une amélioration immédiate de ce service appuyant leur demande avec des renvois et démontrant des retards de plusieurs jours dans la livraison de la marchandise.

Les représentants de la firme Brazeau ont ensuite fait connaître leurs vues sur la question expliquant que maintenant 95 pour cent de la marchandise expédiée directement de Montréal à Ville-Marie sans transbordement à Rouyn et que le service normal de Montréal au Témiscamingue était de 24 heures.

Afin de hâter la livraison de la marchandise de l'entrepôt de Ville-Marie aux différentes paroisses du comté, M. Emile Brazeau a annoncé une augmentation de 6,6 pour cent de son tarif actuel expliquant que le coût élevé de son administration l'obligeait à agir ainsi. Le tarif de Brazeau Transport Ltée sera dorénavant le même que celui du chemin de fer dans notre région.

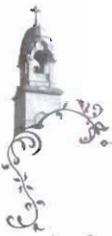
Source : Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue. **Lorrainville**. 1981, p.153-154.

Depuis une vingtaine d'années, il existe de nouveaux services rapides de transport qui permettent aux commerçants de Lorrainville de commander de la marchandise à Montréal et de la recevoir le lendemain. Mentionnons Purolator, Dicom, UPS et Fedex, en plus des services de Postes Canada.

Cette section sur les activités commerciales à Lorrainville ne serait complète sans traiter de l'histoire de la Caisse Populaire de Lorrainville.

4. La Caisse Populaire de Lorrainville, depuis 1936

Les années 1930 débutent sur une mauvaise note sur le plan économique. En revanche, le contexte économique permet l'éclosion du coopératisme, en particulier dans le secteur de l'épargne et du crédit, comme en témoigne la fondation de plus de 400 caisses populaires Desjardins au Québec, dans les années 1930. Au milieu de cette décennie, le mouvement des Caisses Populaires Desjardins gagne le Témiscamingue et Lorrainville. Depuis ce temps, la Caisse populaire Desjardins Lorrainville n'a cessé de croître et de diversifier ses services à ses sociétaires.



La fondation, le 8 décembre 1936

En 1936, les effets de la crise économique se font encore sentir et le crédit est fort difficile, sinon impossible, à obtenir auprès de la Banque Canadienne Nationale de Lorrainville. En réaction à cette situation, l'idée circule à Lorrainville de fonder une coopérative d'épargne et de crédit. L'abbé Gauvin y est étroitement associé, prônant le contrôle des secteurs économiques clés par ses paroissiens, soit l'épargne et le crédit et la transformation laitière. Le dimanche 6 décembre 1936, l'assemblée de fondation d'une caisse populaire se déroule après la messe.

Un représentant de l'Union régionale de Montréal explique alors la procédure à suivre et 32 citoyens de Lorrainville signent la déclaration de fondation de la Caisse populaire de Lorrainville, dont le curé de la paroisse, l'abbé Joseph Gauvin.

À propos de la fondation de la Caisse populaire

La clientèle de la Banque Canadienne Nationale de Lorrainville se recrutait parmi les commerçants, les particuliers, les cultivateurs. Lors de la crise de 1930, plus personne ne pouvait emprunter à la Banque, ces directives provenaient du bureau-chef.

Je travaillais à la Banque à cette époque et j'ai eu connaissance de la fondation de la Caisse, quand ils ont nommé un Conseil de surveillance, une Commission de crédit et ensuite, des administrateurs et un président.

Un des éléments importants de la fondation, c'est parce que la Banque était trop sévère au point de vue d'emprunt. Dans toutes les paroisses, les gens ont réalisé qu'il y avait de l'argent dans le Témiscamingue, alors pourquoi ne pas s'organiser pour qu'il serve nos besoins, qu'il reste dans la communauté? En fin de compte, c'est ça l'idée de la caisse populaire, être sociétaire, c'est comme une compagnie, on appelle ça des sociétaires, pas des clients.

J'étais membre de la Caisse quand j'ai commencé à y travailler, mais je n'étais pas sociétaire quand ils l'ont fondée; parce que si j'avais été là, j'aurais eu des notes de mon employeur, la Banque Canadienne Nationale! Mais, cette idée des caisses populaires m'est restée dans la tête, je trouvais que c'était plein de bon sens. Après ça, j'ai lu Alphonse Desjardins, cet homme-là, c'était un homme extraordinaire.

Source : Lucien Barrette. *La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel.* 8 août 1986.

L'idée de la Caisse Populaire, si je me rappelle bien, ce que j'ai entendu conter, c'est venu parce que les gens l'ont demandée. Il y a plusieurs cultivateurs qui ne pouvaient pas emprunter à la Banque, même pas 5 \$ ou 10 \$. On ne leur faisait pas de crédit, alors ils se sont dit pourquoi ne se regrouperait-on pas pour former une coopérative! Je pense que c'est un peu ça le début de la Caisse populaire. Si c'est venu, c'est parce qu'il y avait des besoins au départ et les gens ont senti le besoin de se regrouper pour dire : on veut assurer notre propre crédit sous forme de coopérative. C'est ce que m'ont raconté des personnes âgées, comme mon grand-père et mon père.

Source : Eugène Baril. *La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel.* 28 juillet 1986.

Les balbutiements de la première décennie, 1936-1946

Le conseil d'administration tient sa première assemblée le 8 décembre 1936. Roméo Desjardins agit à titre de premier secrétaire-gérant de la Caisse. Il reste en poste du 8 décembre 1936 au 5 novembre 1939, date où il donne sa démission au conseil d'administration. Le président de la caisse, Victor Boutin, lui trouve un remplaçant le lendemain. Raoul Dubé devient alors le 2^e secrétaire-gérant de la Caisse populaire de Lorrainville, au salaire de 10 \$ par mois. Lors de cette réunion du 6 novembre, les administrateurs votent également une gratification de 100 \$ à Roméo Desjardins en reconnaissance des services rendus comme gérant de la caisse. Toutefois, la Caisse



Le paiera dès que ses revenus le permettront!

Suivant les directives d'Émile Girardin, inspecteur et propagandiste pour les Caisses populaires Desjardins, les administrateurs décident de ne pas tenir d'assemblée générale annuelle en 1937. Ils fixent la date de leur première assemblée générale au 9 octobre 1938. À une réunion du mois d'août précédant cette assemblée, les administrateurs procèdent au tirage au sort pour déterminer les membres sortants des différents comités. Du conseil d'administration, Octave Coutu et Adrien Dubois quitteront leurs fonctions ainsi que Welly Jolette, qui siégeait à la commission de crédit, et l'abbé Gauvin au conseil de surveillance.

Le but premier de la caisse populaire est d'amasser les économies des gens de Lorraineville et de les réinvestir dans la paroisse. Également, en prenant une part sociale de 5 \$, on devient automatiquement sociétaire de la coopérative. Le fonctionnement général d'une caisse populaire diffère considérablement de celui d'une banque, puisqu'il relève de comités formés de bénévoles.

Le fonctionnement de la Caisse

Le conseil d'administration, c'est lui qui voit à l'administration de la caisse, suivant les grandes lignes générales, politiques salariales et ces choses-là, tout ce qui concerne le bon fonctionnement de la caisse est soumis au conseil d'administration. Et, s'il y a lieu, il fait des recommandations à l'assemblée générale. Après ça, il y a la commission de surveillance qui voit aux rapports d'inspection qui sont faits, surveille les livres, c'est-à-dire voir si les entrées de prêts se font comme il faut, d'après les rapports qui sont produits. Maintenant, ce sont des rapports électroniques, disons que c'est plus facile à suivre de ce côté-là! Après ça, il y a la commission de crédit, qui voit à approuver ou à désapprouver les prêts; c'est une commission qui est assez active, elle a peut-être entre 40 et 50 réunions par année. Il y a les quittances aussi, les quittances de nantissement agricole qui leur sont soumis [sic], les quittances de prêts hypothécaires, lorsqu'un prêt est payé, alors ce sont toutes des choses qui passent par la commission de crédit. Le gérant de la caisse assiste à ces réunions, il prépare aussi, avec le président, les réunions du conseil d'administration. À la commission de crédit, c'est le gérant qui présente les demandes d'emprunt, alors les études se font avec la commission de crédit. À la commission de surveillance, le gérant assiste à toutes ses [sic] assemblées.

Le directeur ou le gérant peut ou ne pas faire partie du conseil d'administration, ça dépend de la personne. Alors, c'est ça qui compose les trois principaux comités de la caisse qui voient à son fonctionnement.

Source : Eugène Baril. *La Caisse Populaire de Lorraineville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 28 juillet 1986.*

Le nouveau secrétaire-gérant ne reste pas en poste longtemps et un autre changement survient le 26 novembre 1939 lorsque Raoul Dubé démissionne de son poste. Les administrateurs embauchent alors Félix Lemire, au salaire de 10 \$ par mois. À cette époque, le bureau de la Caisse se situe dans la résidence privée du secrétaire-gérant. Celui-ci prend une police d'assurance contre le vol à main armée au montant de 1 000 \$, assurance valide 24 heures par jour. Avec le changement d'employé, le bureau de la Caisse déménage lui aussi.

L'arrivée de Félix Lemire apporte un peu de stabilité à la Caisse Populaire puisqu'il reste en poste jusqu'en 1947. M. Lemire travaille également comme photographe et horloger et sa résidence se situe sur la rue St-Joseph Nord. À sa demande, les administrateurs achètent quelques pièces de mobilier pour meubler la Caisse, dont un coffre-fort.

En 1939, la Caisse de Lorraineville n'est pas une des plus prospères de la région, puisqu'elle se classe au huitième rang sur les 10 caisses sur le plan de l'actif et des dépôts totaux depuis son ouverture. La Caisse de Guigues se classe bonne première sur ces plans. Précisons toutefois que la Caisse de Lorraineville, comme celle de Ville-Marie, est en concurrence avec une succursale de la Banque



Canadienne Nationale et que tous les marchands font affaires exclusivement avec la Banque. En 1940, la Caisse de Lorrainville se retrouve aux prises avec un problème d'ordre financier et, pour y remédier, elle mandate son gérant d'emprunter 300 \$ à la Caisse Populaire de Guigues pour une durée de trois mois.

La lecture des procès-verbaux du conseil d'administration nous apprend que la situation financière de la Caisse s'améliore lentement. Ainsi, en juin 1943, la Commission de crédit accepte le prêt demandé par la Coopérative agricole de Lorrainville au montant de 5 000 \$ à 4 % d'intérêt pour 12 mois. En juillet, les administrateurs paient la balance du salaire dû à Roméo Desjardins, un montant de 100 \$. En février 1945, ils paient le salaire dû à Raoul Dubé, 5 \$.

En novembre 1946, se tient une réunion conjointe des trois comités de la Caisse populaire de Lorrainville, en présence de représentants de l'Union régionale de Montréal. La gestion, la vérification des livres et le déficit de 505,38 \$ de la Caisse populaire de Lorrainville constituent les sujets à l'ordre du jour. En réponse aux questions, les commissaires de crédit assurent qu'il n'y a eu aucun mauvais prêt. Au début du mois de janvier 1947, Félix Lemire démissionne comme secrétaire-gérant de la Caisse Populaire de Lorrainville. Il invoque, comme raison, le mauvais état de sa santé.

Une progression constante, 1947-1970

L'embauche d'un nouveau secrétaire-gérant marque également le début de la deuxième phase de la Caisse Populaire de Lorrainville, phase caractérisée par une réorganisation et les progrès marquants qu'elle réalisera. En janvier 1947, après deux semaines de recherches, les dirigeants de la Caisse concluent une entente avec la Beurrerie Coopérative de Lorrainville, qui se cherchait elle aussi un secrétaire-gérant. L'entente stipule que le nouvel employé travaillera pour les deux organismes et que la Caisse établira son bureau dans les locaux de la Beurrerie. Les deux conseils d'administration arrêtent leur choix sur Lucien Barrette, comptable à la Banque Canadienne Nationale de Lorrainville et trésorier de la Société Saint-Jean-Baptiste régionale du Témiscamingue.

L'essor de la Caisse Populaire sous Lucien Barrette

Quand j'ai été nommé gérant de la Caisse Populaire à Lorrainville, en 1947, elle était en déficit de 500 \$. Il y avait à peu près 20 000 \$ d'actifs, il y avait peu d'emprunts, des montants de 50 \$, 100 \$. En 1965, quand j'ai laissé, il y avait à peu près 1 million \$. J'étais gérant de la Caisse Populaire et de la Coopérative de Beurrerie en même temps. On a placé le bureau de la Caisse à la Coopérative. Après un mois de travail, j'avais ramassé 50 000 \$ auprès de différentes personnes. Ce montant a augmenté constamment. Au bout d'un an, je pense que j'avais au-delà de 100 000 \$.

*Source : Lucien Barrette. **La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 8 août 1986.***

La première tâche du nouveau secrétaire-gérant consiste à réorganiser la Caisse Populaire de Lorrainville. En janvier 1947, le nouveau gérant, Lucien Barrette, achète une machine à additionner de l'Union régionale ainsi que la papeterie nécessaire à la tenue de la comptabilité. En février, le Conseil d'administration lui alloue 75 \$ pour meubler le nouveau bureau, situé à la Coopérative agricole de Lorrainville, rue Geoffroy. La Caisse paie 15 \$ par mois pour ce loyer. Le secrétaire-gérant voit de plus à l'installation du téléphone. En mars, le gérant fait également déménager le coffre-fort dans les nouveaux locaux de la Caisse.

En mars 1947, deux réunions spéciales se tiennent dans le but de régler la question du déficit de 505,38 \$, accumulé depuis 1942. Monsieur Lemire et la Caisse s'entendent de la façon suivante: Monsieur Lemire remet comptant 5,38 \$ et il devra remettre ensuite à la Caisse la somme de 100 \$. Quant aux 400 \$ restants, la Caisse les débitera à même ses fonds, comme gratification pour services rendus.



En avril 1947, le conseil d'administration accorde la permission à la commission de crédit de prêter, à sa discrétion, jusqu'à 2 000 \$. Également, après une longue discussion entre les administrateurs, le gérant, Lucien Barrette, est autorisé à faire, à sa discrétion, de petits prêts n'excédant pas 100 \$. Les officiers de la Caisse décident, sur recommandation du secrétaire-gérant, de solliciter l'adhésion à titre de sociétaires des différents corps publics de la paroisse dont la commission scolaire, le conseil municipal, la fabrique et les Sœurs de l'Assomption.

Le recrutement des sociétaires

Après ma nomination, je suis allé à Montréal à la Caisse Centrale, à la Fédération, puis je suis allé visiter des caisses à Saint-Eustache, étudier le fonctionnement de leurs caisses. Ils étaient beaucoup plus avancés que nous autres. Quand je suis revenu, j'ai pris une autre semaine pour être capable de faire ma visite paroissiale. J'ai été dans tous les foyers de Lorrainville, je passais de porte en porte, puis je prenais leur cas à eux autres; il y en a qui disaient j'ai toujours fait affaires avec la Banque, je ne suis pas pour changer pour la Caisse populaire. Je leur répondais : Il ne s'agit pas de retirer votre argent de la Banque, il s'agit de commencer tranquillement, vous pouvez commencer à être sociétaire, mettre 5 \$, 10 \$. Je ne vous demande pas une affaire énorme, commencez tranquillement puis vous allez voir comment ça va se développer.

Source : Lucien Barrette. *La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 8 août 1986.*

À la 10^e assemblée générale annuelle de la Caisse, le 20 juillet 1947, Lucien Barrette donne quelques chiffres et statistiques. D'abord, il débute avec le pourcentage des sociétaires de la Caisse, selon leur domicile.

Le pourcentage de sociétaires selon le domicile, en 1947

Domicile	Pourcentage
Rangs 6 et 7 Nord	90 %
Rang 5	88 %
Rangs 6 et 7 Sud	83 %
Rang 8	77 %
Rang Saint-Jean	67 %
Village Nord	51 %
Village Sud	45 %
Pourcentage de la campagne	81 %
Pourcentage du village	48 %
Moyenne générale	65 %

Source : Registre de procès-verbaux de la Caisse populaire Desjardins de Lorrainville. Assemblée générale annuelle, 20 juillet 1947.

Il compare ensuite les chiffres du 1^{er} mars et du 1^{er} juillet 1947.

Dépôts, emprunts et sociétaires en 1947

Données	1 ^{er} mars	1 ^{er} juillet
Capital social	1 030 \$	2 225 \$
Épargne	21 900 \$	119 284 \$
Prêts	10 467 \$	70 000 \$
Sociétaires	142	273

Source : Registre de procès-verbaux de la Caisse populaire Desjardins de Lorrainville. Assemblée générale annuelle, 20 juillet 1947.

La progression du chiffre d'affaires de la Caisse rend nécessaire son relogement dans des locaux plus adéquats. En octobre 1947, le conseil d'administration accepte de déménager le bureau chez Adalbert Lepage, sur la rue Notre-Dame, adjacent au bureau de poste. Le prix du loyer



s'élève à 35 \$ par mois, ce qui représente près de 400 \$ en 2007, pour une durée de cinq ans. Le 15 mars 1948, la Caisse embauche un assistant-gérant, Eugène Baril. Ce dernier seconde le secrétaire-gérant à la Caisse et à la Coopérative Agricole de Lorrainville. En octobre, Lucien Barrette reçoit l'autorisation d'acheter une enseigne pour la Caisse Populaire.

Un nouveau local, rue Notre-Dame

Nous sommes restés à la Coopérative quelques temps. Ensuite, il a fallu emménager dans un plus grand local. Alors, nous sommes allés voir Adalbert Lepage, où demeure Mlle Lepage aujourd'hui, et il nous a loué un espace pour notre bureau. M. Lepage était un homme très sympathique, il aimait bien la Caisse et il tenait le bureau de poste. Il se demandait s'il devait accepter de louer une partie de sa maison à la Caisse parce que, comme maître de poste, il déposait l'argent à la Banque au nom du gouvernement fédéral, toujours à 14h30. Il dit alors: Moi, je ne pourrai pas déposer chez vous. Je lui ai dit vous ne pouvez pas déposer l'argent du fédéral, mais vous pouvez déposer votre argent à vous.

Ensuite, j'ai acheté un bureau, un coffre-fort, il était aussi haut que moi, on a tout rentré ça dans ce petit appartement-là. J'ai fait faire un comptoir puis il a fallu que j'aie un autre employé. On a embauché Eugène Baril. C'est là que j'ai commencé à le former à ce métier. Ce qui m'a sauté aux yeux quand je l'ai engagé, c'est qu'il avait une très belle écriture! Moi je n'ai pas une écriture comme ça, mais lui, il avait une très belle écriture et faisait des beaux chiffres. Alors je me suis dit quand y va arranger le livre des clients, des sociétaires, ça va bien paraître dans le livre!

Source : Lucien Barrette. La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 8 août 1986.

Le local chez Adalbert Lepage avait environ 8 pieds de large par 20 pieds de profond, c'est tout ce qu'on avait de local; la devanture avait l'air d'un confessionnal! Comme mobilier, on avait un comptoir, puis vis-à-vis de la caisse, c'était comme un grillage qu'il y avait là, une petite chambre de bain, un coffre-fort, un paravent en arrière, si quelqu'un avait affaire au gérant, c'était séparé par un paravent pour ne pas que les gens voient qui était assis-là; alors ça, c'était la Caisse.

Source : Eugène Baril. La Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986. Entrevue réalisée par Marc Riopel. 28 juillet 1986.

Au fil des ans, la Caisse Populaire de Lorrainville ajoute de nouveaux services à ses sociétaires. En avril 1949, elle collabore avec l'Office du Crédit Agricole du Québec pour l'application de la nouvelle loi sur les prêts sur les habitations familiales. La Caisse financera désormais ses sociétaires pour l'achat de maisons privées. Puis, dans le courant de l'année, le secrétaire-gérant et les administrateurs font une percée dans le domaine scolaire. Ils remettent dans chaque classe un prix à l'élève qui fait la meilleure composition. En outre, le 20 mars 1950, la Caisse Populaire fonde la caisse scolaire. Dans un autre ordre d'idées, elle participe à la fondation de Radio-Témiscamingue en prenant une part de 100 \$.

La Caisse Scolaire

On a organisé la caisse scolaire pour les enfants, c'était du trouble ça, leur petit carnet de chèque. Guigues et nous étions les seuls à cette époque. J'ai organisé ça, j'ai monté cette caisse-là jusqu'à 3 000 \$ ou 4 000 \$, rien qu'avec l'argent des enfants. Savez-vous ce que l'on fait, avec l'argent des enfants? On peut prêter à un gars qui veut s'acheter une maison, c'est beaucoup puis c'est rien que l'apport des enfants. Cet argent-là, il appartient aux enfants, mais j'ai dit vous pouvez avoir un foyer, une famille avec cet argent, dans ce temps-là on pouvait même prendre une hypothèque de 2 000 ou 3 000 \$, une maison bien ordinaire, faut pas comparer ça